



IFC | 50
ANS

**Société financière
internationale**
Groupe de la Banque mondiale

UN PLUS GRAND IMPACT LES FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 2006



**1956 CINQUANTE ANS AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ POUR AMÉLIORER
LES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS DU MONDE ENTIER 2006**

La Société financière internationale, qui est l'institution du Groupe de la Banque mondiale chargée des opérations avec le secteur privé, est la plus importante source de financement multilatéral de s entreprises privées dans les pays en développement. L' IFC finance des investissements privés dans le monde en développement, mobilise des fonds sur les marchés des capitaux internationaux, facilite les échanges, aide ses clients à améliorer la viabilité de leur action au plan social et environnemental, et fournit des services d'assistance technique et de conseil aux gouvernements et aux entreprises. Depuis sa création en 1956, la Société a engagé pour son propre compte plus de 56 milliards de dollars au titre d'investissements dans le secteur privé du monde en développement et a mobilisé un montant supplémentaire de 25 milliards de dollars dans le cadre de syndications au profit de 3 531 entreprises dans 140 pays en développement. Elle a par ailleurs fourni une assistance technique et des services de conseil d'une valeur dépassant un milliard de dollars, avec l'appui financier de bailleurs de fonds. Pour plus d'informations, consulter le site web www.ifc.org.



ELENA CHUZHAKOVA

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE RAPPORT ANNUEL 2006

VOLUME 1 — TABLE DES MATIÈRES

L'IFC en bref	2
Le Conseil d'administration de l'IFC	6
Les messages de la direction	7
Un plus grand impact	12
Rapport d'activité	24
Des investissements et des actions responsables	32
Rapport sur les Régions	41
Sigles, notes et définitions	77
Pour plus d'information	78

L'IFC EN BREF

LA MISSION DE L'IFC

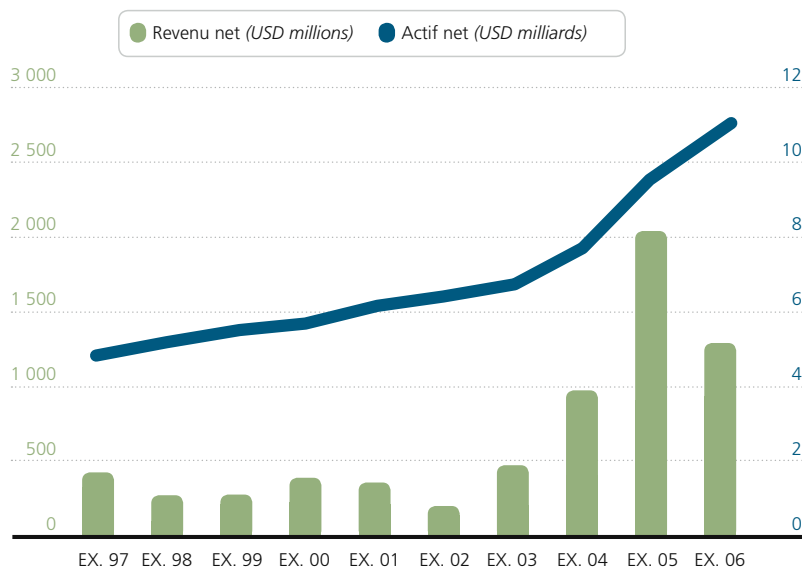
L'IFC a pour mission de promouvoir des investissements privés durables dans les pays en développement afin de réduire la pauvreté et d'améliorer les conditions de vie des populations.

L'IFC JOUE UN RÔLE DE CATALYSEUR DU DÉVELOPPEMENT ET DU FINANCEMENT DU SECTEUR PRIVÉ

L'IFC n'investit que dans les pays en développement ; elle encourage les investissements dans ces pays et contribue à mettre en place des conditions propices au flux des capitaux privés. La Société est une institution mondiale, et ses investissements et ses projets sont bien diversifiés. Ses résultats financiers témoignent de la réussite et de la croissance des entreprises dans les marchés émergents du monde entier.

LE REVENU NET ET L'ACTIF NET DE L'IFC

L'IFC affiche un bénéfice tous les ans depuis 50 ans, ce qui témoigne des gains potentiels que peuvent produire des investissements sur les marchés émergents.



LA POSITION FINANCIÈRE DE L'IFC EST SOLIDE

La Société est notée AAA /Aaa par Standard & Poor's et par Moody's. Cette note est confirmée chaque année depuis 1989 et semble devoir se maintenir à terme.

Note Aaa de Moody's

(octobre 2005)

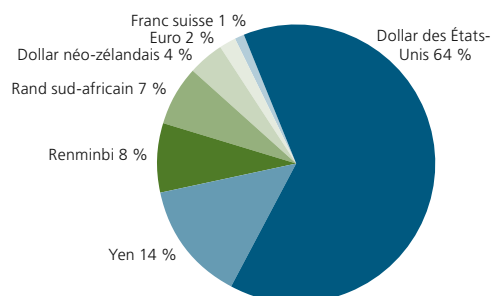
Note AA de S&P

(septembre 2005)

Perspectives : note stable

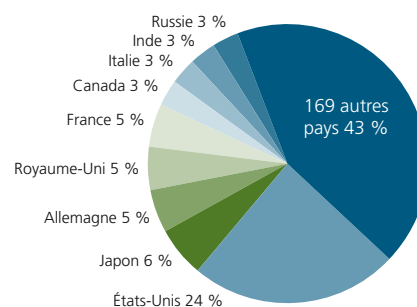
L'IFC lève sur les marchés internationaux les fonds dont elle a besoin pour financer ses prêts à des clients des marchés émergents. Elle émet aussi des obligations en monnaie nationale pour favoriser le développement des marchés financiers des pays en développement.

Emprunt de USD 1,8 milliard en 7 monnaies durant l'ex. 06



Le capital de l'IFC provient directement des 178 pays membres de l'institution, dont le nombre de voix est fonction de leur contribution au capital libéré.

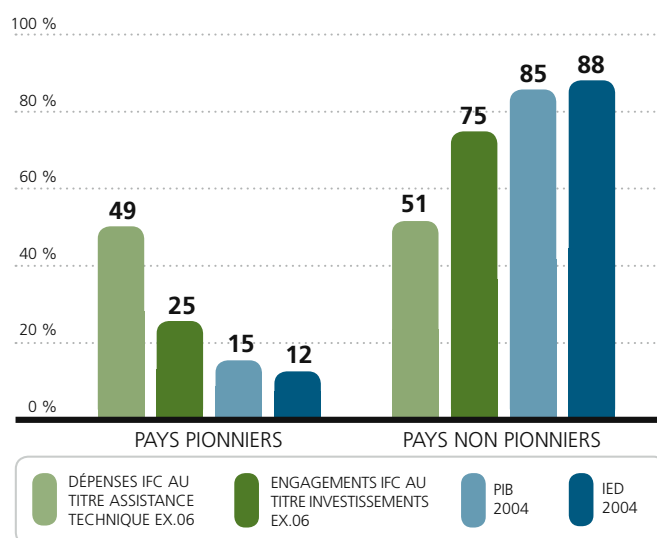
Appui important des actionnaires



L'IFC CONSACRE UNE GRANDE PARTIE DE SES INVESTISSEMENTS ET DE SON ASSISTANCE TECHNIQUE AUX PAYS PIONNIERS

Face à l'augmentation des investissements dans les marchés émergents, l'IFC a adapté sa stratégie pour davantage axer ses efforts sur les pays pionniers. Elle consacre maintenant une plus large part de ses investissements à ces pays à faible revenu ou présentant des risques plus élevés que les autres investisseurs. Cette part représente à peu près le double de la part du total des investissements étrangers directs qui revient à ces pays.

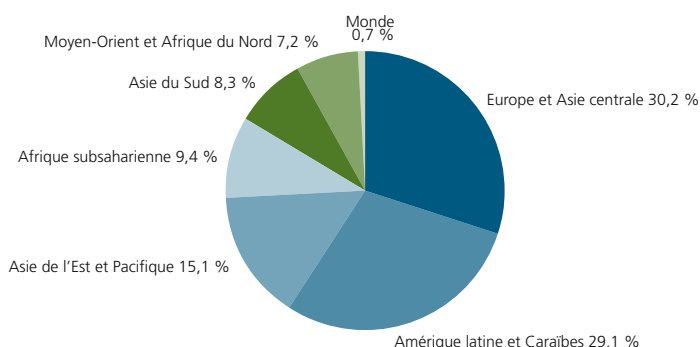
Dans le but d'améliorer un climat de l'investissement souvent difficile dans les pays pionniers, l'IFC fournit des services d'assistance technique et de conseil (TAAS) pour surmonter les obstacles opposés à l'investissement privé et aider les entreprises privées. La part des services TAAS de l'IFC qui sont fournis aux pays pionniers est environ quatre fois plus élevée que de la part du total des investissements étrangers directs qui revient à ces pays.



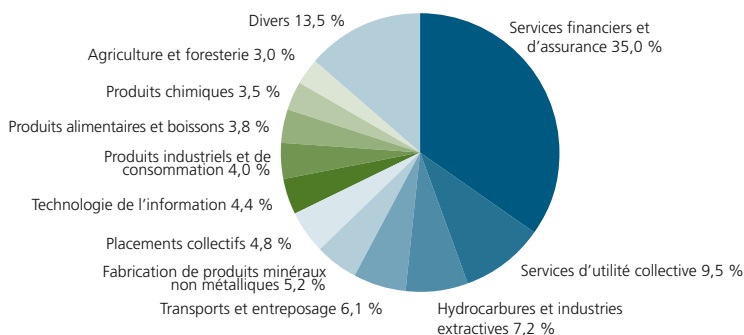
INVESTISSEMENTS DANS LE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ : PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS

Pour le propre compte de l'IFC au 30 juin 2006 : 21,6 milliards de dollars

Par région*



Par secteur



Pays bénéficiaires des plus gros engagements de l'IFC **

PAYS	USD MILLIONS	POURCENTAGE PORTEFEUILLE MONDIAL
Fédération de Russie	1 974	9 %
Brésil	1 505	7 %
Chine	1 498	7 %
Inde	1 261	6 %
Turquie	1 197	6 %
Mexique	1 093	5 %
Argentine	810	4 %
Indonésie	606	3 %
Nigéria	544	3 %
Ukraine	533	2 %

Le portefeuille de prêts et de participations de l'IFC concerne 1 368 entreprises dans 112 pays.

* Certains pourcentages prennent en compte les parts régionales d'investissements officiellement classés projets mondiaux. Pour plus de détails, se reporter aux sections se rapportant aux différentes régions.

** Non compris les parts nationales d'investissements officiellement classés projets régionaux et mondiaux.

L'IFC EN BREF

Durant son 50^e exercice, l'IFC a engagé 6,7 milliards de dollars pour son propre compte dans 66 pays.

OPERATIONS ET RESSOURCES DE L'IFC, EX. 02 – EX. 06

(millions de dollars)

	Ex. 06	Ex. 05	Ex. 04	Ex. 03	Ex. 02
ENGAGEMENTS AU TITRE D'INVESTISSEMENTS					
Nombre de projets ¹	284	236	217	204	203
Nombre de pays	66	67	64	64	76
Montant total des engagements signés	8 275	6 449	5 632	5 037	3 494
Pour le compte de l'IFC	6 703	5 373	4 753	3 856	2 957
Pour le compte de tiers ³	1 572	1 076	879	1 181	518
DÉCAISSEMENTS AU TITRE D'INVESTISSEMENTS					
Montant total des décaissements	5 739	4 011	4 115	4 468	2 072
Pour le compte de l'IFC	4 428	3 456	3 152	2 959	1 498
Pour le compte de tiers	1 311	555	964	1 509	574
PORTFEUILLE D'ENGAGEMENTS²					
Nombre d'entreprises	1 368	1 313	1 333	1 378	1 402
Montant total du portefeuille d'engagements ³	26 706	24 536	23 460	23 379	21 569
Pour le compte de l'IFC	21 627	19 253	17 913	16 777	15 049
Pour le compte de tiers ³	5 079	5 283	5 546	6 602	6 519

¹ Inclut les projets au titre desquels un premier engagement a été pris durant l'exercice. Un projet donnant lieu au financement de plus d'une entreprise est considéré donner lieu à un seul engagement.

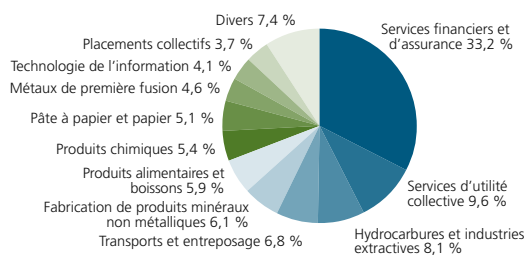
² Y compris les garanties au titre de prêts et les instruments de gestion des risques.

³ Le montant total du portefeuille d'engagements et le montant détenu pour le compte de tiers incluent les prêts titrisés.

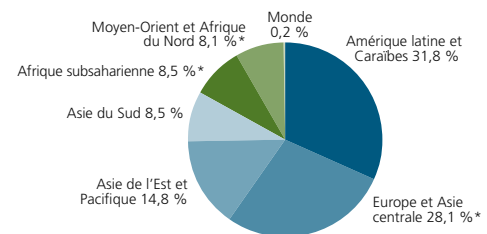
PROJETS D'INVESTISSEMENT POUR L'EX. 06

Au total 8,3 milliards de dollars engagés par l'IFC pour son propre compte et mobilisés par le biais de prêts syndiqués.

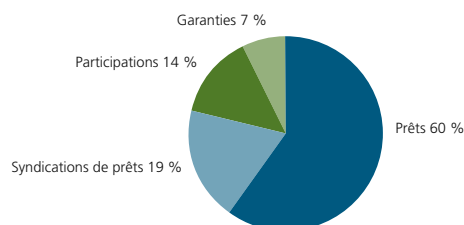
Par branche d'activité



Par région*



Par produit



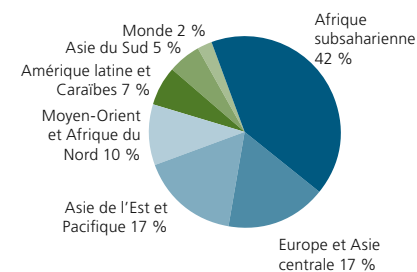
* Certains pourcentages prennent en compte les parts régionales d'investissements officiellement classés projets mondiaux. Pour plus de détails, se reporter aux sections se rapportant aux différentes régions.

L'IFC a également fourni une assistance technique aux entreprises et aux administrations publiques de plus de 80 pays. Environ 40 % des financements sur projet approuvés durant l'exercice se rapportaient à des travaux menés en Afrique subsaharienne.

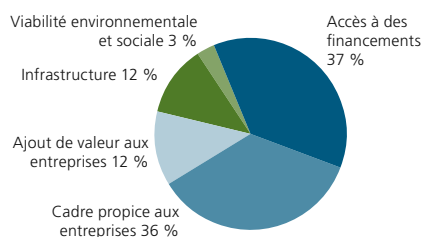
PROJETS DE SERVICES D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DE CONSEIL POUR L'EX. 06

Des financements de l'ordre de 200 millions de dollars ont été approuvés*

Par région



Par domaine d'intervention



* Les données présentées n'ont pas été auditées et ont été établies sur la base de projets de services d'assistance technique et de conseil approuvés dans le système institutionnel de l'IFC entre le 1^{er} juillet 2005 et le 30 juin 2006. Les dossiers de certains projets approuvés durant l'exercice 06 n'ayant pas été traités entre ces deux dates, les projets en question n'ont pas été pris en compte. La répartition des projets par domaine d'intervention et par région ne s'en trouve toutefois pas sensiblement modifiée.

BILAN RÉSUMÉ

(millions de dollars)

	Ex. 06	Ex. 05	Ex. 04	Ex. 03	Ex. 02
ACTIF					
Portefeuille de liquidités, hors produits dérivés	20 594	22 781	18 397	17 004	16 924
Investissements nets (prêts et participations)	12 731	11 489	10 279	9 377	7 963
Produits dérivés	1 128	1 516	1 092	1 734	1 077
Montants à recevoir et autres actifs	3 967	3 774	2 593	3 428	1 775
Total, actif	38 420	39 560	32 361	31 543	27 739
PASSIF					
Encours des emprunts	14 967	15 359	16 254	17 315	16 581
Produits dérivés	1 288	2 332	1 549	1 264	1 576
Montants à payer et autres exigibilités	11 089	12 071	6 776	6 175	3 278
Total passif	27 344	29 762	24 579	24 754	21 435
CAPITAUX PROPRES					
Capital social	2 364	2 364	2 361	2 360	2 360
Bénéfices mis en réserve	8 711	7 433	5 418	4 425	3 938
Divers	1	1	3	4	6
Total capitaux propres	11 076	9 798	7 782	6 789	6 304

COMPTE DE RÉSULTAT RÉSUMÉ

(millions de dollars)

	Ex. 06	Ex. 05	Ex. 04	Ex. 03	Ex. 02
Intérêts et commissions financières au titre des prêts	807	660	518	477	547
Produits des transactions sur actifs liquides	444	358	177	475	524
Frais liés aux emprunts	-603	-309	-141	-226	-438
Produits des participations	1 228	1 365	658	145	160
Réduction de la/provision pour pertes sur prêts et garanties	-15	261	103	-48	-389
Autres frais nets	-362	-344	-304	-295	-243
Dépenses au titre des projets TAAS*	-55	-38	-29	—	—
Dépenses au titre des dons accordés sur la base des résultats	-35	—	—	—	—
Résultat d'exploitation	1 409	1 953	982	528	161
Plus-values/moins-values au titre d'instruments financiers n'ayant pas fait l'objet de transactions	-131	62	11	-41	54
Revenu net	1 278	2 015	993	487	215

*Services d'assistance technique et de conseil.



(de gauche à droite)

(Debout) Gino Alzetta, Zou Jiayi, Marcel Massé, Paulo F. Gomes, Jakub Karnowski, Jaime Quijandria, Mulu Ketsela, Dhanendra Kumar, Yoshio Okubo, Sid Ahmed Dib, Pierre Duquesne, Joong-Kyung Choi, Jennifer Dorn, Herwidayatmo, Mahdy Ismail Aljazzaf, Abdulrahman M. Almofadhi, Biagio Bossone; (assis) Otaviano Canuto, Thorsteinn Ingolfsson, Eckhard Deutscher, Alexey Kvasov, Jan Willem van der Kaaij, Tom Scholar. Absent sur la photo : Luis Marti.

ADMINISTRATEURS ET ADMINISTRATEURS SUPPLÉANTS

ADMINISTRATEURS

Mahdy Ismail Aljazzaf
Abdulrahman M. Almofadhi
Gino Alzetta
Biagio Bossone
Otaviano Canuto
Joong-Kyung Choi
Eckhard Deutscher
Sid Ahmed Dib
Pierre Duquesne
Paulo F. Gomes
Herwidayatmo
Thorsteinn Ingolfsson
Dhanendra Kumar
Alexey Kvasov
Luis Marti
Marcel Massé
Jaime Quijandria
Tom Scholar
Mathias Sinamenye
Jan Willem van der Kaaij
Pietro Veglio
Zou Jiayi
(vacant)
(vacant)

SUPPLÉANTS

Mohamed Kamel Amr
Abdulhamid Alkhalifa
Melih Nemli
Nuno Mota Pinto
Jeremias N. Paul, Jr.
Terry O'Brien
Walter Hermann
Shuja Shah
Alexis Kohler
Louis Philippe Ong Seng
Nursiah Arshad
Svein Aass
Zakin Ahmed Khan
Eugene Miagkov
Jorge Familiar
Gobind Ganga
Alieto Guadagni
Caroline Sergeant
Mulu Ketsela
Anca Ciobanu
Jakub Karnowski
Yang Jinlin
Jennifer Dorn
Toshio Oya

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'IFC A UNE MISSION D'ORIENTATION ET DE SUPERVISION

Durant l'exercice écoulé, les administrateurs ont approuvé un certain nombre d'investissements et suivi attentivement l'évolution et l'exécution de la stratégie de la Société. Ils ont passé en revue les opérations menées dans différents pays et examiné 17 stratégies d'aide-pays préparées conjointement par la Banque mondiale, l'IFC et la MIGA, ainsi que les instruments correspondants.

Les administrateurs ont réaffirmé leur adhésion aux cinq priorités stratégiques de l'IFC et se sont déclarés favorables à une expansion des activités de l'institution pour lui permettre d'accroître sa contribution au développement. Ils ont examiné avec la direction de l'IFC diverses questions telles que les nouvelles grandes orientations et normes de performance au plan de la viabilité sociale et environnementale et sa politique de l'information. Dans le cadre de leurs fonctions de supervision, les administrateurs se sont penchés sur l'examen annuel de l'évaluation des opérations et la réponse de la direction de l'IFC. Ils se sont félicités de la poursuite du dialogue constructif établi entre la direction et le Groupe d'évaluation des opérations.

S'agissant de la performance de la Société, les administrateurs ont pris note avec satisfaction de ses accomplissements au cours de l'exercice 06, dont témoignent les solides résultats financiers qu'elle affiche pour l'exercice, le fort accroissement de ses activités sur les marchés pionniers, notamment en Afrique, et les importants progrès accomplis aux fins de l'évaluation de la contribution au développement des opérations d'investissement et d'assistance technique.

LETTRE AU CONSEIL DES GOUVERNEURS

Le Conseil d'administration de la Société financière internationale a fait préparer ce rapport annuel conformément aux statuts de l'IFC. M. Paul D. Wolfowitz, président de l'IFC et de son Conseil d'administration, a soumis ce rapport ainsi que les états financiers vérifiés y afférents au Conseil des gouverneurs.

Les administrateurs constatent avec satisfaction que, durant l'exercice clos le 30 juin 2006, l'IFC a accru sa contribution à un développement durable par le biais de ses opérations de financement de projets du secteur privé et de ses activités de conseil.



KATHERINE LAMBERT

(de gauche à droite)

Paul Wolfowitz
Président du Groupe de la Banque mondiale

Lars Thunell
Vice-président exécutif de l'IFC

MESSAGE DU PRÉSIDENT

Des progrès sans précédent ont été accomplis au cours des 25 dernières années dans le cadre de la lutte contre la pauvreté dans le monde, qui ont permis à 500 millions de personnes de sortir de la pauvreté en Chine, en Inde et dans d'autres pays en développement affichant de bons résultats. La plupart de ces avancées peuvent être imputées aux réformes qui ont donné aux entreprises privées la possibilité de se développer et de créer des emplois. Durant l'exercice, j'ai vu, sur les cinq continents que j'ai visités, des exemples aussi nombreux qu'indéniables de l'importance du rôle que joue le secteur privé en ouvrant aux pauvres des opportunités d'améliorer leurs conditions de vie et d'offrir à leurs enfants un meilleur avenir.

À Monterrey, j'ai rencontré l'une des quelques 4 000 familles mexicaines qui ont pu acheter un logement neuf à un prix abordable dans une communauté aménagée par le promoteur Homex, dans lequel l'IFC a investi par l'intermédiaire d'un fonds de participation privé. Avant de s'installer à Real de San Jose, qui a de bons établissements scolaires, équipements récréatifs et centres de santé, les huit membres de la famille Ruiz vivaient dans un logement sans l'eau courante ou toute autre infrastructure de base.

En Tanzanie, j'ai pu constater personnellement lors de ma visite d'une fabrique de moustiquaires comment le secteur privé, par le biais de partenariats public-privé, aide l'État à fournir des services aux pauvres. Parce qu'elles sont particulièrement sensibles au paludisme, toutes les femmes enceintes ont droit à un

bon d'achat qu'elles peuvent présenter à un détaillant pour se procurer une moustiquaire. J'ai été particulièrement ému de rencontrer une mère de cinq enfants, tous paludéens, qui venait d'acheter une moustiquaire pour la première fois de sa vie.

La structure fondamentale des financements en faveur des pays en développement s'est transformée au cours des 20 dernières années, et les entrées de capitaux privés sont devenues le principal moteur du développement. Pour chaque dollar d'aide publique au développement, on compte désormais plus de quatre dollars d'investissements privés de pays riches dans des pays pauvres. Actuellement, 90 % des emplois sont imputables au secteur privé dans le monde en développement et, à terme, ce seront ces emplois qui offriront les meilleures perspectives de sortir de la pauvreté.

Les investissements de l'IFC permettent de mobiliser des capitaux privés au titre de projets créatifs et novateurs qui produisent des avantages économiques durables. En inscrivant son action dans la durée et en fournissant des capitaux « patients », l'IFC poursuit des projets qui ont un impact direct sur la création d'emplois et le niveau des revenus. D'innombrables familles ont ainsi pu sortir, l'une après l'autre, de la pauvreté. Chaque nouvel emploi, chaque nouvelle opportunité fournit à chaque génération la possibilité de faire mieux que la précédente.

L'une des mesures les plus importantes qui peut être prise — comme nous le faisons — consiste à aider les pouvoirs publics à identifier les réglementations qui font

obstacle aux activités du secteur privé. Le rapport *Doing Business*, publié conjointement par l'IFC et la Banque mondiale pour montrer de quelle manière les réglementations de l'État peuvent avoir un impact, souvent restrictif, sur la croissance, est rapidement devenu un outil indispensable pour les autorités nationales, les responsables de l'action publique, les chercheurs et les investisseurs qui souhaitent évaluer le cadre des affaires d'un pays. Dans un certain nombre de nations, les conclusions du rapport constituent déjà le point de départ d'une réforme économique.

Il ne peut y avoir de développement réel que si les nombreux individus et organismes impliqués agissent de concert. Depuis 50 ans, les hommes et les femmes qui travaillent à l'IFC font preuve d'un dévouement sans relâche pour montrer la voie à suivre en prouvant que l'activité privée peut améliorer les conditions de vie, tout en conciliant la recherche d'un profit et celle d'une contribution tangible au développement. Je les en remercie. Je remercie également les pays actionnaires et bailleurs de fonds de l'IFC qui acceptent sans réserve la mission de l'institution et appuient les efforts qu'elle déploie pour accorder des financements essentiels et développer l'esprit d'entreprise dans le monde entier.

Paul Wolfowitz
30 juin 2006

MESSAGE DU VICE-PRÉSIDENT EXÉCUTIF

UNE FORTE EXPANSION, UN IMPACT REMARQUABLE SUR LE DÉVELOPPEMENT

L'IFC, force motrice du développement du secteur privé à l'échelle mondiale, élargit de manière fructueuse la portée de ses opérations et renforce son rôle de catalyseur d'investissements privés durables sur les marchés émergents et dans les pays en développement. Durant l'exercice, l'IFC a accru de près de 25 % ses investissements pour son propre compte ainsi que ses effectifs. Elle a également intensifié les activités dans les régions à faible revenu ou présentant des risques élevés, où son appui est le plus nécessaire, et a établi de meilleurs indicateurs de la contribution de ses activités au développement.

Cet exercice, qui est le cinquantième de l'IFC, marque plus qu'une étape dans l'histoire de l'institution : il marque une évolution cruciale de la Société. En 2005, les administrateurs de l'IFC avaient approuvé une stratégie d'expansion des activités axée sur le long terme : les engagements au titre des investissements devaient augmenter de 50 % au cours des trois exercices suivants et s'accompagner d'un accroissement notable de l'assistance technique. Comme en témoigne amplement le rapport sur l'exercice écoulé, la Société est en avance sur son calendrier stratégique :

- Les engagements au titre d'investissements pris pour son propre compte par la IFC sont passés de 5,4 milliards pour l'exercice 05 à 6,7 milliards de dollars pour l'exercice 06.
- Les activités poursuivies dans des domaines ayant un fort impact sur le

développement, telles que les investissements dans les pays ou les régions à faible revenu ou présentant des risques élevés, se sont chiffrées à 1,5 milliard de dollars, soit un montant bien supérieur à celui de 1,3 milliard de dollars affiché pour l'exercice précédent.

- Les engagements au titre d'investissements en Afrique subsaharienne ont atteint 700 millions de dollars, soit près de 60 % de plus que l'exercice 05.
- Les investissements axés sur les petites et moyennes entreprises ont approximativement triplé au cours des trois derniers exercices pour dépasser un milliard de dollars durant l'exercice 06.
- Dans les domaines cruciaux de l'infrastructure et des services privés de santé et d'éducation, les investissements de la Société ont progressé de plus de 50 %.

Il est aussi important de noter, en sus du dépassement des objectifs, la qualité des investissements de l'IFC et leur contribution à un développement durable. La qualité des investissements, qui est mesurée par la baisse du montant total des réserves pour pertes sur prêts, s'est améliorée durant l'exercice 06 pour le troisième exercice consécutif, tandis que le volume des prêts improductifs a diminué. Les projets de l'IFC produisent aussi souvent des avantages économiques supérieurs à leur taux de rendement financier.

La Société affiche des résultats concrets au plan du développement. Les projets dans lesquels elle a investi ont permis à 2,4 millions de patients d'obtenir des soins de santé et à 320 000 élèves de bénéficier de services d'éducation durant l'exercice. Ses investissements dans les télécommunications ont aidé 80 millions de personnes à obtenir accès à des services



JONATHAN HILL

Lars Thunell, Vice-président exécutif de l'IFC, en compagnie d'enfants du comté chinois de Yongshou, où les ménages sont en passe de devenir les fournisseurs les plus productifs de North Andre Apple Concentrate Juice Company grâce à l'assistance technique associée à un investissement de l'IFC.

téléphoniques depuis 1996. Les compagnies pétrolières et les industries extractives dans lesquelles elle a investi ont contribué pour 4,4 milliards de dollars aux recettes publiques des nations en développement durant l'exercice écoulé. Elles ont aussi créé 50 000 emplois.

L'IFC a réalisé d'importants progrès dans le cadre de ses activités d'assistance technique et de conseil qu'elle a regroupées en cinq grandes catégories stratégiques de manière à exploiter ses points forts, améliorer la qualité des projets et intensifier le partage des connaissances. Elle a, par ailleurs, mis en place de nouveaux systèmes de suivi de la contribution au développement de ses investissements et de ses activités d'assistance technique. Elle continue de resserrer sa collaboration avec d'autres membres du Groupe de la Banque mondiale au niveau stratégique en participant à des transactions axées sur les partenariats publics-privés et les financements à l'échelon infranational ainsi que par le biais de programmes d'assistance technique dans des domaines tels que la réforme du climat de l'investissement.

Les administrateurs ont réaffirmé les cinq piliers de la stratégie de l'IFC qui consistent à : privilégier dans une large mesure les marchés pionniers ; forger des relations de longue durée avec des sociétés émergentes sur le marché mondial basées dans des pays en développement ; jouer un

rôle de premier plan aux fins de promouvoir un développement durable sur le plan environnemental et social ; s'attaquer aux obstacles à l'expansion des activités du secteur privé dans les domaines de l'infrastructure, de la santé et de l'éducation ; et développer les marchés financiers locaux

- Jouer un rôle de premier plan non plus seulement au niveau de la viabilité environnementale et sociale ou du gouvernement d'entreprise
- Améliorer la satisfaction des clients en poursuivant le processus de décentralisation de ses opérations et en

Il suffit de considérer ce qu'a accompli l'IFC depuis sa création pour trouver d'innombrables exemples du succès avec lequel l'institution a pu mettre à profit l'entreprise privée pour améliorer les conditions de vie des populations.

par le biais de produits novateurs et d'un renforcement institutionnel.

Nous avons également adopté des objectifs plus ambitieux pour l'IFC. La stratégie d'expansion couvrira un exercice de plus et se poursuivra donc jusqu'à l'exercice 09. Six grands objectifs institutionnels ont été adoptés :

- Améliorer la contribution de la Société au développement en ciblant davantage les efforts sur l'Afrique et le Moyen-Orient, en renforçant l'assistance technique et en appuyant des réformes du climat de l'investissement
- Coopérer plus efficacement avec toutes les institutions du Groupe de la Banque mondiale

améliorant les processus opérationnels

- Maintenir les bons résultats financiers de la Société en accordant une plus grande place à la gestion des risques
- Attirer, former, et conserver un personnel remarquable par sa diversité et sa compétence et mesurer rigoureusement les performances

La stratégie à long terme de l'IFC permettra d'établir une solide base pour l'avenir. Il est toutefois toujours possible d'améliorer encore la situation. En janvier et février 2006, la direction de l'IFC a entrepris un examen de vaste portée des orientations suivies par la Société, compte tenu du contexte extérieur, de l'évolution des besoins de ses clients et de son rôle en

tant qu'institution membre du Groupe de la Banque mondiale.

La Société peut fêter dignement son cinquantenaire au vu des résultats qu'elle a obtenu. Il suffit de regarder ce qu'a accompli l'IFC depuis sa création pour trouver d'innombrables exemples du succès avec lequel l'institution a pu mettre à profit

procédant à la première émission obligataire jamais réalisée par une institution multilatérale en Chine. La Société a également établi une nouvelle génération de normes environnementales et sociales, contribué à la création d'un indice de viabilité au Brésil et lancé une initiative pilote en République démocratique du

tangibles et mesurables en s'appuyant sur une qualité pour le moins intangible, à savoir son sens de la conduite de l'action.

Les excellents résultats que nous affichons aujourd'hui ne tiennent pas nécessairement aux récentes orientations stratégiques. Dans bien des cas, ils sont l'aboutissement des durs efforts et des difficiles décisions prises il y a cinq, dix, voire même vingt ans. Je suis extrêmement fier de travailler avec des collaborateurs d'un dévouement et d'une compétence aussi remarquables. Je me félicite d'avoir l'opportunité de mener cette institution au-delà de son cinquantenaire et de bâtir l'avenir sur les bases remarquables que constituent ses accomplissements quant à l'élargissement du rôle du secteur privé dans tout le monde en développement.

Grâce à des entreprises financées par l'IFC, 2,4 millions de patients ont reçu des soins de santé et 320 000 élèves ont bénéficié de services d'éducation durant l'exercice. Nos investissements dans les télécommunications ont aidé 80 millions de personnes à obtenir l'accès à des services téléphoniques depuis 1996.

l'entreprise privée pour améliorer les conditions de vie des populations, que ce soit en favorisant l'expansion des entreprises dans les pays en développement où elles sont devenues le moteur de la création d'emplois, en encourageant des investisseurs privés à prendre des participations au capital d'entreprises de ces pays, ou encore en aidant à privatiser ou à réorganiser des secteurs entiers de l'économie.

Au cours des derniers mois, l'IFC a continué de faire œuvre de pionnier en

Congo, c'est-à-dire dans un pays sortant d'un conflit au cœur de l'Afrique.

Le défi que doit relever l'IFC consiste à faire honneur à son passé en poursuivant son importante mission pour bâtir l'avenir. Pour cela, il lui faudra faire preuve d'une rigueur toute commerciale tout en contribuant au développement et d'une sagesse dictée par l'expérience dans ses investissements tout en explorant de nouvelles méthodes de développement ; il lui faudra enfin afficher des progrès



Lars H. Thunell
Vice-président exécutif
30 juin 2006

**LE GROUPE
DE LA DIRECTION
DE L'IFC**



Lars Thunell
Vice-président exécutif



Dorothy Berry
*Vice-présidente
Ressources humaines
et Administration*



Declan Duff
*Vice-président
Industries**



Javed Hamid
*Conseiller principal**



Farida Khambata
*Vice-présidente
Asie et Amérique latine**



Michael Klein
*Vice-président
Développement du secteur
privé et Économiste en
chef de l'IFC*



Edward Nassim
*Vice-président
Europe, Afrique et
Moyen-Orient**



W. Paatii Ofosu-Amaah
*Vice-président et
Secrétaire*



Nina Shapiro
*Vice-présidente
Finances et Trésorerie*



Jennifer Sullivan
Conseillère juridique

PHOTOS: KATHERINE LAMBERT

*Titres applicables au 1^{er} juillet 2006.



Fabrication de moustiquaires traitées à l'insecticide. Ces moustiquaires contribuent à enrayer la propagation du paludisme.

UN PLUS GRAND IMPACT

L'IFC est la plus importante source multilatérale de financements (sous forme de prêts, de participations, de produits de gestion des risques et de financements structurés) pour le monde en développement. Lors de sa création, en 1956, elle s'est trouvée être la première institution opérant sur la base des principes du marché alors que son capital était détenu en totalité par ses pays membres (qui étaient alors au nombre de 31, contre 178 actuellement). Vers le milieu des années 50, les prêts de la Banque mondiale aux gouvernements avaient déjà permis de renforcer le secteur public à divers égards importants. Il était donc devenu nécessaire de prêter la même attention au secteur privé car celui-ci offrait d'importantes possibilités de création d'emplois, de renforcement des compétences et de relèvement des niveaux de vie.

L'IFC investit dans des projets qui deviennent des pôles de création d'emplois et de croissance macroéconomique.

C'est le défi que l'IFC s'efforce de relever depuis 50 ans. Elle travaille en étroite collaboration avec des investisseurs extérieurs et elle risque ses capitaux à leurs côtés pour appuyer des projets prometteurs axés sur le marché qui, sinon, pourraient ne pas être financés. La Société consent des financements à des conditions commerciales de manière à assujettir ses clients à la discipline du marché. Elle dégage un bénéfice tout en contribuant à un

développement durable, et elle fournit un appui à ses clients du secteur privé tout en restant totalement comptable de ses actions devant ses actionnaires. Étant donné les besoins immenses associés au développement du secteur privé, la Société travaille également en partenariat avec d'autres institutions de développement, sans but lucratif, financières et du secteur privé.

Au cours des 50 dernières années, l'IFC a engagé 56 milliards de dollars pour son propre compte et elle a monté des opérations de syndication à hauteur de plus de 25 milliards de dollars en faveur de 3 531 entreprises de 140 pays en développement. La Société joue un rôle de premier plan dans le développement des marchés financiers intérieurs en favorisant l'adoption de nouvelles catégories d'actifs par le biais du montage de placements collectifs pour les marchés

émergents, en accroissant la disponibilité des crédits commerciaux et immobiliers, en effectuant des prêts en monnaie nationale et en étant la première institution multilatérale à procéder à des émissions obligataires sur de nombreux marchés. Elle investit régulièrement dans d'importants projets qui deviennent des pôles de création d'emplois et de croissance macroéconomique dans les pays en développement et, parce qu'elle est déterminée à assurer la viabilité de ces

activités, elle contribue à accroître l'impact positif de ces projets sur l'environnement et les communautés locales.

Les projets de services d'assistance technique et de conseil qu'elle réalise depuis vingt ans — grâce essentiellement à la générosité des pays bailleurs de fonds — se chiffrent à plus d'un milliard de dollars et elle emploie à présent plus de 800 de ses agents pour poursuivre ces activités.

À l'heure actuelle, l'IFC s'appuie sur ses solides antécédents dans le domaine des investissements et des services de conseil au secteur privé pour accroître son impact. Elle s'est fixée d'ambitieux objectifs, qui ciblent des domaines essentiels pour :

- Axer davantage son action sur les pays et les régions où les besoins sont les plus importants
- Forger des partenariats durables avec des intervenants émergents sur la scène internationale
- Veiller à la viabilité environnementale et sociale
- Promouvoir la croissance du secteur privé dans des domaines clés, dont l'infrastructure
- Appuyer le développement de marchés des capitaux locaux

La Société a accru ses effectifs dans les bureaux de pays pour pouvoir mieux gérer l'élargissement de la portée de ses activités et de ses capacités. Cela lui a permis de se rapprocher de ses clients sur les marchés qui ont le plus besoin de ses financements, de ses compétences et de ses innovations.

LES PARTENAIRES DE DÉVELOPPEMENT DE L'IFC

L'IFC est la plus importante société de développement du secteur privé au monde mais son action bénéficie de la collaboration de partenaires essentiels, tels que les banques régionales de développement, les organismes chargés de l'aide au développement de nombreux pays membres et toute la gamme des institutions financières internationales.

Par exemple, le personnel du Partenariat pour l'entreprise privée en Afrique, qui est un mécanisme financé par plusieurs bailleurs de fonds, exécute pour le compte de la Banque africaine de développement des programmes d'assistance technique ciblant les petites entreprises et les femmes entrepreneurs en Afrique saharienne. L'IFC investit également dans des projets menés dans toute la région en collaboration avec d'autres institutions bilatérales et multilatérales, notamment la Banque européenne d'investissement et les organismes de développement du secteur privé de différents pays, comme Proparco pour la France.

Pour les opérations d'investissement plus complexes, la Société a recours à un cadre plus structuré pour coordonner son action avec celles d'autres institutions comme la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. Enfin, pour de nombreux projets, elle est exposée à la concurrence d'autres institutions financières.

L'IFC collabore aussi avec des fondations et des organismes caritatifs à diverses initiatives, en privilégiant les partenariats axés sur la viabilité environnementale, la santé et l'éducation, le développement rural et la promotion sociale. Elle s'efforce de donner aux fondations des possibilités de recourir à son vaste réseau de prestataires d'assistance technique sur le terrain pour appuyer l'exécution et le suivi de projets.

La collaboration des bailleurs de fonds qui sont ses partenaires est un élément essentiel du succès des activités de l'IFC qui leur est reconnaissante de l'appui qu'ils lui fournissent. Les ressources des bailleurs ont permis de financer des programmes dans plus de 80 pays durant l'exercice et ont ainsi permis d'aider les pays en développement à attirer des investissements privés et à créer de solides entreprises qui peuvent alimenter la croissance, créer des emplois et permettre aux populations d'échapper à la pauvreté.

Étant donné l'immensité des besoins de développement du secteur privé, l'IFC forge des partenariats avec d'autres institutions de développement, sans but lucratif, financières ou privées.



REPRODUCTION AUTORISÉE PAR CHINDEX INTERNATIONAL



MICHAEL HIGGINS

LES INVESTISSEMENTS SUR LES MARCHÉS PIONNIERS ONT AUGMENTÉ DE 20 %

Les projets d'investissement dans les pays pionniers — c'est-à-dire, en règle générale, les pays affichant un revenu par habitant peu élevé, se heurtant à de graves problèmes économiques, ou souffrant d'un climat politique instable — ont bénéficié de plus d'un quart des engagements de l'IFC pour l'exercice, même si les projets sont habituellement de taille plus limitée dans les économies les moins avancées. La Société a engagé 1,5 milliard de dollars en faveur de marchés pionniers durant l'exercice 06, soit 20 % de plus que pour l'exercice précédent.

L'IFC a largement accru ses investissements et ses activités d'assistance technique en Afrique et au Moyen-Orient.

Elle a ciblé ses efforts sur le développement de marchés des capitaux et sur l'amélioration de la gouvernance et du climat de l'investissement en vue de maximiser l'impact de son action dans ces pays. Dans les États dotés de marchés des capitaux plus développés, l'IFC oriente son action sur des créneaux où les besoins sont loin d'être satisfaits comme la microfinance et le financement des petites et moyennes entreprises.

Par suite de l'augmentation des moyens dont dispose l'IFC en Afrique subsaharienne, ses engagements dans la région ont atteint 700 millions de dollars durant l'exercice 06 contre seulement 140 millions de dollars trois exercices auparavant. Ses activités dans la région ont concerné, pour l'essentiel, le

commerce, le logement et le financement des petites entreprises.

Dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord où les activités de l'IFC n'avaient jusqu'à présent pas pris rapidement de l'ampleur, les engagements de la Société ont plus que doublé durant l'exercice. Cet essor des investissements s'est accompagné d'un renforcement des capacités d'assistance technique dans la région grâce à une augmentation de 50 % du nombre des agents de l'institution affectés à ces projets. Les efforts en ce domaine ont notamment entraîné un fort accroissement des projets axés sur le gouvernement d'entreprise.

L'IFC PRIVILÉGIE LES DOMAINES DANS LESQUELS LES BESOINS SONT LES PLUS IMPORTANTS

	Ex. 06	Ex. 05
Engagements en Afrique subsaharienne	USD 700 millions	USD 445 millions
Engagements en faveur de micro, petites et moyennes entreprises*	USD 1,6 milliard	USD 1,1 milliard
Total, engagements dans les pays pionniers**	USD 1,5 milliard	USD 1,3 milliard

* Ces engagements recouvrent les engagements en faveur de MPME effectuant des emprunts directs, d'institutions financières dont la clientèle commerciale est composée pour plus de 50 % par des MPME ainsi que tout autre investissement dont les bénéficiaires principaux explicites sont des MPME.

** Les pays pionniers sont des pays à faible revenu (tels que définis par la Banque mondiale) ou présentant des risques élevés (note des investisseurs institutionnels ne dépassant pas 30). L'accroissement de 20 % des engagements dans les pays pionniers a été calculé à partir de chiffres non arrondis. Les montants effectifs des engagements sont de 1 536 millions et 1 277 millions de dollars, respectivement, pour les exercices 06 et 05.

LA PROMOTION DE L'ENTREPRISE PRIVÉE DANS DES CONTEXTES DIFFICILES

L'IFC dans les années 90 a investi au Mozambique

L'IFC joue souvent le rôle de catalyseur, en mobilisant des apports privés d'argent frais en vue d'investissements dans des pays que les investisseurs jugeraient, sans l'IFC, trop risqués, comme en témoigne l'investissement précoce qu'elle a effectué dans la fonderie d'aluminium mozambicaine Mozal. L'appui de l'IFC, soit un financement de 110 millions de dollars pour la première phase en 1997, à revêtu une importance cruciale pour le projet de 1,3 milliard de dollars qui a constitué le premier gros investissement étranger au Mozambique. Les activités générées par cet investissement ont permis de créer des emplois bien rémunérés et ont encouragé d'autres entités à investir dans ce pays pauvre qui ne s'est pas encore totalement relevé d'une guerre civile catastrophique.

Mozal, qui a bénéficié de l'investissement le plus important de l'IFC à cette date, a eu un impact positif sur l'économie mozambicaine. Dès 2001, la fonderie générait 55 % des exportations du pays et contribuait pour environ 8 % à son PIB. Cette année là, l'IFC a effectué un financement supplémentaire de 25 millions de dollars au titre de la deuxième phase du projet. Elle a également appuyé les programmes de lutte contre le VIH/SIDA de Mozal et elle a aidé la fonderie à accroître le nombre de petites entreprises locales qu'elle emploie comme sous-traitants.

L'IFC continue d'investir dans des contextes difficiles, comme l'Afghanistan, la République démocratique du Congo et l'Iraq, où les besoins de développement du secteur privé sont les plus importants mais où les financements sont les plus limités.



ANTOINE COURCELLE LABROSSE

INITIATIVES AXÉES SUR LE CLIMAT DE L'INVESTISSEMENT

En général, les efforts déployés par l'IFC pour accroître son impact rencontrent deux obstacles : le climat de l'investissement et la capacité d'absorption des marchés. La Société fait face à ces difficultés en privilégiant sa fonction de conseil auprès

C'est dans ce contexte que l'IFC a lancé le Partenariat pour l'entreprise privée en Afrique durant l'exercice. Ce partenariat doit permettre à l'IFC de coordonner les initiatives axées sur le climat de l'investissement en Afrique subsaharienne et d'intégrer l'assistance technique dans ses opérations d'investissement. La Société s'emploie

Les engagements pris par l'IFC au titre d'investissements dans des entreprises du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord ont plus que doublé durant l'exercice. Ses engagements en Afrique subsaharienne ont augmenté de presque 60 %.

des autorités nationales qui souhaitent établir un secteur privé plus robuste. Dans le cadre de son action, elle resserre sa collaboration avec la Banque mondiale et assure des services d'assistance technique et de conseil en matière de privatisation.

principalement à rationaliser les procédures de constitution d'entreprise et les régimes fiscaux, à améliorer le système des droits de propriété et l'accès à des financements du secteur privé et à établir de nouvelles formes de financement pour les petites entreprises.

PEP-Afrique a été conçu sur le modèle du Partenariat pour l'entreprise privée constitué en ex-Union soviétique qui, depuis 2000, contribue efficacement, avec l'appui de bailleurs de fonds, au renforcement des secteurs financiers, à la promotion des normes internationales de gouvernement d'entreprise, à la simplification des réglementations commerciales et à l'inclusion de petites entreprises dans les chaînes d'approvisionnement des grandes entreprises. L'IFC a mobilisé 915 millions de dollars au titre d'investissements et, ce faisant, a contribué à créer 30 000 emplois et 160 entreprises dans 10 pays. Les enseignements tirés de ses activités ont influencé la démarche que suit la Société pour fournir des services d'assistance technique dans le monde entier et, notamment pesé sur sa décision d'intégrer ses services d'assistance technique et ses opérations d'investissement de manière à promouvoir un développement économique durable et largement réparti.



REPRODUCTION AUTORISÉE PAR AGD

LES INVESTISSEMENTS ET L'ASSISTANCE TECHNIQUE EN FAVEUR D'ENTREPRISES DE MARCHÉS ÉMERGENTS DE PORTÉE INTERNATIONALE AUGMENTENT

Grâce à ses compétences et à son envergure internationales, l'IFC peut fournir un appui aux sociétés des marchés émergents qui veulent investir dans d'autres pays en développement — opérations qui forment l'un des segments des investissements directs étrangers connaissant la plus forte expansion. Outre qu'elle fournit des financements aux entreprises pour accompagner leur croissance, la Société peut aider ses clients à améliorer leurs pratiques commerciales et leurs normes environnementales et sociales ainsi que leurs critères de gouvernement d'entreprise. En fait, la participation de l'IFC à ce type d'investissement s'est régulièrement accrue au cours des trois derniers exercices pour atteindre 673 millions de dollars pour l'exercice 06. Plus de 63 % de ces projets Sud-Sud ont fait intervenir des clients avec lesquels la Société avait déjà travaillé ; c'est le cas, notamment, de l'appui qu'elle a fourni à un nouveau réseau de téléphonie cellulaire en Afghanistan.

Ce type d'investissement est possible, en partie, parce que l'IFC a déployé une plus grande partie de son personnel et de ses ressources dans les bureaux des pays pour les rapprocher de ses clients, nouveaux et de longue date, avec lesquels elle peut ainsi entretenir des rapports plus étroits. En fait, selon la dernière enquête annuelle auprès des clients de l'IFC, la perspective d'un partenariat à long terme continue d'être l'une des principales raisons pour lesquelles les clients s'adressent à l'IFC et continuent de faire affaire avec elle.

L'impact de l'IFC est maximum lorsque celle-ci permet à ses clients de bénéficier de services à valeur ajoutée, par exemple lorsqu'elle leur fournit un appui pour accroître la viabilité de leurs entreprises en sus des produits financiers novateurs qu'elle met à leur disposition. L'aptitude de l'IFC à aider les entreprises à s'adapter et à prospérer dans des contextes en pleine évolution est un autre avantage important mentionné par les clients.

LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Les évaluations du gouvernement d'entreprise constituent un élément essentiel des efforts menés par l'IFC pour aider les sociétés de marchés émergents à adopter les meilleures pratiques et à se développer. Elles protègent également sur le long terme les intérêts de la Société et ceux d'autres actionnaires ayant pris des participations minoritaires au capital.

Le gouvernement d'entreprise est une composante essentielle des activités pour les entreprises qui veulent éviter toute pratique commerciale corrompue. L'assistance technique fournie par l'IFC à des sociétés de plus de 80 pays dans des domaines tels que le code de conduite des conseils d'administration, les droits des actionnaires, les systèmes de contrôle interne, la transparence et la divulgation d'informations, a fait de la Société un champion du gouvernement d'entreprise sur les marchés émergents. Au cours des dix dernières années, l'IFC a fait bénéficier ses

L'IFC FORGE DES PARTENARIATS DE LONGUE DURÉE

	Ex. 06	Ex. 05
Entités parrainantes intérieures en pourcentage du nombre total d'engagements	63 %	66 %
Engagements Sud-Sud*	USD 673 millions	USD 484 millions

* Engagements au titre d'investissements en faveur d'entreprises de marchés émergents investissant dans d'autres pays en développement.

LA SOCIÉTÉ ARGENTINE AGD REÇOIT LE PRIX DU MEILLEUR CLIENT DE L'IFC

L'IFC attribue chaque année son Prix du meilleur client à une entreprise obtenant des résultats remarquables tout en contribuant de manière notable au développement durable, conformément à la mission de l'IFC. Cette année, ce prix a été décerné à un important groupe agroindustriel argentin, Aceitera General Deheza, qui est client de l'IFC depuis 1986.

AGD est la plus grande entreprise familiale argentine exportatrice d'oléagineux et de produits apparentés ; durant l'exercice 06, elle a affiché un chiffre d'affaires supérieur à 1,6 milliard de dollars et employé plus de 2 250 personnes. L'entreprise, qui est l'une des plus rentables dans ce secteur, affiche systématiquement de bons résultats malgré un climat de l'investissement difficile et de dures crises économiques. C'est essentiellement grâce à AGD qu'un vaste réseau d'agriculteurs et d'intermédiaires ruraux continue de s'étendre et de prospérer.

AGD a également amélioré sa compétitivité sur les marchés mondiaux grâce aux prêts et aux prises de participations de l'IFC. Cette dernière a notamment procédé à un financement à long terme de 100 millions de dollars en 2001 – 2002, époque à laquelle les entreprises argentines ne pouvaient pas avoir accès aux lignes de crédits



REPRODUCTION AUTORISÉE PAR AGD

commerciaux habituels. L'IFC a aussi investi dans des projets parrainés par AGD et ses partenaires dans le but d'améliorer l'infrastructure des exportations du pays et de développer les activités de traitement d'oléagineux. En contribuant à l'amélioration du réseau ferroviaire, à la construction d'installations portuaires ultramodernes et à l'augmentation des capacités d'entreposage dans le pays, l'entreprise a réduit ses coûts de transport et de manutention et a fait profiter de ces avantages toute la chaîne d'approvisionnement.

AGD est une bonne entreprise citoyenne pour la ville de General Deheza où se trouve son siège. Elle fournit un appui aux écoles locales et collabore avec des organisations qui fournissent des

services généraux de santé, d'assistance sociale aux personnes âgées et de soins aux enfants handicapés. L'entreprise assure une formation en cours d'emploi à son personnel et fait bénéficier ses employés et les personnes à leur charge d'une assurance médicale.

Le succès remporté par AGD montre l'impact que peut avoir une entreprise, même unique, non seulement en développant une branche d'activité mais aussi en fournissant un appui à une communauté, à un secteur, voire même à un pays — et en ouvrant des débouchés. L'IFC est fière d'avoir forgé un partenariat de longue durée avec AGD.

clients de son expérience dans le cadre de grands projets en Azerbaïdjan, en Chine, en Géorgie, en Ukraine et en Russie. Elle a aussi parrainé des forums sur le gouvernement d'entreprise en Asie de l'Est et en Amérique latine. Les matériels qu'elle a préparés sur cette question sont utilisés dans 75 facultés de droit et hautes écoles de gestion du monde entier, où elle contribue à l'éducation de la prochaine génération d'hommes et de femmes d'affaires en leur apprenant la valeur d'un solide gouvernement d'entreprise.

Outre son assistance au secteur privé, l'IFC fournit des conseils en matière de gouvernement d'entreprise aux

gouvernements, aux organismes de réglementation, aux bourses de valeurs et aux instituts de formation d'administrateurs. Elle a considérablement accru son appui à ce type de programme au Moyen-Orient

durant l'exercice et, pour ce faire, elle a doublé le nombre de ses agents travaillant à ces questions et a lancé de nouvelles initiatives en Égypte (voir page 76) et au Pakistan.

L'IFC fournit un appui aux sociétés de marchés émergents qui veulent investir dans d'autres pays en développement — opérations qui forment l'un des segments des investissements directs étrangers connaissant la plus forte expansion.



L'assistance technique de l'IFC profite aux fabricants de meubles qui utilisent des sources de bois durables à Java (Indonésie).

AGUS DIALANI

UNE NOUVELLE GÉNÉRATION DE NORMES DE VIABILITÉ EST ADOPTÉE

L'IFC joue un rôle de premier plan dans la promotion de plusieurs aspects de la viabilité, notamment par le biais de ses normes environnementales et sociales, qu'elle vient encore de renforcer (voir page 31). Le concept de viabilité ou de durabilité sert de fondement aux efforts déployés par les entreprises et les institutions financières pour améliorer leur activité économique, et donne à l'IFC les moyens d'appuyer une contribution à un développement inscrit dans la durée. D'autres sources de financement internationales ont suivi l'exemple donné par l'IFC en adoptant les principes d'Équateur, qui ont été révisés en fonction des normes de l'IFC. Ces établissements financiers fournissent conjointement plus de 80 % de tous les financements sur projet dans les pays en développement et ils appliqueront les principes révisés aux projets dont le coût d'investissement est égal ou supérieur à 10 millions de dollars et qui sont financés par des capitaux privés, et ce dans toutes

les branches d'activité. Cette décision fait des Principes d'Équateur — et par conséquent des normes de l'IFC — les normes environnementales et sociales qui doivent effectivement être respectées à l'échelle mondiale dans le cadre des financements sur projet. L'IFC, en partenariat avec les banques appliquant les Principes d'Équateur, encourage également l'adoption de ces principes par d'autres institutions, et notamment des organismes bilatéraux et multilatéraux.

INDUSTRIES EXTRACTIVES

La demande de financements et de services de spécialistes des questions sociales et environnementales de l'IFC s'est accrue dans le secteur des industries extractives par suite de l'augmentation des investissements engendrée par le renchérissement du pétrole et des minéraux. Le montant conjoint des engagements de l'IFC pour son propre compte et dans le cadre de syndications

dans ce secteur a plus que doublé durant l'exercice puisqu'il est passé de 314 millions de dollars pour l'exercice 05 à 671 millions de dollars pour l'exercice 06 et a surtout concerné les financements accordés aux petits investisseurs et aux investisseurs locaux. Les investissements de l'IFC dans des projets axés sur les énergies renouvelables ou le gaz naturel ont également augmenté durant cette période. La Société affiche des avancées considérables dans le cadre de son rôle de chef de file du développement durable dans le domaine des industries extractives où les questions de gouvernance revêtent une importance capitale. Le Groupe de la Banque mondiale travaille avec 20 pays à la mise en application de l'Initiative pour la transparence des industries extractives, pour appuyer l'amélioration de la gouvernance dans les pays riches en ressources grâce à la publication et à la vérification de tous les paiements effectués par les sociétés d'hydrocarbures et des

L'IFC MONTRE LA VOIE EN RECHERCHANT LA VIABILITÉ

	Ex. 06	Ex. 05
Engagements de l'IFC dans les énergies renouvelables*	USD 393 millions	USD 221 millions
Total des investissements dans les énergies renouvelables mobilisés grâce aux engagements de la SF	USD 1,8 milliard	USD 832 millions

* Part estimative des investissements de l'IFC qui correspond au pourcentage du coût total des projets représenté par les composantes axées sur les énergies renouvelables ou les rendements énergétiques.

UN DÉVELOPPEMENT DURABLE DES INDUSTRIES EXTRACTIVES

Il est essentiel d'assurer la participation, l'habilitation et le renforcement des capacités des communautés locales non seulement pour que les investissements dans les industries extractives portent leurs fruits mais aussi pour inscrire le développement dans la durée au-delà de la période utile du puits, de l'oléoduc ou de la mine.

L'IFC a engagé 10 millions de dollars pour améliorer l'impact en termes de développement durable des projets dans les industries extractives sur les communautés locales. Les initiatives de la Facilité pour le développement communautaire donnent lieu au renforcement des capacités des parties prenantes, des fondations communautaires et des personnes impliquées dans la gouvernance locale et régionale ; à l'établissement de fournisseurs

locaux et de petites entreprises ; et à des programmes consacrés à l'environnement, à la parité hommes-femmes et à la lutte contre le VIH/SIDA.

Au Guatemala, par exemple, le programme finance un comité de suivi au niveau des communautés qui représente une large gamme de parties prenantes et a pour mission de suivre l'impact sur l'environnement de la mine de Marlin. Ces efforts devraient servir de modèle de dialogue constructif entre les communautés locales et les industries extractives dans tout le Guatemala. L'organisation latino-américaine des mines a récemment décerné un prix au programme pour récompenser les efforts les plus novateurs déployés dans la région pour établir des rapports entre une opération minière et les communautés locales.



Ces petits commerçants ont bénéficié d'un microfinancement dans le cadre d'un projet communautaire appuyé par Marlin Mine à San Miguel (Guatemala).

REPRODUCTION AUTORISÉE PAR CITIZENS DEVELOPMENT CORPS' INTEGRATED COMMUNITY DEVELOPMENT PROJECT

industries minières et de toutes les recettes de l'État provenant de ces dernières.

Il est essentiel de connaître les montants que reçoivent les gouvernements et les montants que payent les entreprises pour pouvoir tenir les responsables de l'action publique comptables de l'emploi des recettes. Les investissements de l'IFC dans ce secteur témoignent de son appui à un accroissement de la transparence et de la durabilité.

L'IFC a engagé 10 millions de dollars au titre de programmes environnementaux, sociaux et communautaires pour améliorer la contribution au développement durable des projets menés dans le domaine des hydrocarbures et industries extractives.

- Durant l'exercice 06, l'IFC s'est engagée à acquérir une participation de 5 % au capital de Simfer (Guinée), filiale de Rio Tinto, qui s'est engagé à divulguer localement l'intégralité de ses paiements aux pouvoirs publics. Le financement de l'IFC appuiera la réalisation d'une étude de faisabilité de l'extraction de minerai de fer à haute teneur dans l'est de la

Guinée. Le gouvernement guinéen a officiellement accepté les principes de l'Initiative pour la transparence des industries extractives en 2005 et il a publié un état non vérifié des recettes publiques provenant du secteur des industries extractives en mars 2006.

- Pour appuyer des projets durables dans les industries extractives, l'IFC a engagé 6 millions de dollars durant l'exercice en faveur d'Asian Lion Fund qui procédera à

des investissements sous forme de participation et d'instruments connexes à un stade précoce de projets d'exploitation et de prospection de petite et moyenne envergure en Afrique et en Asie. Le Fonds veillera à ce que les entreprises figurant dans son portefeuille respectent les politiques environnementales et sociales et les normes de performance

de l'IFC. L'adoption de ces normes à un stade précoce facilitera leur respect lorsque les projets aborderont les phases de construction et de production.

L'HABILITATION DES FEMMES ENTREPRENEURS

L'IFC intègre les questions relatives à la parité hommes-femmes dans toutes ses opérations et contribue à mettre en valeur le potentiel inexploité des femmes sur les marchés émergents. Le Programme en faveur des femmes entrepreneurs vise à élargir l'accès des femmes à des financements, à ajouter de la valeur aux projets d'investissement de l'IFC et à entreprendre à la demande des pouvoirs publics des évaluations dans le but de s'attaquer aux obstacles sexospécifiques à la pleine participation des femmes au développement du secteur privé, principalement en Afrique et au Moyen-Orient. Durant l'exercice, par exemple, l'IFC a accordé une ligne de crédit de 15 millions de dollars ainsi qu'une assistance technique à Access Bank, au Nigéria, pour l'aider à accorder des financements aux femmes entrepreneurs.



Les services-conseil de l'IFC ont aidé le gouvernement samoan à trouver un nouveau partenaire privé pour assurer la poursuite des opérations de la compagnie aérienne nationale.

TIM WARD

LA DEMANDE DE CONSEILS AXÉS SUR LES PARTENARIATS PUBLICS-PRIVÉS
AUGMENTE RAPIDEMENT

En sa qualité d'institution de développement du secteur privé et de membre du Groupe de la Banque mondiale, l'IFC dispose de moyens uniques pour structurer des opérations donnant lieu à la participation du secteur privé à des projets d'infrastructure tout en conciliant les critères de viabilité commerciale et de bien public. La demande de services-conseil de l'IFC a augmenté de 150 % au cours des trois derniers exercices et le nombre de missions de conseil — qui concernent principalement l'Afrique et le Moyen-Orient — est passé de 12 à 30 à la fin de l'exercice 06.

Ces missions, qui font souvent suite aux activités de réforme sectorielle de la Banque mondiale, préparent généralement le terrain à des investissements privés. Les équipes de conseil de l'IFC aident à structurer des projets ayant une composante publique, comme la récente opération de concession ferroviaire transfrontière Kenya-Ouganda. Dans le cas de cette dernière, la Société a fourni des conseils portant sur le processus d'appel d'offres et d'adjudication tandis que la Banque mondiale appuyait la réinstallation et la réorganisation des employés des services ferroviaires. Durant l'exercice, l'IFC a également fourni des

conseils au gouvernement philippin, qui ont porté sur la privatisation des services d'alimentation en électricité hors réseau, ainsi qu'aux pouvoirs publics camerounais et samoans, en vue de la cession d'une partie du capital des compagnies aériennes nationales.

INVESTISSEMENTS DANS
L'INFRASTRUCTURE

Il est vital d'améliorer les infrastructures dans le monde en développement. La survie de millions d'êtres humains est compromise chaque jour par le manque d'eau potable et de services d'assainissement adéquats. D'innombrables entreprises souffrent du

L'IFC S'ATTAQUE AUX OBSTACLES À L'EXPANSION DU SECTEUR PRIVÉ DANS LES DOMAINES
DE L'INFRASTRUCTURE, DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

	Ex. 06	Ex. 05
Engagements au titre des technologies de l'information et des communications	USD 366 millions	USD 200 millions
Engagements au titre de l'infrastructure	USD 955 millions	USD 599 millions
Engagements au titre de la santé et de l'éducation	USD 126 millions	USD 81 millions
Engagements au titre de projets infranationaux	USD 52 millions	—
Nombre de missions de services-conseil visant à accroître la participation du secteur privé dans les services d'infrastructure d'utilité collective	30	25

LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION AU SERVICE DES UNIVERSITÉS NIGÉRIANES

L'appui de l'IFC a aidé SocketWorks Limited à offrir des services que le secteur privé n'était pas en mesure d'assurer, comme l'automatisation des processus administratifs dans dix universités nigérianes et la fourniture à 150 000 étudiants universitaires d'un accès à des matériels didactiques en ligne, y compris à des bibliothèques hors site. Grâce à un prêt en monnaie nationale d'un montant équivalent à 2,5 millions de dollars et à la poursuite des services d'assistance technique de l'IFC, SocketWorks Limited a entrepris de proposer ses services 14 autres universités nigérianes et, ainsi, de doubler le nombre d'étudiants qui en bénéficient ; la compagnie envisage aussi d'étendre le champ de ses activités à d'autres pays africains.

Parce que SocketWorks signe des accords de longue durée (généralement dix ans) avec les universités, il lui faut obtenir des financements à plus long terme que ceux que peuvent généralement se procurer

les entreprises privées nigérianes. La compagnie s'engage auprès d'une université à équiper un centre de technologies de l'information et d'assurer la maintenance de l'infrastructure essentielle telle que générateurs, systèmes de climatisation, câblage électrique, matériels et logiciels pendant toute la période couverte par l'accord. Elle fournit aux personnels administratif et enseignant de l'université des ordinateurs sur lesquels a été installé le progiciel CollegePortal, forme les utilisateurs du logiciel et entre les données de l'université dans ses bases de données. Lorsque les étudiants règlent leurs droits d'inscription par l'intermédiaire du système bancaire nigérian, le montant versé comprend une somme de l'ordre de 20 dollars au titre des services fournis par SocketWorks.

L'IFC fournit une assistance technique à SocketWorks depuis 2003 pour l'aider non seulement à renforcer ses capacités de gestion et à améliorer son gouvernement



d'entreprise, mais aussi à élargir la gamme de ses produits et à proposer son modèle ailleurs en Afrique. La compagnie vient d'ouvrir une filiale en Sierra Leone dans laquelle elle détient 51 % du capital.

manque de fiabilité de l'alimentation en électricité de leurs installations industrielles ou des carences des infrastructures nécessaires pour amener leurs produits jusqu'aux marchés.

Les engagements de l'IFC au titre de l'infrastructure ont augmenté de plus de 50 % par rapport à l'exercice 05, pour atteindre au total 955 millions de dollars, soit près de 15 % du total des engagements effectués durant l'exercice 06. Cette augmentation tient aux efforts déployés par l'IFC pour nouer plus tôt un dialogue avec les sociétés d'équipement qui explorent la possibilité de poursuivre des projets.

FINANCEMENT INFRANATIONAL

Le processus de décentralisation des services des administrations publiques dans les pays membres du Groupe de la Banque mondiale offre à l'institution de nouvelles opportunités de fournir un appui au niveau des municipalités, des États et des provinces. Le Fonds municipal de l'IFC a été créé en 2003 pour permettre au Groupe de la Banque mondiale de commencer à faire face à la demande de financement des administrations locales sans garantie

souveraine. Durant l'exercice 06, la Société a engagé 52 millions de dollars au titre de projets au niveau infranational dans des pays comme l'Afrique du Sud, le Guatemala et le Mexique. Les projets du Fonds municipal ayant eu un net impact au plan du développement, l'IFC a entrepris d'accroître son appui en ce domaine et de rechercher de nouvelles opportunités.

SANTÉ ET ÉDUCATION

Les engagements de la Société au titre de projets de santé et d'éducation ont augmenté de plus de 50 % au cours de l'exercice pour atteindre 126 millions de dollars. Dans ces secteurs, l'IFC continue de faire fond sur son expérience en finançant des dépenses d'équipement pour des hôpitaux, des écoles et des universités, ainsi que des services d'éducation assistés par les technologies. Elle cherche à aider les institutions qui innovent sur le marché, appliquent les meilleures pratiques et poursuivent des objectifs qui cadrent bien avec ceux du secteur public.

L'IFC examine des moyens novateurs de promouvoir des initiatives de financement des frais de scolarité et appuie les sociétés

privées qui travaillent directement avec les institutions publiques pour fournir des services indispensables. Au nombre des projets en cours figurent la fourniture par le secteur privé de technologies de téléenseignement pour permettre au personnel infirmier des hôpitaux publics de toute la Chine de recevoir une formation médicale.

L'IFC cherche à mettre à profit l'expérience qu'elle a acquise, et qu'aucune autre institution bilatérale et multilatérale ne possède, dans le cadre de la fourniture par le secteur privé de services de santé et d'éducation pour servir de pôle de création de réseaux et d'information pour les institutions privées et les investisseurs du monde entier. Durant l'exercice, l'IFC et le ministère chinois des Finances ont organisé une conférence sur les partenariats public-privé dans le domaine de l'éducation ainsi qu'un atelier consacré à l'enseignement et à la formation technique et professionnelle. La Société a également organisé son deuxième Forum international pour l'investissement dans l'enseignement supérieur privé, auquel ont participé des représentants de 135 institutions de 30 pays.



LE DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS DE CAPITAUX LOCAUX ÉLARGIT L'ACCÈS AUX FINANCEMENTS

Une croissance économique positive durable passe nécessairement par le développement de marchés des capitaux fonctionnant de manière satisfaisante ; les investissements de l'IFC dans le secteur financier, qui ont augmenté de 13 % pour atteindre 2,5 milliards de dollars durant l'exercice 06, représentent donc la part la plus importante du portefeuille de la Société. Par ailleurs, si les banques comptent parmi ses principaux partenaires dans toutes les régions, elle a besoin de toute la gamme des institutions financières — sociétés de crédit-bail, marchés des valeurs mobilières, centrales des risques, fonds de capital-risque, et

institutions de microfinance — pour pouvoir assurer sa mission de développement.

ASSISTANCE TECHNIQUE AU SECTEUR FINANCIER

À la fin de l'exercice 06, les activités d'assistance technique de l'IFC au secteur financier faisaient l'objet de 133 projets. Les travaux de la Société en ce domaine recouvrent la fourniture d'un appui technique aux institutions financières et d'une assistance à l'amélioration de l'infrastructure financière, par le biais notamment du développement de marchés des obligations et des titres. Par exemple, un projet mené en Indonésie avec

de bons résultats durant l'exercice en vue d'élargir l'accès aux financements a aidé plus de 150 petites et moyennes entreprises à obtenir auprès de banques locales de nouveaux prêts représentant l'équivalent de 10,5 millions de dollars. L'IFC contribue aussi à la mise en place des infrastructures financières nécessaires pour accroître l'accès aux capitaux au moyen de ses investissements directs ou de son assistance technique. Durant l'exercice, elle a favorisé la mise en place de centrales des risques dans 38 pays du monde entier par le biais du Programme mondial de centrales des risques financé par les bailleurs de fonds.

L'IFC APPUIE LES MARCHÉS DES CAPITAUX LOCAUX

	Ex. 06	Ex. 05
Total des engagements en faveur du secteur financier	USD 2,5 milliards	USD 2,2 milliards
Engagements au titre du financement du logement	USD 586 millions	USD 565 millions
Engagements en monnaie nationale	USD 1,3 milliard	USD 820 millions
Nombre d'opérations de services d'assistance technique et de conseil dans le secteur financier	133	135

L'IFC DANS LES ANNÉES 80 : LE FONDS DE PROMOTION DES MARCHÉS ÉMERGENTS

Dans les années 80, alors qu'elle s'efforçait d'encourager les investisseurs à participer à un « Fonds d'investissement pour le tiers-monde », l'IFC a inventé l'expression « marché émergent » dont l'acception a été largement associée au développement d'une nouvelle catégorie d'actifs. À l'époque, de nombreux investisseurs considéraient que les marchés boursiers qui commençaient à s'implanter dans le monde en développement étaient extrêmement spéculatifs, par suite des carences de l'infrastructure et de la réglementation des transactions. En 1984, l'IFC a organisé et co-garanti un fonds de 60 millions de dollars constitué de valeurs

mobilières coréennes, qui a été inscrit à la cote malgré le scepticisme manifesté par Wall Street. Un fonds d'envergure plus limitée a été constitué peu de temps après pour la Thaïlande, et l'IFC a poursuivi ses activités d'appui technique pour promouvoir l'établissement de marchés des valeurs mobilières dans tout le monde en développement. En collaboration avec une société de gestion d'actifs réputée, Capital Group, l'IFC a alors risqué ses propres ressources en investissant dans un fonds planétaire. Ce faisant, elle a contribué à l'inclusion d'une première série de caisses de pension et de compagnies d'assurances

dans le Fonds de promotion des marchés émergents, qui compte des titres du monde entier et affiche une valeur de 50 millions de dollars.

Ces diverses mesures ont permis de créer un nouveau secteur d'activité qui, 20 ans plus tard, investit plus de 60 milliards de dollars par an sous forme d'actions et d'obligations de pays en développement. Cette source massive de nouveaux capitaux privés contribue au renforcement des sociétés du monde en développement, leur permet de se positionner sur la scène financière internationale et les aide à créer des emplois et à réduire la pauvreté.

APPUX AUX INTERMÉDIAIRES FINANCIERS

Le secteur bancaire constitue généralement l'essentiel du système financier formel des marchés émergents et des pays pionniers. L'IFC s'efforce de conforter la position des banques en les dotant d'un capital adéquat, de capacités de gestion suffisantes et de l'infrastructure requise et en leur faisant suivre de bonnes pratiques de gouvernement d'entreprise. Elle investit dans des banques des pays en développement qui sont viables sur le plan financier et commercial et dont les activités sont durables au plan environnemental et social.

Les programmes de microfinance peuvent contribuer de manière fondamentale à stimuler l'activité économique, notamment dans les régions où l'accès aux institutions de crédit du secteur formel est, au mieux, extrêmement limité. Pour atteindre le nombre le plus élevé possible de micro et de petites entreprises, la Société fournit un appui aux institutions de microfinance et encourage les banques commerciales à mettre en place des services de prêts aux entreprises de petite taille. À la fin de l'exercice 06, les investissements effectués à l'appui de financement à des micros, petites et moyennes entreprises représentaient 60 % des engagements de l'IFC au titre des

marchés financiers. Les engagements en faveur de la microfinance ont augmenté durant l'exercice pour atteindre 132 millions de dollars. Au 31 décembre 2005, les institutions de microfinance bénéficiant de l'appui de l'IFC affichaient des portefeuilles recouvrant environ 2,5 millions de prêts d'un montant total de 4,1 milliard de dollars. Les investissements de l'IFC dans la

encourage les financements en monnaie nationale en ayant recours à des opérations structurées et à des instruments en monnaie nationale basés sur des produits dérivés. Grâce aux financements en monnaie nationale, les emprunteurs peuvent contracter des engagements en la même monnaie que celle de leurs actifs et, partant, éviter le risque de change associé à des emprunts en

Le portefeuille de microfinance de l'IFC couvre 74 institutions. Le montant moyen des emprunts contractés par les clients de ces institutions, au nombre de 2,5 millions, est actuellement de 1 600 dollars.

microfinance donnent généralement lieu à la fourniture d'une assistance technique en sus d'un financement.

Le montant global des engagements axés sur les petites et moyennes entreprises a atteint 1,4 milliard de dollars à la fin de l'exercice 06.

FINANCEMENT EN MONNAIE NATIONALE

Environ 20 % des engagements contractés par l'IFC durant l'exercice sont libellés en monnaie nationale. La Société

devises. L'IFC consent des prêts en monnaie nationale ainsi que des instruments de couverture en toute monnaie pour laquelle il lui est possible de swaper en dollars les flux financiers en monnaie nationale. Afin d'accroître la mesure dans laquelle elle peut consentir ce type de financement, l'IFC a entrepris de mettre au point des instruments à base de produits dérivés en monnaie nationale pour l'Afrique subsaharienne et s'efforce d'obtenir l'approbation d'utiliser de tels instruments en Chine, au Pakistan et en Ukraine.



Durant l'exercice, l'IFC a procédé à Beijing à la première émission d'obligations « panda » par une organisation multilatérale, pour appuyer le développement des marchés financiers.

RAPPORT D'ACTIVITÉ

L'IFC est la plus importante source multilatérale de financement des projets du secteur privé dans le monde en développement. Durant l'exercice 06, la Société a engagé 6,7 milliards de dollars pour son propre compte et a, de surcroît, mobilisé 1,6 milliard de dollars par le biais de syndications et 1,3 milliard de dollars dans le cadre de financements structurés. Si l'on considère le coût total des projets du secteur privé au financement desquels l'IFC a contribué, cela signifie que chaque dollar engagé par la Société pour son propre compte a permis de mobiliser 2,88 dollars supplémentaires auprès d'autres sources.

L'IFC a appuyé au total 284 projets d'investissement répartis dans 66 pays. Elle a également approuvé 400 nouveaux programmes d'assistance technique, qui visent pour la plupart à renforcer les connaissances techniques des entreprises et à améliorer le cadre et la viabilité des opérations du secteur privé.

L'IFC a toujours été bénéficiaire depuis sa création en 1956. Les entreprises devant générer des profits pour créer des emplois et des actifs, les résultats financiers de la Société témoignent de la performance et de l'expansion des entreprises opérant sur les marchés émergents du monde entier.

Les opérations de l'IFC contribuent à la viabilité économique, financière, environnementale et sociale des marchés

émergents. Durant l'exercice, la Société a affecté près d'un quart de ses engagements à des pays à faible revenu ou présentant des risques élevés, montrant ainsi que les entreprises privées peuvent être viables même dans des contextes difficiles.

L'IFC a également lancé de nouveaux programmes et produits pour faire face aux besoins des entreprises et des entrepreneurs ; elle a fait d'importants progrès au plan de l'évaluation de sa contribution au renforcement du développement, et elle a adopté de nouvelles normes qui exigent de ses entreprises clientes qu'elles intègrent des procédures de gestion du risque social et environnemental dans leurs opérations.

PRINCIPAUX RÉSULTATS FINANCIERS

L'IFC a continué d'afficher de solides résultats durant l'exercice 06. Son revenu après déduction des dépenses au titre de l'assistance technique et des dons sur la base des résultats (résultat d'exploitation) s'est établi à 1,4 milliard de dollars pour l'exercice 06, soit 544 millions de dollars de moins que le niveau record enregistré pour l'exercice 05. Le résultat d'exploitation est égal à la somme de revenus tirés des services aux clients (essentiellement les financements aux entreprises et sur projet) et du revenu des services de trésorerie, nets des frais administratifs. Globalement, le rendement de l'actif net moyen s'est établi

PRINCIPAUX RÉSULTATS FINANCIERS DE L'IFC

(millions de dollars)

	Ex. 06	Ex. 05
Services aux clients — résultat d'exploitation	1 231	1 759
Prêts — résultat d'exploitation	106	323
Participations/quasi-participations — résultat d'exploitation	1 318	1 425
Services-conseil hors investissement	(16)	(8)
Dépenses d'assistance technique et dons sur la base des résultats	(90)	(38)
Commissions institutionnelles et autres	(88)	57
Services de trésorerie de l'IFC — résultat d'exploitation	178	194
Résultat d'exploitation de l'IFC	1 409	1 953

à 13,7 % pour l'exercice 06 contre 22,6 % pour l'exercice 05.

Le revenu net affiché pour l'exercice 06, compte tenu des pertes au titre des instruments financiers n'ayant pas fait l'objet de transactions, s'est établi à 1,3 milliard de dollars, contre 2 milliards de dollars pour l'exercice 05. Le revenu net a diminué alors que les revenus et les commissions générées par les prêts, les plus-values et les dividendes associés aux prises de participation ont tous augmenté durant l'exercice 06. En effet, la provision pour pertes sur prêts constituée pour l'exercice 06 est relativement faible par rapport à celle de l'exercice 05, et des revenus exceptionnels ont été dégagés par suite des modifications intervenues au niveau de la valeur comptable des participations.

Les portefeuilles d'actifs liquides ont enregistré des résultats supérieurs aux valeurs de référence et affichent un rendement positif pour l'exercice 06. Le produit des actifs liquides, net du coût de financement alloué, a atteint 178 millions de dollars, dont 92 millions de dollars au titre des marges bénéficiaires générées sur les actifs liquides financés sur le marché, contre 194 et 124 millions de dollars, respectivement, pour l'exercice 05.

Les entreprises devant générer des profits pour créer des emplois et des actifs, les résultats financiers de la Société témoignent de la performance et de l'expansion des entreprises opérant sur les marchés émergents du monde entier.

Les nouveaux engagements au titre d'investissements pour le compte de l'IFC se sont chiffrés à 6,7 milliards de dollars durant l'exercice 06, dont 588 millions de dollars au titre des garanties signées. Ce chiffre représente un accroissement de 25 % par rapport à l'exercice 05 (5,4 milliards de dollars) durant lequel ces engagements avaient augmenté de 13 % par rapport au montant de 4,8 milliards de dollars affiché pour l'exercice antérieur. L'IFC a également mobilisé un montant supplémentaire de

2,8 milliards de dollars par le biais de prêts syndiqués et de financements structurés. Les décaissements au titre du portefeuille d'investissements en cours se montaient à 13,4 milliards de dollars au 30 juin 2006, contre 12,3 milliards de dollars au 30 juin 2005. Cette expansion des opérations a entraîné un accroissement des frais administratifs ordinaires de la Société dont le montant effectif a augmenté de 17 % pour atteindre 472 millions de dollars pour l'exercice 06 (alors qu'ils avaient augmenté de 15 % durant l'exercice précédent pour atteindre 404 millions de dollars).

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

INVESTISSEMENTS ET PORTEFEUILLES

La valeur du portefeuille d'engagement de l'IFC, y compris les garanties hors bilan et les produits de gestion des risques, a augmenté de 11,9 % pour atteindre 21,6 milliards de dollars au 30 juin 2006, contre 19,3 milliards de dollars à la fin de l'exercice 05. Ce portefeuille se compose pour presque 76 % de prêts (16,4 milliards de dollars) et pour 18 % de participations au capital (3,9 milliards de dollars). Les produits de garantie, dont la valeur s'est établie à 1,2 milliard de dollars,

ont constitué 5 % du portefeuille d'engagements, contre presque 1 % pour les produits de gestion des risques (159 millions de dollars). L'IFC a également détenu et géré pour le compte de participants un montant de 5,1 milliards de dollars dans le cadre de ses syndications de prêts. À la fin de l'exercice 06, le portefeuille d'engagements se composait de prêts et de participations, de produits de gestion des risques de garantie se rapportant à 1 368 entreprises réparties

dans 112 pays. Presqu'un quart de ces investissements concernaient des projets réalisés dans des pays pionniers à faible revenu ou présentant des risques élevés.

Compte tenu des nouveaux engagements, des remboursements, des cessions, des annulations, des paiements anticipés, des montants passés par pertes et profits et des écarts de conversion, le portefeuille d'engagements a enregistré un accroissement net de 2,3 milliards de dollars. Les remboursements et paiements anticipés du principal des prêts se sont élevés à presque 2,8 milliards de dollars, et les cessions et remboursements de participations à 539 millions de dollars.

Le montant total du portefeuille décaissé par l'IFC pour son propre compte est passé à 13,4 milliards de dollars à la fin de l'exercice 06, contre 12,3 milliards de dollars à la fin de l'exercice 05. Durant l'exercice 06, les portefeuilles de prêts décaissés et de participations décaissées ont augmenté, respectivement, de 9 % et de 10,2 %.

ENGAGEMENTS ET DÉCAISSEMENTS

Les nouveaux engagements de l'IFC pour son propre compte concernent surtout les Régions Europe et Asie centrale (31 %), Amérique latine et Caraïbes (26 %) et Asie de l'Est et Pacifique (15 %). Les engagements de la Société en Afrique subsaharienne et dans la Région Moyen-Orient et Afrique du Nord représentent, conjointement, 20 % du total des engagements pour l'exercice 06, contre 14 % pour l'exercice 05. Les engagements en Asie du Sud ont atteint 8 % du total de l'exercice. Les nouveaux engagements portent en majeure partie sur les services financiers et d'assurance (38 %) et sur les services d'utilité collective (8 %).

Les décaissements effectués durant l'exercice 06 se sont chiffrés à 4,4 milliards de dollars, contre 3,5 milliards pour l'exercice 05. Les décaissements au titre des prêts ont atteint 3,7 milliards de dollars et les décaissements au titre des participations 711 millions de dollars. L'IFC a également décaissé 1,3 milliard de dollars pour le compte d'institutions financières participant à ses prêts syndiqués.

PRÊTS ET SERVICES D'INTERMÉDIAIRES

L'IFC consent des financements sur projet ou des prêts aux entreprises pour son propre compte pour une période allant généralement de 7 à 12 ans, bien que la durée de ces prêts puisse être prolongée, dans certains cas, jusqu'à 20 ans. Elle accorde aussi des prêts à des intermédiaires bancaires, à des sociétés de crédit-bail et à d'autres institutions financières qui rétrocèdent ces ressources, par exemple, à de petites et moyennes entreprises. La Société offre ses prêts dans les devises principales et en monnaie nationale, selon les besoins de ses clients, et elle se couvre des risques de change en utilisant des instruments basés sur des swaps.

Société pour mobiliser des capitaux supplémentaires et démultiplier son impact au plan du développement. L'IFC reste le prêteur en titre mais les risques de crédit associés aux projets sont répartis entre toutes les institutions financières qui bénéficient par ailleurs des avantages dont jouit l'IFC en sa qualité de créancier privilégié.

Le montant des nouveaux prêts syndiqués, soit 1,6 milliard de dollars pour l'exercice, a pratiquement doublé par rapport à l'exercice 05. Ces prêts ont été octroyés au titre de projets effectués dans la région Amérique latine et Caraïbes (environ 50 % du montant total), en Asie et en Europe. À peu près les trois quarts des syndicats de l'exercice 06 ont ciblé des projets dans les

participation, qui présentent à la fois les caractéristiques de titres de la dette et de participations. Les instruments de participation et de quasi-participation sont financés au moyen des bénéfices mis en réserve de l'IFC.

Le revenu du portefeuille de participations a diminué de 9 % durant l'exercice 06 pour s'établir à 1,2 milliard de dollars. Les plus-values réalisées sur les cessions de participations ont atteint 928 millions de dollars durant l'exercice contre 723 millions de dollars pour l'exercice 05.

L'IFC a adopté durant l'exercice 05 de nouvelles procédures d'évaluation des moins-values au titre des participations, qui reposent essentiellement sur des estimations de la juste valeur. Au total, 57 millions de dollars ont été comptabilisés en tant que moins-values au titre de participations pour l'exercice 06.

Durant l'exercice, l'IFC a mobilisé 1,3 milliard de dollars en engageant 327 millions de dollars dans le cadre de financements structurés.

Durant l'exercice 06, l'IFC a engagé 5 milliards de dollars au titre de nouveaux prêts. Les intérêts et les commissions financières générées par les prêts (y compris les commissions de garantie) ont augmenté de 22 % durant l'exercice pour atteindre 807 millions de dollars, contre 660 millions de dollars pour l'exercice 05.

Le montant total des provisions pour pertes sur prêts a été ramené à 898 millions de dollars pour l'exercice 06, soit 8,3 % du portefeuille de prêts décaissés, contre 9,9 % pour l'exercice 05. Cette baisse est la résultante d'une réduction de 210 millions de dollars des provisions spécifiques au titre des prêts, après la sortie du bilan de 111 millions de dollars et d'une augmentation de 120 millions de dollars de la provision générale pour pertes sur prêts.

PRÊTS SYNDIQUÉS

Le programme des prêts syndiqués de l'IFC aide les banques commerciales et d'autres institutions privées à participer à des projets du secteur privé dans des pays en développement. Les syndicats sont un élément essentiel des efforts que déploie la

industries manufacturières, l'infrastructure, et le secteur des hydrocarbures.

PARTICIPATIONS ET QUASI-PARTICIPATIONS

L'IFC risque ses propres capitaux en prenant des participations dans des entreprises ou autres entités intervenant dans un projet, des institutions financières, des fonds de placement ou des fonds de participation privés. Les prises de participation fournissent l'appui à long terme dont ont le plus besoin les entrepreneurs et les entreprises privées pour développer leurs activités, et associent l'IFC aux risques à long terme mais aussi aux profits. Les participations fournissent également des possibilités d'appuyer des réformes notamment au niveau du gouvernement d'entreprise.

En règle générale, l'IFC prend une participation de 5 à 20 % au capital d'une entreprise. Elle investit à long terme et se retire de l'entreprise en cédant ses parts à des acquéreurs du même secteur ou, si le volume des liquidités le permet, sur le marché des capitaux lorsque les titres de l'entreprise sont admis à la cotation. L'IFC a aussi recours à des instruments de quasi-

PRODUITS DE FINANCEMENT STRUCTURÉS

Les produits de financements structurés mettent à la disposition des clients de l'IFC des financements d'un bon rapport coût-efficacité qu'ils ne pourraient pas se procurer d'autres manières. Parmi ces produits figurent les garanties partielles de crédit, les mécanismes structurés de liquidité, les instruments de transfert des risques de portefeuille et les participations à des opérations de titrisation. Ces instruments permettent à l'IFC d'utiliser sa notation AAA/Aaa pour aider ses clients à diversifier leurs sources de financement, à allonger leurs échéances et à contracter des emprunts dans la monnaie de leur choix.

Durant l'exercice 06, l'IFC a continué de renforcer sa présence sur les marchés émergents, de proposer des modes de financements structurés novateurs à ses anciens comme à ses nouveaux clients, en privilégiant les transactions en monnaie nationale. Au nombre des transactions qui ont fait date durant l'exercice figurent les garanties partielles de crédit accordées en faveur de municipalités guatémaltèques, russes et sud-africaines. L'IFC a fourni des produits novateurs permettant à chacun de ses clients de poursuivre des projets

d'infrastructure et de contribuer au développement de leurs marchés financiers locaux respectifs. Elle a également mis en place des mécanismes structurés de partage des risques afférant au portefeuille de prêts en monnaie nationale octroyés à des institutions de microfinance et à des petites et moyennes entreprises dans les Balkans, à Madagascar et au Maroc.

L'IFC a monté la première opération de titrisation adossée à des créances hypothécaires jamais réalisée en peso mexicain, pour un portefeuille de créances hypothécaires résidentielles constitué par GMAC Financiera. En Russie, elle a renforcé la qualité du crédit dans le cadre de la première titrisation de prêts à la consommation réalisée dans le pays, qui a donné lieu à l'émission de titres sur le marché par Russian Standard Bank. En Arabie Saoudite, l'IFC a également renforcé la qualité du crédit dans le cadre de la première opération de titrisation avec cession effective réalisée dans un pays membre du Conseil de coopération du Golfe ; cette titrisation était adossée à des créances hypothécaires résidentielles émanant de Kingdom Installment Company.

Au nombre des autres transactions réalisées durant l'exercice 06 figurent des montages d'opérations de partage des risques qui ont permis à la Société de mobiliser des financements en monnaie nationale pour des clients au Brésil, en Chine, en Colombie, en Hongrie et au Pérou.

GESTION DES LIQUIDITÉS

Le montant total des actifs liquides inscrits au bilan était de 12,7 milliards de dollars au 30 juin 2006 contre 13,3 milliards de dollars pour l'exercice précédent. La majorité des liquidités sont libellées en dollars des États-Unis, les faibles montants restants étant conservés en euros et en yens pour financer des décaissements au titre d'opérations. Le montant total des actifs liquides détenus est déterminé par le rythme des nouveaux emprunts et des décaissements, ainsi que les limites associées à la notation de crédit AAA/Aaa de l'IFC.

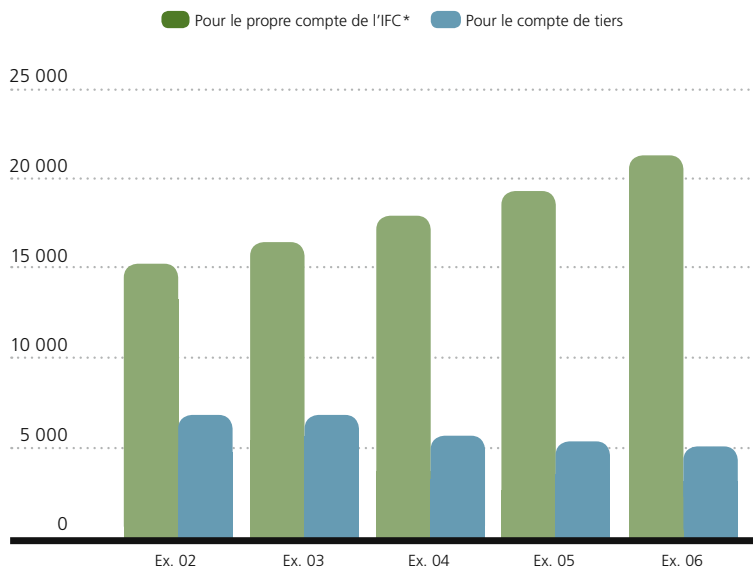
COMPOSITION DU PORTEFEUILLE DE L'IFC

30 juin 2006 (millions de dollars)

	2006	2005
Engagements sous forme de prêts et de participations	20 318	18 108
Prêts	16 407	14 781
Participations	3 912	3 327
Engagements hors-bilan		
(au titre des instruments de gestion des risques et des produits de financement structurés)	1 309	1 146
Total du portefeuille d'engagements détenus pour le propre compte de l'IFC	21 627	19 253
Total du portefeuille d'engagements détenus pour le compte de participants	5 079	5 283
Total du portefeuille décaissé	13 408	12 276
Total du portefeuille non décaissé	6 911	5 832

PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS DE L'IFC, EX. 02 – EX. 06

(millions de dollars)



*Les totaux indiqués pour le propre compte de l'IFC comprennent les produits de gestion des risques et les garanties.



COURTESY OF AGD

CAPITAL ET BÉNÉFICES MIS EN RÉSERVE

L'actif net de l'IFC recouvre essentiellement les bénéfices mis en réserve et le capital libéré. Le capital libéré de la Société est resté au niveau de 2,4 milliards de dollars tandis que son revenu net s'est établi à 1,3 milliard de dollars, de sorte que les bénéfices mis en réserve se sont chiffrés à 8,7 milliards de dollars. À la clôture de l'exercice 06, l'actif net de la Société était de 11,1 milliards de dollars.

Au 30 juin 2006, le ratio d'adéquation du capital de l'IFC — qui est égal au rapport entre, d'une part, le capital libéré, les bénéfices mis en réserve (ajustés pour prendre en compte les éléments comptables qui ne sont pas considérés comme des capitaux disponibles) et les provisions générales et, d'autre part, les actifs pondérés des risques, inscrits au bilan et hors bilan — était de 54 %. Ce chiffre est bien supérieur au niveau minimum de 30 % requis en application des normes de fonds propres approuvées par le Conseil d'administration en mai 1994. Le ratio d'endettement de l'IFC (c'est-à-dire le rapport entre l'encours des emprunts et des garanties et la somme du capital souscrit et des bénéfices non distribués) était de 1,5 soit bien inférieur au maximum prescrit par les directives financières de la Société (qui est de 4,0).

Le capital libéré, les bénéfices mis en réserve et les réserves générales pour pertes sur prêts constituent la capacité financière de l'IFC. Cette capacité permet à la Société d'appuyer les opérations en cours, de financer des opportunités et des plans stratégiques d'expansion à moyen

terme et d'amortir les chocs ou les crises pouvant survenir dans des pays membres ou encore des replis plus généraux du marché, tout en continuant d'avoir les capacités requises pour maintenir sa note AAA et jouer un rôle de stabilisation conjoncturelle.

La capacité actuelle et prévue pour le moyen terme de l'IFC est jugée adéquate à ces fins. Depuis l'exercice 04, l'IFC alloue des fonds prélevés sur ses bénéfices mis en réserve à des programmes d'assistance technique ; cet emploi de son revenu revêt de plus en plus d'importance.

GESTION DES FINANCEMENTS OBTENUS PAR L'IFC

L'IFC finance ses activités de prêt en émettant des obligations sur les marchés financiers internationaux et est la première ou l'une des premières institutions multilatérales à émettre des obligations en monnaie nationale sur de nombreux marchés émergents.

La majeure partie des investissements de l'IFC sont libellés en dollars, mais l'IFC emprunte en diverses monnaies de manière à diversifier son accès à des capitaux, à réduire le coût de ses emprunts et à promouvoir le développement des marchés financiers locaux. Étant donné que la plupart des prêts que l'IFC consent sont libellés en dollars et sont assortis d'un taux variable, la Société a dû procéder à des swaps en dollars à taux variable pour la plupart de ses emprunts. Les nouveaux emprunts contractés sur les marchés internationaux se sont chiffrés à l'équivalent de 1,8 milliard de dollars durant l'exercice 06. La Société a emprunté un milliard de dollars dans le cadre d'un

emprunt planétaire en dollars, et s'est procuré le solde sur divers autres marchés. (La ventilation par monnaie des emprunts de l'IFC pour l'exercice 06 est indiquée à la page 2).

En octobre 2005, l'IFC a lancé une émission obligataire sur le marché intérieur chinois. Cette émission d'obligations à 10 ans d'une valeur de 1,13 milliard de renminbi (soit 140 millions de dollars) a été placée auprès d'investisseurs institutionnels opérant sur le marché interbancaire national. Cette émission marque un important progrès pour les marchés financiers chinois, parce qu'elle facilite l'expansion du marché obligataire du pays et élargit l'accès aux capitaux des sociétés privées.

Un montant de l'ordre de 55 millions de dollars décaissé par l'IFC durant l'exercice 06 au titre de services d'assistance technique et de conseil a été financé au moyen des bénéfices mis en réserve, par le biais du Mécanisme de financement des services d'assistance technique et de conseil, tandis que les bailleurs de fonds partenaires de la Société ont financé les montants complémentaires. Sous réserve de l'approbation des administrateurs, l'IFC prévoit d'affecter un montant de 230 millions de dollars prélevé sur ses bénéfices mis en réserve pour l'exercice 06 à des opérations d'assistance technique et de services-conseil.

GESTION DES RISQUES

Le montant total engagé dans les dix principaux pays emprunteurs figurant dans le portefeuille de l'IFC a été ramené de 57,4 % à la fin de l'exercice 00 à 52 % au 30 juin 2006. L'IFC examine chaque année la répartition de ses engagements et, si

nécessaire, impose des mesures de contrôle supplémentaires s'il semble se produire une concentration des risques. Conformément aux directives établies, une procédure d'examen est déclenchée lorsque le plafond d'engagement, qui est déterminé en fonction du risque et de la capacité d'absorption, est atteint. Les directives ont aussi un impact sur le niveau des engagements par secteur, sur les limites par obligataire et sur les limites par produit.

L'IFC opérant dans des contextes présentant des risques élevés, son efficacité et sa capacité à promouvoir de solides réalisations au plan du développement dépend de la mesure dans laquelle elle peut gérer différentes catégories de risque, notamment au plan social et environnemental et au niveau du

vice-présidence distincte a été créée et chargée de prendre en charge la gestion des risques indépendamment des opérations de portefeuille à compter du 1^{er} juillet 2006.

La Société avait pour principe de préparer pour chaque exercice une série d'états financiers accompagnés de notes, conformes à la fois aux principes comptables généralement acceptés aux États-Unis et aux normes de présentation de l'information financière internationale. (Le deuxième volume de ce rapport contient de plus amples informations sur les principes particuliers s'appliquant à la présentation de l'information financière et du portefeuille.) Il n'a pas été possible récemment de satisfaire à la fois aux obligations des GAAP en vigueur aux États-Unis et aux IFRS en ne

L'utilisation d'un système d'évaluation des risques facilite aussi ces opérations. L'IFC veille à ce que les banques qui participent à ses opérations de financement soient tenues informées de l'évolution des projets, dans le cadre de consultations approfondies et systématiques.

Les départements opérationnels évaluent au cas par cas la situation des projets quand des difficultés apparaissent. Lorsque celles-ci sont particulièrement graves, le Département des opérations spéciales de l'IFC détermine les mesures qu'il convient de prendre pour y remédier. Dans ce cas, la Société s'efforce de négocier des accords avec tous les créanciers et actionnaires pour répartir la charge de la restructuration et régler les problèmes sans interrompre le déroulement du projet. Dans les cas exceptionnels où les négociations échouent, l'IFC prend toutes les dispositions nécessaires et appropriées pour protéger ses intérêts.

Le Département de la gestion du portefeuille de l'IFC gère les engagements et les risques financiers associés au portefeuille d'investissements sous forme de prêts et de participations en ayant recours aux stratégies et aux outils et instruments de gestion des risques pouvant être utilisés sur le marché. Les activités de gestion du portefeuille approuvées comprennent le recours à des instruments du marché pour réaliser des opérations de couverture des portefeuilles de prêts et de participations de l'IFC et poursuivre les stratégies de rachat des participations. Toutes les opérations et stratégies retenues ont pour objet de protéger le portefeuille du risque de dégradation de la situation.

La direction de l'IFC établit le niveau des provisions spécifiques pour pertes au titre des prêts sur la base des analyses des portefeuilles et des recommandations formulées par les services de gestion du portefeuille des départements des placements. L'ensemble du portefeuille de prêts fait, à cette fin, l'objet d'un examen trimestriel. La direction détermine le niveau de la provision générale au moyen d'une méthode de simulation Monte-Carlo. Les auditeurs externes de l'IFC examinent

Le magazine *Euromoney* a qualifié l'IFC de « meilleur emprunteur souverain, supranational ou institutionnel » pour 2006 en raison de ses activités pionnières de développement de marchés obligataires locaux.

gouvernement d'entreprise. Une expansion durable du portefeuille à long terme, l'augmentation du volume des transactions et le ciblage des pays et des secteurs pionniers sont autant de facteurs qui exigent une gestion très attentive des risques posés par l'évolution des caractéristiques des opérations de la Société.

Au cours des derniers exercices, l'IFC a adopté un certain nombre de mesures pour améliorer sa gestion des risques financiers et des risques associés aux opérations et aux entreprises. Elle a entrepris un nouvel examen de ses pratiques pour renforcer les fonctions de gestion du risque et de contrôle et appuyer la poursuite de la décentralisation de ses opérations. Elle s'efforce ainsi d'aboutir à une structure et à des processus qui permettent d'allier souplesse et contrôle et d'adapter les activités à l'évolution des conditions dans lesquelles opèrent les entreprises. Pour renforcer encore la gestion des risques, une

produisant qu'une seule série d'états financiers, en raison fondamentalement des différences qui existent au niveau des règles comptables applicables aux produits dérivés et aux produits de couverture. L'IFC prévoit de recommencer à présenter ses états financiers conformément aux normes IFRS à compter de l'exercice 08.

GESTION DU PORTEFEUILLE

Dans le cadre de ses efforts de supervision, l'IFC veille attentivement au respect des accords d'investissement, se rend régulièrement sur le site des projets pour vérifier l'état d'avancement des opérations et aide à trouver des solutions lorsque les projets posent problème. Afin de renforcer la supervision des portefeuilles, la Société a créé, dans tous les départements des placements, des services de gestion du portefeuille opérant sous la direction d'un gérant de portefeuille pour pouvoir identifier les problèmes et y remédier rapidement.

attentivement les recommandations formulées pour le provisionnement pour pertes sur prêts, ainsi que les principes directeurs et les méthodes employées en la matière.

ASSISTANCE TECHNIQUE ET SERVICES-CONSEIL

L'IFC fournit des services d'assistance technique et de conseil pour la même raison qu'elle offre des produits d'investissement : elle s'efforce, en poursuivant ces activités, de promouvoir l'existence d'entreprises viables dans le secteur privé des pays en développement. Par le biais de ses travaux, l'IFC contribue au développement là où les possibilités d'investissement peuvent être limitées. Elle est aussi particulièrement bien placée pour mettre à l'essai de nouveaux modèles économiques qui prennent en compte les besoins sociaux et environnementaux.

Les dépenses au titre des activités d'assistance technique et de services-conseil ont augmenté de plus de 23 % durant l'exercice 06 pour atteindre 134 millions de dollars. La plupart des activités visent des pays à faible revenu ou présentant des risques élevés et

environ 40 % des financements approuvés durant l'exercice concernent des projets menés en Afrique subsaharienne. L'IFC a également privilégié les principales branches d'activité dans lesquelles elle jouit d'un avantage compétitif. Plus de 70 % des financements approuvés se rapportent à des projets visant à élargir l'accès au financement et à améliorer le climat de l'investissement.

Durant l'exercice, l'IFC a réorganisé ses activités d'assistance technique et de services-conseil en cinq branches définies en fonction de sa stratégie opérationnelle. Cet alignement lui permet de mieux cibler ses activités d'assistance technique et exploitant les connaissances et les capacités qu'elle possède déjà tout en améliorant son aptitude à reproduire des programmes ayant donné de bons résultats.

ÉVALUATION DE LA CONTRIBUTION DE L'IFC AU DÉVELOPPEMENT

Le suivi et l'évaluation des résultats obtenus au plan du développement sont un aspect essentiel des processus de l'IFC. Le système d'évaluation indépendant des opérations d'investissement a été jugé

être l'un des meilleurs employés par les banques multilatérales de développement poursuivant des opérations avec le secteur privé*. Les objectifs et encouragements institutionnels, départementaux et individuels s'inscrivent dans le cadre de la recherche de résultats positifs en matière de développement. Pour mieux intégrer dans ses activités l'évaluation de sa contribution en ce domaine, l'IFC a adopté durant l'exercice un nouveau système de suivi de l'impact de ses opérations d'investissement. Dans le cadre de chaque projet, les services de l'IFC identifient des indicateurs de résultats au plan du développement au stade de l'approbation du projet. Elle surveille ensuite les progrès accomplis en direction de ces résultats ainsi que les performances financière, économique, environnementale et sociale pendant tout le cycle du projet. Durant l'exercice 06, l'IFC a assuré à plus de 1 200 agents une formation axée sur l'évaluation de sa contribution au développement et elle a achevé les évaluations initiales de l'impact en termes de développement de 1 100 projets figurant dans son portefeuille d'investissement.

L'IFC a adopté une démarche similaire pour ses activités d'assistance

SERVICES D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DE CONSEIL DE L'IFC

CADRE PROPICE À L'INVESTISSEMENT	VALEUR AJOUTÉE POUR LES ENTREPRISES	VIABILITÉ ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE	INFRASTRUCTURE	ACCÈS À DES FINANCEMENTS
<ul style="list-style-type: none"> • Diagnostics • Politiques et législation • Activités transfrontières • Niveau infranational • Niveau des branches d'activité • Règlement des différends • Défense des intérêts des entreprises 	<ul style="list-style-type: none"> • Gouvernement d'entreprise • Esprit d'entreprise • Prestataires de services aux entreprises • Relations avec les petites entreprises (chaîne d'approvisionnement) • Lutte contre le VIH/SIDA • Parité hommes-femmes • Assistance directe aux petites et moyennes entreprises • Organisations communautaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Sources d'énergie durables • Diversité biologique • Technologies et modes de production plus propres • Investissements durables • Responsabilité sociale 	<ul style="list-style-type: none"> • Santé et éducation • Infrastructure 	<ul style="list-style-type: none"> • Établissements bancaires • Institutions financières non bancaires • Financement du logement et de l'immobilier • Marchés des valeurs mobilières • Microfinance • Financement du commerce • Centrale des risques • Assurances • Financements au niveau municipal • Financements durables

*Classement établi par un consultant pour le compte du Groupe sur la coopération internationale pour l'évaluation des banques multilatérales de développement.

technique et de services-conseils de manière à pouvoir suivre la contribution au développement de tous les projets en cours. Elle a constitué des groupes actifs et des groupes témoins dans le but d'évaluer de manière plus rigoureuse les impacts et de mesurer les progrès accomplis et, lors d'une conférence tenue durant l'exercice, elle a présenté les principales conclusions et les enseignements tirés de ses activités à son personnel, aux bailleurs de fonds et à des spécialistes extérieurs de l'évaluation.

L'IFC est déterminée à présenter des rapports sur l'efficacité de ses activités au plan du développement. Elle commencera à publier ses résultats sur une base annuelle dans le cadre du rapport annuel de l'exercice 07.

NOUVEAUX PRINCIPES DIRECTEURS SUR LA VIABILITÉ ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE ET POLITIQUE DE L'INFORMATION

Durant l'exercice, l'IFC a mené à terme une rigoureuse mise à jour de ses principes directeurs et de ses normes de performance pour assurer la viabilité sociale et environnementale de tous ses investissements. Dans le droit fil de ses



REPRODUCTION AUTORISÉE PAR KARSTEN FARNIS

du secteur privé dans le domaine de la viabilité. Les nouvelles normes confortent le principe fondamental selon lequel une gestion active des risques sociaux et environnementaux est une composante fondamentale d'investissements responsables et permet de promouvoir la réussite commerciale des entreprises clientes. Le cadre révisé se compose de trois parties :

- La nouvelle politique de viabilité de l'IFC définit les responsabilités qui lui incombent en vue de conforter la performance des projets en partenariat avec ses clients.
- Les normes environnementales et sociales

Les nouveaux principes directeurs et normes de performance de l'IFC comptent parmi les critères environnementaux et sociaux les plus rigoureux au monde. Ces normes renforcent les obligations relatives à la participation et la consultation des communautés, à la protection de la diversité biologique, aux mécanismes de prise en compte des plaintes des communautés et des travailleurs, au recours aux forces sécuritaires, et au suivi des émissions de gaz à effet de serre. De nouvelles conditions s'appliquent aussi dans les domaines de la santé, la sécurité et la sûreté des communautés, des conditions de travail, de la prévention et de l'atténuation de la pollution, des évaluations sociales et environnementales intégrées et des systèmes de gestion.

La nouvelle politique de l'information de l'IFC élargit le champ des responsabilités qui lui incombent en matière de diffusion d'informations dans le public. Elle précise la manière de concilier la divulgation des informations requises d'une institution publique travaillant avec le secteur privé et le caractère confidentiel des opérations de ses sociétés clientes. Cette politique améliore le processus d'information de l'IFC et accroît le nombre de catégories d'informations devant être divulguées.

Les nouvelles normes sociales et environnementales de l'IFC sont plus rigoureuses, mieux définies et plus complètes que celles de toute autre institution financière internationale travaillant avec le secteur privé.

nouveaux principes directeurs, elle s'est aussi engagée à divulguer des informations dans une plus large mesure.

La mise à jour de ses principes directeurs et de ses normes a donné à l'IFC l'opportunité de promouvoir ses propres pratiques et de les exposer plus clairement à un nombre croissant de parties prenantes intéressées. Elle a procédé à la consultation du public la plus large jamais effectuée de manière à s'assurer qu'elle suit bien l'évolution des attentes concernant le rôle

définissent les rôles et responsabilités qui incombent aux entreprises clientes dans le cadre de la gestion de leurs projets, ainsi que les conditions à remplir pour obtenir et conserver l'appui de l'IFC. Ces normes donnent lieu à la divulgation systématique d'informations pour établir des relations avec les communautés touchées par les projets.

- La politique de l'information de l'IFC définit l'obligation qu'a la Société de divulguer des informations sur ses activités.



Des responsables de l'IFC chargés du suivi des questions sociales et des réinstallations discutent avec des membres d'une communauté locale touchée par le projet d'oléoduc de BTC en Turquie.

TED POLLETT

DES INVESTISSEMENTS ET DES ACTIONS RESPONSABLES

L'IFC est déterminée à promouvoir un développement durable du secteur privé par le biais de projets rentables sur le plan économique, rationnels sur le plan financier et commercial et durables sur le plan environnemental et social. Elle fonde son action sur le principe que la réduction de la pauvreté passe par une croissance économique saine favorisée par l'esprit d'entreprise et la poursuite d'investissement privés fructueux, et qu'il est nécessaire d'établir un cadre propice aux affaires pour que les investissements prospèrent et contribuent à améliorer les conditions de vie des populations. La Société procède à la sélection des projets de manière à s'assurer non seulement qu'ils sont viables sur le plan financier mais aussi qu'ils sont conformes aux normes environnementales et sociales rigoureuses qu'elle a établie, qu'ils ne sont pas tributaires de subventions ou d'autres aides sources de distorsions et que, de manière plus générale, ils profitent à l'économie d'accueil.

Pour l'IFC, la recherche de la viabilité offre une opportunité de promouvoir l'innovation dans de nouveaux domaines et d'ajouter de la valeur aux activités de ses clients en les aidant à améliorer leurs résultats commerciaux. Les services de conseil de l'IFC couvrent un large éventail d'approches visant à promouvoir le changement, notamment en offrant aux sociétés des directives portant sur le

gouvernement d'entreprise, la lutte contre le VIH/SIDA et la parité homme-femme. Elle fournit également un important appui dans les domaines du développement de proximité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des modes de production propre et elle dispose d'un réseau de services de promotion et de développement pour aider les petites entreprises sur tous les marchés émergents. Elle utilise tous ces moyens pour encourager le développement durable du secteur privé — au plan local, régional et mondial.

DES INVESTISSEMENTS RESPONSABLES

L'IFC investit dans des entreprises dont le capital appartient en majorité à des intérêts privés, dans la plupart des pays en développement du monde, et elle opère strictement en application des principes du marché en partageant les mêmes risques que les autres investisseurs. Elle doit tirer profit de ses investissements pour pouvoir demeurer une institution de financement du développement financièrement viable. Elle finance ses participations et ses quasi-participations au moyen de son capital et de ses bénéfices mis en réserve, et elle se procure les ressources dont elle a besoin pour effectuer des prêts en procédant à des émissions dans le public ou à des placements privés sur les marchés

financiers internationaux. Ses bénéfices viennent s'ajouter à son capital et accroissent la mesure dans laquelle elle peut affecter des ressources à des projets de développement présentant des risques plus élevés ainsi qu'à des initiatives axées sur la viabilité.

L'IFC ne peut pas financer de projets faisant intervenir certaines activités et certains types de production ou encore le commerce de produits particuliers indiqués dans une liste des exclusions. Celle-ci comprend les armes et munitions ; le tabac, les matériaux radioactifs, les produits chimiques dont l'élimination progressive ou l'interdiction a été décidée au plan international ; les substances détruisant l'ozone, dont l'élimination progressive a été décidée au plan international ; les jeux de hasard, casinos et entreprises analogues ; les espèces sauvages ou des produits de la faune et flore sauvages réglementés par la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction ; l'abattage dans la forêt humide tropicale primaire ; et certaines catégories de pêche au filet traînant.

Pour s'assurer que ses investissements sont viables sur le plan environnemental et social, l'IFC a actualisé ses normes de performance durant l'exercice. De plus amples informations sont données à ce sujet à la page 31.

LE FINANCEMENT DE SOURCES D'ÉNERGIE VIABLES

L'IFC a entrepris de formuler de nouveaux plans d'action pour encourager les investissements privés dans des énergies viables. Ces efforts s'inscrivent dans le cadre des mesures qu'elle prend pour accroître ses investissements dans les énergies renouvelables et l'amélioration des rendements énergétiques et pour mettre de nouveaux produits, parmi lesquels des sources d'énergie peu onéreuses et propres, sur le marché. Elle compte sensiblement renforcer sa contribution à la réalisation de l'objectif global du Groupe de la Banque mondiale qui est d'accroître de 20 % ce portefeuille entre les exercices 05 et 09. L'IFC contribue aussi largement aux efforts déployés par le Groupe de la Banque pour mettre en place un cadre permettant aux institutions financières internationales d'accélérer le rythme des investissements dans des systèmes énergétiques à faible teneur en carbone et d'accroître l'assistance technique dans le domaine des changements climatiques offerts aux pays en développement.

L'IFC a investi dans 21 projets dotés de composantes de rendement énergétique ou d'énergie renouvelable durant l'exercice, tels qu'un projet d'électricité éolienne au Brésil, et a effectué ses premiers investissements dans des projets de petites centrales hydroélectriques en Chine et en Inde. Elle a prêté 22 millions de dollars à Yunnan Zhongda Yanjin Power Generation Co. Ltd. pour lui permettre de construire, en Chine, trois petites centrales hydroélectriques au fil de l'eau d'une puissance installée totale de 78 MW. India Hydropower Development Company a reçu 4 millions de dollars en vue de la construction et de l'acquisition de six petites centrales hydroélectriques. L'IFC a accordé un financement de 160 millions de dollars au titre du projet de centrale électrique de 155 MW de La Higuera dans la vallée de Tinguiririca au Chili. Ce montage financier comportait un prêt privilégié de 35 millions de dollars, un prêt syndiqué de 115 millions de dollars pour le compte de banques participantes et un prêt non privilégié de 10 millions de dollars.

L'IFC a également mis en place des mécanismes novateurs pour promouvoir une utilisation rationnelle de l'énergie. Elle a lancé en Chine un programme intitulé China Utility-Based Energy Efficiency Finance Program, avec l'appui du



PRANAB GHOSH

LE PROJET D'ÉLECTRICITÉ ÉOLIENNE DE RIO DO FOGO

En prenant une participation de 5,5 millions de dollars au capital d'Energias Renovaveis do Brasil Ltda (Enerbrasil), l'IFC a contribué au financement de la construction, de l'exploitation et de l'entretien du parc éolien de 49,3 MW de Rio do Fogo dans le nord-est du Brésil. Cette dernière est une filiale brésilienne à 100 % d'Iberdrola Energias Renovables, qui est l'un des grands services d'utilité collective utilisant des sources d'énergie renouvelables qui gère dans le monde entier des parcs éoliens d'une puissance globale de 3 600 mégawatts. Le parc de Rio do Fogo, dont les opérations doivent démarrer en juin 2006, devrait être le premier projet éolien de grande envergure du Brésil exploité sur une base commerciale.

Enerbrasil vendra l'intégralité de l'électricité qu'elle produira à Centrais Electricas Brasileiras, qui est la compagnie nationale d'électricité brésilienne, dans le cadre d'un accord d'achat d'électricité d'une durée de 20 ans. Le Brésil est l'un des pionniers de l'utilisation des sources d'énergie renouvelables, et notamment d'hydroélectricité et de carburants automobiles à base d'alcool.

Pour encourager un recours accru à de l'électricité générée à partir de sources d'énergie renouvelables non traditionnelles, comme l'électricité générée par des systèmes éoliens, la biomasse et de petites centrales hydroélectriques, le Brésil a lancé un programme national pour appuyer ses projets dans le cadre de contrats aux termes desquels l'électricité générée est vendue à la compagnie nationale à des tarifs plus élevés que ceux du marché.

gouvernement finlandais. Dans le cadre de ce programme, elle partage une partie des risques avec les clients commerciaux et industriels chinois dans le but d'appuyer le financement par les banques des matériels énergétiques. Les services d'utilité collective avec laquelle elle collabore, notamment Xinao Gaq, fourniront à leurs clients une énergie plus propre.

LE MARCHÉ DU CARBONE

Grâce à son aptitude à évaluer et à gérer des projets de longue durée et les risques de crédit sur les marchés émergents ont, l'IFC a lancé un nouveau produit pour garantir la cession de crédits de réduction des émissions de carbone par des projets

réalisés dans des pays en développement à des sociétés et des institutions financières de pays industrialisés. Par le biais de ses activités de renforcement du crédit, l'IFC sera en mesure d'aider les projets à obtenir des prix optimum pour ces crédits de réduction d'émissions sur le marché mondial du carbone tout en éliminant les risques de non obtention des crédits courus par les acquéreurs.

L'IFC gère également un montant de l'ordre de 150 millions de dollars en partenariat avec le gouvernement des Pays-Bas, qu'elle utilise pour acheter des crédits de réduction d'émissions à des projets admissibles conformément aux dispositions du Mécanisme de

développement propre et du Mécanisme d'application conjointe du Protocole de Kyoto. Durant l'exercice 06, elle a conclu des accords de crédit de réduction d'émissions avec trois sociétés : EcoPower qui exploite de petites centrales hydroélectriques au fil de l'eau au Sri Lanka ; Van der Wiel Stortgas qui capture et brûle le méthane émanant d'une décharge en Argentine ; et Enercon India qui possède et exploite des parcs éoliens.

L'IFC A L'ÉCOUTE DE SES CLIENTS

L'IFC procède chaque année à une enquête annuelle auprès d'environ un quart des sociétés qui sont ses clientes et figurent dans son portefeuille pour déterminer comment celles-ci évaluent leur collaboration. Elle contacte la plupart de ses clients à deux reprises durant la durée de vie d'un projet ou d'un investissement institutionnel pour obtenir, à différents stades d'un projet, des informations en retour qui peuvent l'aider à améliorer ses services à sa clientèle. L'enquête est anonyme de sorte que les clients peuvent répondre sans hésitation.

En 2005, le pourcentage de clients satisfaits de manière générale par les services de l'IFC s'est établi à 79 %. Les clients qui n'en sont plus à leur première opération avec l'IFC apprécient encore plus que les autres les services de valeur ajoutée, tels que les services de conseil dans les domaines environnementaux, sociaux et du gouvernement d'entreprise. Bien que les clients de la Société se soient déclarés davantage satisfaits



Un système de puits à drains rayonnants pour capter l'eau mis au point dans le cadre d'un programme d'assistance technique au Rajasthan (Inde) réduira la distance que doivent parcourir les femmes pour aller chercher de l'eau.

qu'auparavant de la manière dont l'IFC répond à leurs besoins, la moitié des sociétés consultées jugent que les procédures de l'IFC sont inefficaces et la majorité estime que l'IFC n'aime pas prendre de risques.

DES ACTIVITÉS MENÉES DE MANIÈRE RESPONSABLE

Il est important pour la Société d'inscrire son action dans la durée au siège et dans ses bureaux de pays pour manifester concrètement son attachement à sa mission et mettre en pratique ce qu'elle



RELATIONS CITOYENNES

L'IFC soutient les communautés au sein desquelles elle travaille. En 1997, elle s'est installée dans le nouveau bâtiment qui abrite son siège à Washington, sur un site antérieurement occupé par un cinéma. L'IFC a compensé la disparition de ce lieu culturel en mettant en place un programme gratuit et ouvert au public de représentations régulières d'arts de la scène, qui attirent environ 2 000 membres de la communauté chaque année. Elle présente des musiciens et des danseurs, des pièces de théâtre et des films du monde entier et organise des ateliers pédagogiques, des conférences et des discussions autour de ces manifestations artistiques. Elle s'associe aussi à d'autres organisations qui utilisent les arts de la scène pour faire prendre conscience des questions sociales.

prêche à ses clients. Il lui faut donc améliorer son empreinte environnementale et sociale, c'est-à-dire aussi bien l'impact direct de l'utilisation de ses bâtiments et de son mode de travail au quotidien que les relations qu'elle entretient avec les communautés locales parmi lesquelles son personnel travaille et vit.

En se basant sur les directives émanant de l'Initiative mondiale sur les rapports de performance, les recommandations de ses propres spécialistes des questions environnementales et un examen indépendant réalisé en 2002, l'IFC a identifié des domaines d'action prioritaires à court et à moyen terme qui couvrent les 20 impacts les plus importants de ses bureaux. Ces domaines d'action prioritaires, qu'elle gère de manière systématique, sont : la consommation d'énergie, la passation des marchés, le gaspillage, la consommation de papier, l'utilisation des systèmes électroniques, les relations citoyennes, la diversité, la sensibilisation du personnel et sa participation. De plus amples informations sont disponibles dans le rapport de la Société intitulé *Sustainability Report*, disponible à l'adresse www.ifc.org/sustainability.

A L'ÉCOUTE DU PERSONNEL DE L'INSTITUTION

Le Groupe de la Banque mondiale procède tous les deux ans à une enquête anonyme auprès des membres de son personnel, dont les réponses sont présentées séparément pour l'IFC. Cette enquête a pour objet d'obtenir des informations en retour sur les services aux clients, le travail en équipe, l'intégrité, l'apprentissage et le perfectionnement, et l'équilibre entre le travail et la vie familiale.

L'enquête 2005 a montré que 84 % des membres du personnel estiment que l'IFC poursuit des objectifs bien définis. Jusqu'à la moitié des employés estiment que davantage pourrait être fait pour encourager les différents départements à coopérer et pour renforcer les liens entre le siège et les bureaux de pays ; enfin un quart des agents de l'institution estiment qu'ils seraient mieux en mesure de servir leur client si les procédures internes étaient améliorées. La reconnaissance de la

contribution du personnel par la Société est le domaine dans lequel cette dernière affiche le plus de progrès par rapport à l'enquête précédente.

LA GOUVERNANCE DE L'IFC

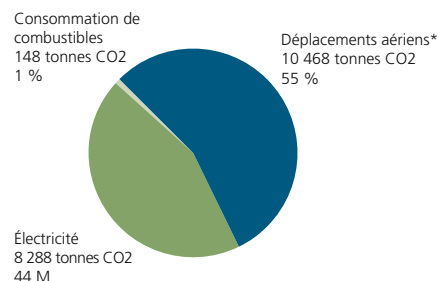
L'IFC coordonne ses activités avec les autres institutions du Groupe de la Banque mondiale, dont elle est toutefois juridiquement et financièrement indépendante. Ses 178 pays membres sont ses actionnaires et décident collectivement de l'orientation de ses programmes par l'intermédiaire du Conseil des Gouverneurs et d'un Conseil d'administration composé de 24 administrateurs.

Le nombre de voix dont dispose chaque administrateur est fonction de la contribution du pays ou du groupe de pays qu'il représente au capital de la Société. Les cinq pays détenant les pourcentages de voix les plus élevés sont les États-Unis (23,66 %), le Japon (5,87 %), l'Allemagne (5,36 %), la France (5,04 %) et le Royaume-Uni (5,04 %). Les décisions sont toutefois rarement prises par voie de vote. Les administrateurs de l'IFC procèdent à des examens rigoureux en vue de parvenir à un consensus.

Les administrateurs de l'IFC se réunissent régulièrement au siège à Washington pour examiner les projets de l'investissement, prendre les décisions nécessaires en la matière et fournir des directives stratégiques à la direction de l'IFC. L'IFC a accepté de commencer à rendre public les procès-verbaux des réunions officielles des administrateurs

ÉMISSIONS DE CARBONE POUR L'EXERCICE 06

Installations du siège et déplacements du personnel basé à Washington



*Les émissions générées par les déplacements aériens ont été calculées sur la base du nombre de kilomètres parcourus en avion par les membres des services du Groupe de la Banque mondiale. La part imputée à l'IFC correspond au pourcentage du personnel du Groupe constitué par des agents de l'IFC.

L'IFC A UN BILAN CARBONE NEUTRE

Le 5 juin 2006, qui a marqué la Journée mondiale de l'environnement, le Groupe de la Banque mondiale a pu afficher un bilan carbone neutre. Cela signifie que les émissions de gaz à effet de serre de ses installations à Washington, des réunions de printemps et des assemblées annuelles, des déplacements entre le domicile et le travail de son personnel et de tous les déplacements opérationnels effectués à partir du siège sont maintenant compensées par des investissements dans des sources d'énergie renouvelables, des programmes d'utilisation rationnelle de l'énergie et l'achat de crédits de réduction vérifiée des émissions dans le cadre de projets réalisés dans des pays en développement.

La plus grande partie des émissions de carbone de l'IFC sont liées aux déplacements aériens de son personnel et à sa consommation d'électricité. Depuis décembre 2004, l'IFC achète toute l'électricité qu'elle consomme à Washington auprès de sources vertes et renouvelables. Le bâtiment du siège a été conçu de manière à permettre une utilisation rationnelle de l'énergie et a été déclaré satisfaisant à la norme environnementale Energy Star en 2005 comme cela avait déjà été le cas antérieurement, de sorte qu'il compte parmi les 25 % des bâtiments ayant les meilleurs rendements énergétiques aux États-Unis. L'IFC et la Banque mondiale compensent les autres émissions en acquérant des unités de réduction des émissions de carbone — c'est-à-dire des unités de réduction vérifiée provenant de projets réalisés par l'Agence forestière au Moldova et Precious Woods au Costa Rica. L'IFC a sélectionné ces projets en témoignage du rôle des forêts dans la lutte contre la désertification — qui était cette année le thème de la Journée mondiale de l'environnement.

en 2006. Les administrateurs sont aussi membres d'au moins un des cinq comités permanents qui aident le Conseil à s'acquitter de sa mission de supervision en procédant à des examens approfondis des politiques et procédures.

- Le Comité de l'audit fournit des conseils sur la gestion financière et la gestion des risques, le gouvernement d'entreprise et les questions de supervision et de contrôle.
- Le Comité du budget examine les procédures, les directives administratives, les normes et les questions budgétaires qui ont un impact significatif sur l'efficacité par rapport aux coûts des opérations du Groupe de la Banque.
- Le Comité pour l'efficacité du développement offre des conseils aux administrateurs sur certaines questions ayant trait à l'évaluation des opérations et des politiques et à l'efficacité du développement dans le but de suivre les progrès accomplis au plan de la réduction de la pauvreté.
- Le Comité du personnel présente des conseils sur les questions de rémunération et les autres aspects importants de la politique du personnel.
- Le Comité de la gouvernance et des questions administratives concernant les administrateurs traite des questions supplémentaires qui relèvent de la responsabilité des administrateurs.

ORGANISATION ET PERSONNEL

Dans le cadre de la nouvelle structure de direction, annoncée durant l'exercice 06 et devant prendre effet au début de l'exercice 07, l'IFC compte deux nouveaux vice-présidents chargés de Régions de l'IFC. Afin de maintenir la solidité financière de la Société tout en lui permettant de prendre des risques, la nouvelle structure sépare les responsabilités relatives à la gestion des risques des opérations d'investissement.

Les effectifs de l'IFC devraient augmenter dans une proportion qui pourrait atteindre 50 % au cours des trois prochains exercices, contre 35 % au cours des cinq précédents. Dans le cadre de la

stratégie d'expansion approuvée par les administrateurs, la Société a recruté un plus grand nombre de cadres durant l'exercice 06 qu'à toute autre période.

Le processus d'expansion et de décentralisation de la Société lui permet d'accroître la diversité de son personnel et renforcer l'éventail de ses connaissances spécialisées.

La majeure partie des nouveaux agents ont été recrutés dans les bureaux extérieurs de l'IFC dans le monde entier, dans le cadre de la poursuite de la décentralisation des opérations. Actuellement, 47 % des agents de l'IFC sont basés dans des bureaux de pays et 53 % au siège à Washington. Ces chiffres témoignent des importantes transformations réalisées puisque, en 2001, seulement, 32 % des agents de l'IFC étaient affectés à des bureaux extérieurs.

Grâce à ce processus d'expansion et de décentralisation, l'IFC peut accroître la diversité de son personnel et renforcer l'éventail de ses connaissances spécialisées. Elle a pu faire état de progrès pour différents aspects de la diversité au cours des dernières exercices en accroissant la proportion de femmes et de ressortissants de pays en développement et en sensibilisant le personnel à cette question.

À l'avenir, une plus grande attention sera portée aux questions de diversité et d'inclusion, et un effort particulier sera effectué pour accroître le nombre de

femmes occupant des postes de direction et le nombre de nationalités représentées et pour recruter des agents ayant reçu une formation plus diversifiée.

LE SUIVI DES RÉSULTATS

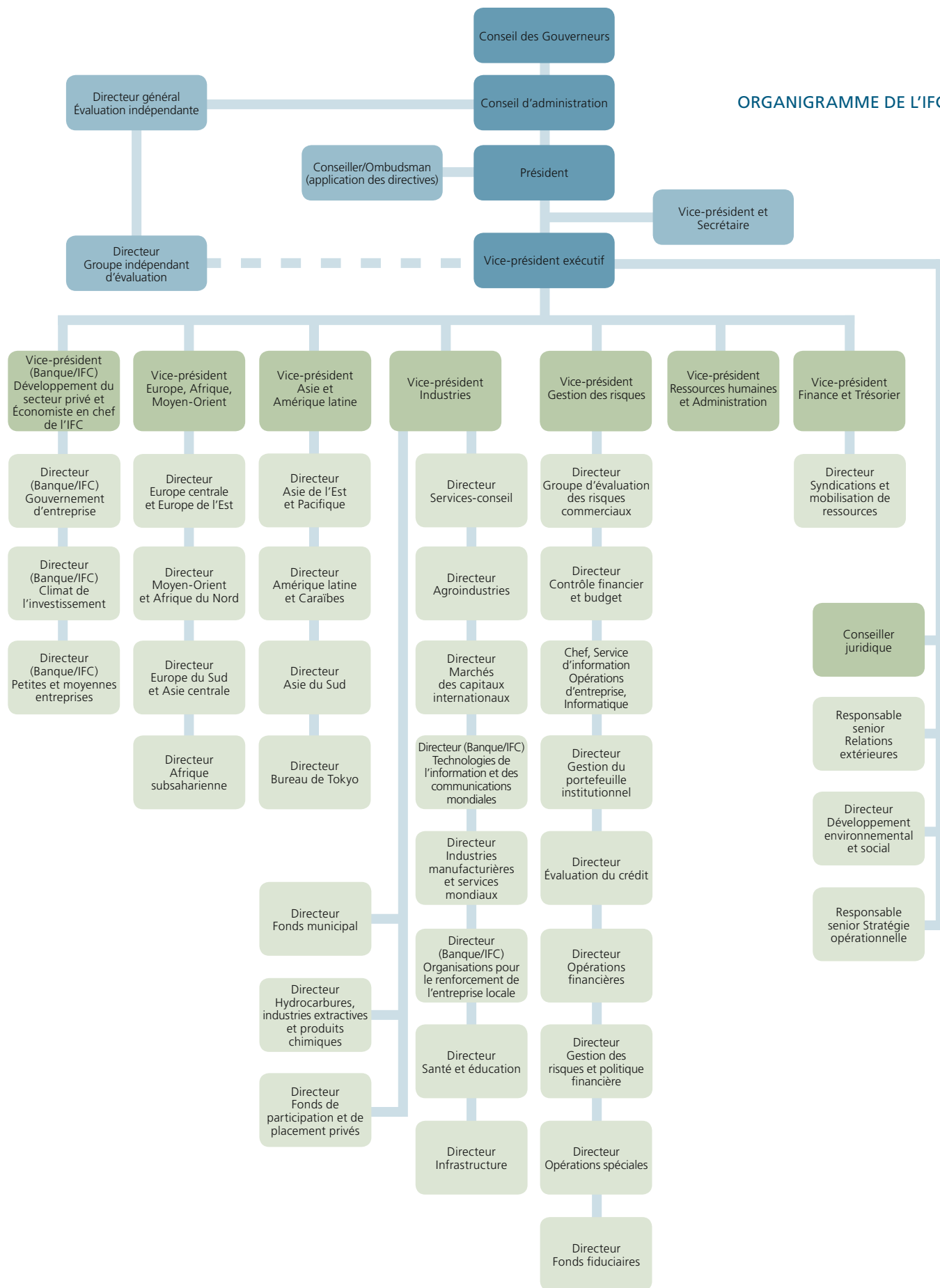
L'IFC suit le respect par ses clients des engagements qu'ils ont pris dans le cadre de leurs accords d'investissement, notamment en ce qui concerne la présentation de rapports sur la performance environnementale et sociale comme stipulé antérieurement aux décaissements et la soumission de rapports annuels sur les résultats financiers, environnementaux et sociaux. La révision des politiques et des normes de performance environnementales et sociales de l'IFC et l'adoption de nouveaux systèmes de gestion plus performants permettra à l'institution de suivre et d'appuyer la recherche d'une action durable pendant tout le cycle de l'investissement.



Enfants dans un centre communautaire construit et géré par Lafarge Surma Cement au Bangladesh.

COLIN J. WARREN

ORGANIGRAMME DE L'IFC



OBLIGATION DE RENDRE COMPTE

Deux services indépendants veillent à ce que l'IFC rende compte de ses activités à ses actionnaires et à ce que les parties prenantes touchées et concernées par ces activités aient les moyens de s'adresser à celle-ci : le Bureau du conseiller/ombudsman pour l'application des directives et le Groupe indépendant d'évaluation (auparavant appelé Groupe d'évaluations des opérations).

LE CONSEILLER/OMBUDSMAN POUR
L'APPLICATION DES DIRECTIVES

Le conseiller/ombudsman pour l'application des directives opère de manière indépendante et rend compte directement au président du Groupe de la banque mondiale ; il a pour mission d'aider l'IFC à répondre aux plaintes des personnes touchées par des projets de

développement du secteur privé ; de s'acquitter de cette mission de manière équitable, objective et constructive ; et de promouvoir de meilleurs résultats sur le plan social et environnemental. Le bureau du CAO a trois fonctions distinctes. Il s'assure de l'application des directives, il fournit des conseils aux directions du Groupe de la Banque et il encourage le règlement des différends.

Les vérifications de l'application des directives sont des évaluations indépendantes de l'application des politiques, normes, procédures et directives pertinentes. Elles ciblent principalement le rôle de l'IFC, bien que les actions d'une société cliente puissent également être prises en compte, ainsi que l'influence exercée par d'autres parties ou facteurs pour assurer ou compromettre l'application des directives. Le CAO offre de manière indépendante des conseils objectifs et en

temps opportun au président du Groupe de la Banque mondiale et aux directions de l'IFC et de la MIGA. Ces conseils portent uniquement sur les politiques environnementales et sociales au sens large, les directives, les procédures, les ressources et les systèmes.

Le CAO encourage également le règlement des plaintes déposées au sujet des effets sociaux et environnementaux d'un projet de l'IFC par les communautés touchées. La fonction principale de l'ombudsman consiste à faire participer les parties prenantes — notamment les membres de la communauté, l'IFC, les sociétés clientes et autres parties intéressées — à la recherche collective d'une solution au problème.

Durant l'exercice 06, le CAO a reçu cinq plaintes au titre de quatre projets que l'IFC avait financés ou envisageait de financer.

LE GROUPE INDÉPENDANT
D'ÉVALUATION DE L'IFC

Le Groupe indépendant d'évaluation, unité indépendante opérant au sein du Groupe de la Banque mondiale, rend directement compte aux administrateurs. Antérieurement appelé Groupe d'évaluation des opérations, l'IEG a changé son nom après que les administrateurs lui ait confié pour mission de promouvoir l'indépendance de la fonction d'évaluation dans toutes les institutions du Groupe de la Banque. La Banque mondiale, l'IFC et la MIGA sont, chacune, dotées d'un service d'IEG placé sous la direction du directeur général pour l'évaluation, et un certain nombre d'évaluations sont menées conjointement par ces services. L'IEG-IFC est également l'une des entités présidant le Groupe de travail sur la coopération internationale pour l'évaluation mis en place par les banques multilatérales de développement dans le but d'harmoniser les principes directeurs et les normes d'évaluation ainsi que les méthodes de mesure de l'impact sur le développement qui doivent être utilisées aux fins des rapports établis par les banques multilatérales de développement qui travaillent avec le secteur privé.

ACTIVITÉS DU CONSEILLER/OMBUDSMAN POUR L'APPLICATION DES DIRECTIVES EN 2005 ET 2006
OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION DE L'APPLICATION DES DIRECTIVES
Brésil : Investissement dans Amaggi Soybean
République démocratique du Congo : Mine de cuivre et d'argent de Dikulushi
Uruguay : projets d'usines de pâte à papier d'Orion y Celulosas de M'Bopicua
PROJET DE CONSEILS
Commentaires du CAO sur le projet de politique et de normes de performance de l'IFC et sur le projet de politique de l'information
INTERVENTIONS DE L'OMBUDSMAN
Botswana : mine de Kalahari Diamond
Chili : projet hydroélectrique de Pangué
Géorgie : Oléoduc pour l'exportation Baku-Tbilisi-Ceyhan
Guatemala : mine d'or et d'argent de Marlin
Inde : projet hydroélectrique d'Allain Duhangan
Kazakhstan : Gisement de pétrole et de condensats de gaz de Karachaganak
Pérou : mine Antamina de cuivre, zinc, argent et molybdène
Pérou: mine d'or de Yanacocha
Uruguay : projets d'usines de pâte à parier Orion y Celulosas de M'Bopicua
Des détails sur ces activités sont donnés sur le site web du CAO, à l'adresse www.cao-ombudsman.org .

Les évaluations d'IEG sont diffusées à l'intérieur de l'IFC, et les recommandations de ses grands rapports ainsi que leur exécution font l'objet d'un suivi qui est ensuite présenté aux administrateurs de l'IFC. Une nouvelle politique de l'information entrée en vigueur en mai 2006 autorise la diffusion dans le public de tous les documents d'évaluation de l'IEG communiqués aux administrateurs de l'IFC. Cette nouvelle politique répond à la demande de plus d'informations et de transparence de la part des institutions multilatérales et elle aura pour effet de sensiblement accroître le volume des informations de l'IEG diffusées dans le public.

EXAMEN INDÉPENDANT DES RÉALISATIONS DES PROJETS DE L'IFC
Tous les ans, sur la base de directives institutionnelles formulées conjointement par l'IEG et la direction de l'IFC, les chargés d'investissement de la Société procèdent à des auto-évaluations de projets constituant un échantillon aléatoire représentatif d'investissements approuvés environ cinq ans plus tôt et qui ont atteint leur régime de croisière. Les agents de l'IFC examinent et analysent les résultats et notent chaque projet en attribuant à neuf indicateurs une valeur sur une échelle à quatre niveaux. L'IEG examine alors indépendamment chaque rapport et les dossiers correspondants du projet et vérifie

chaque notation (où la modifie, si besoin est) pour s'assurer que les normes d'évaluation sont appliquées de la même manière dans toute l'institution. L'IEG fait ensuite la synthèse de ces conclusions et de celles des exercices précédents en vue de leur présentation dans le cadre de son Examen annuel.

Cette année, l'IEG a présenté les résultats obtenus au plan du développement et des investissements dans le cadre de 210 opérations sélectionnées sur une base aléatoire, qui avaient été évaluées entre 2002 et 2004, c'est-à-dire 53 % de tous les investissements approuvés entre 1997 et 1999. Il a également examiné, à des fins d'évaluation prospective, l'efficacité avec laquelle l'IFC gère quatre grands facteurs déterminants des résultats des projets : la qualité des travaux, le degré de risque, les choix stratégiques et le climat des affaires. Le rapport a aussi examiné la manière dont l'IFC s'attaque au problème unique que pose la poursuite d'activités en Afrique subsaharienne dans le contexte de l'accroissement proposé de ses opérations dans cette région (voir page 47).

Globalement, l'IEG a pu établir que les projets que l'IFC décide d'appuyer produisent des résultats positifs en général à la fois au plan du développement et des investissements. L'IFC a obtenu de tels résultats dans 47 % de ses projets (55 % si l'on considère les montants investis), ce qui montre que, dans chaque projet, les activités de l'IFC ont contribué de manière au moins satisfaisante à la fois au développement du pays et à la rentabilité de l'IFC et à sa capacité de financer de futures activités de développement. Sur les 210 opérations évaluées, 59 % ont donné de bons résultats au plan du développement et 55 % de bons résultats au plan des investissements (voir la figure 1).

Des résultats mitigés (quadrants 2 et 3 de la figure 1) ont été observés dans 21 % des projets, et tiennent essentiellement à l'instrument de financement utilisé. Les projets qui ont donné de bons résultats sur le plan du développement mais de piètres résultats au plan des investissements sont essentiellement des projets qui ont fait

FIGURE 1 : ARBITRAGE MINIME ENTRE RÉSULTATS AU PLAN DU DÉVELOPPEMENT ET RÉSULTATS AU PLAN DES INVESTISSEMENTS

79 % des opérations (en nombre) ont donné des résultats élevés ou faibles à la fois au plan du développement et au plan des investissements (quadrants 1 et 4). Dans le cas des projets que l'IFC a choisi de poursuivre, les arbitrages entre l'obtention d'un impact au plan du développement et l'affichage de bons résultats d'investissement mesurés sur la base des critères de réalisation sont donc minimes. Une proportion marginalement plus importante des opérations a obtenu de bons résultats au plan du développement (59 %) qu'au plan des investissements (55 %), ce qui confirme les données présentées dans les précédents examens annuels.

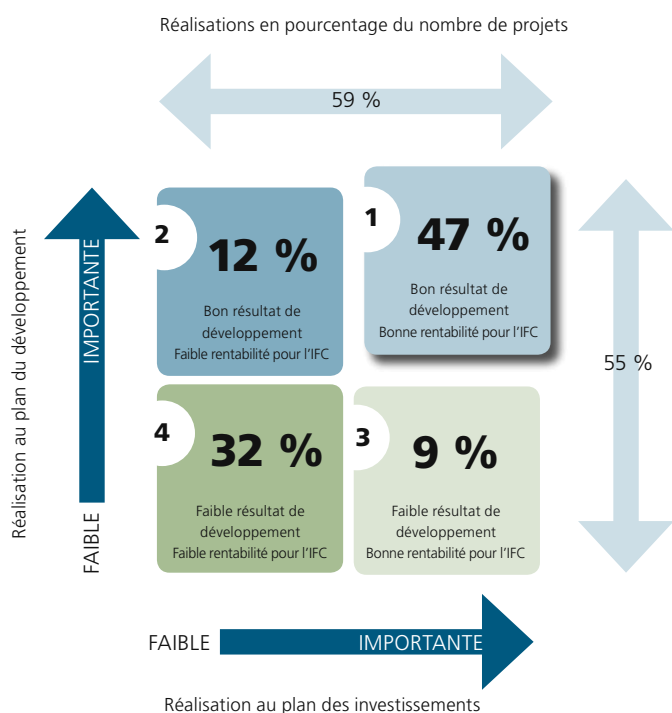
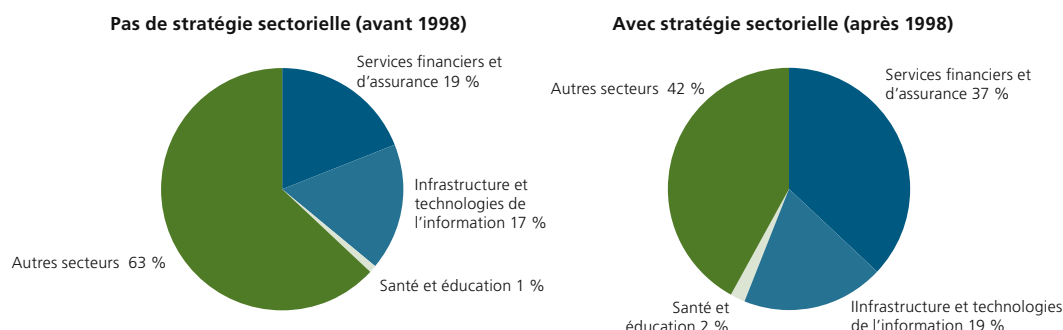


FIGURE 2 : L'IFC A ACCRU SES ENGAGEMENTS DANS LES SECTEURS STRATÉGIQUES DEPUIS 1998



intervenir des prises de participation, tandis que les projets qui ont donné de faibles résultats au plan du développement mais ont affiché un bon rendement de l'investissement ont essentiellement eu recours à des prêts privilégiés garantis. Les projets qui ont donné de bons résultats à la fois au plan du développement et au plan des investissements se caractérisent également par le choix des instruments utilisés et par une meilleure évaluation de la qualité des travaux de l'IFC. Dans 65 % des projets de cette catégorie, l'IFC n'a consenti qu'un prêt pour son propre compte. Au niveau de l'échantillon tout entier, environ la moitié des projets n'ont fait intervenir que des investissements sous forme de prêts.

Les projets donnant des résultats insatisfaisants au plan des investissements et du développement sont le plus souvent ceux pour lesquels la qualité du travail a été jugée peu satisfaisante ou qui ont été poursuivis dans des environnements caractérisés par un climat des affaires présentant des risques élevés ou croissants. Seulement un quart des projets donnant lieu à des prises de participation ont obtenu une notation satisfaisante ou excellente pour l'investissement, ce qui n'est guère surprenant étant donné le risque élevé que présente ce type d'investissement. Le profil des taux de réussite des investissements de l'IFC est similaire à celui du rendement des opérations de capital-risque types, le résultat global étant déterminé par un petit nombre de projets. En règle générale, la performance financière d'un projet est

un important facteur déterminant de son impact plus général au plan du développement. L'Examen annuel d'IEG a confirmé l'importance des quatre grands facteurs déterminants dans le modèle d'activité fondamental de l'IFC :

- la qualité du travail réalisé par l'IFC, en particulier au stade de la sélection, de l'évaluation et de la conception des projets et des investissements
- le degré de risque inhérent d'un projet au stade de l'approbation, ainsi que le risque financier associé à l'instrument retenu pour ce projet par l'IFC
- le cadre stratégique retenu par l'IFC — secteur, thème au pays
- l'évolution de ou climat des affaires entre le stade de l'approbation et celui de l'évaluation.

Lorsqu'il est possible de maîtriser les grands facteurs déterminants des résultats, l'IFC s'acquitte en général de manière satisfaisante de cette tâche. Elle a réalisé des progrès dans les trois premiers domaines, grâce à un certain nombre d'initiatives concernant la qualité du travail mises en œuvre depuis 1998, ainsi que la poursuite d'une stratégie institutionnelle plus ciblée.

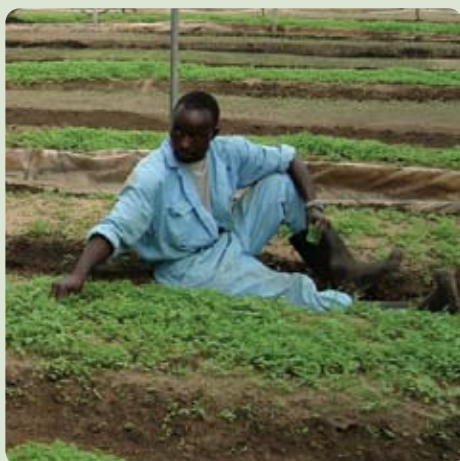
La qualité du travail s'est sensiblement améliorée au cours des dernières années. Cette évolution tient essentiellement à l'amélioration de la supervision et de l'administration des activités, ce qui montre bien que plusieurs mesures prises pour améliorer la qualité — notamment le renforcement des procédures environnementales en 1998, la création de services de portefeuille en 1999, et l'adoption de

l'initiative de viabilité de l'IFC en 2001 — ont eu un impact positif durant la phase opérationnelle des projets évalués.

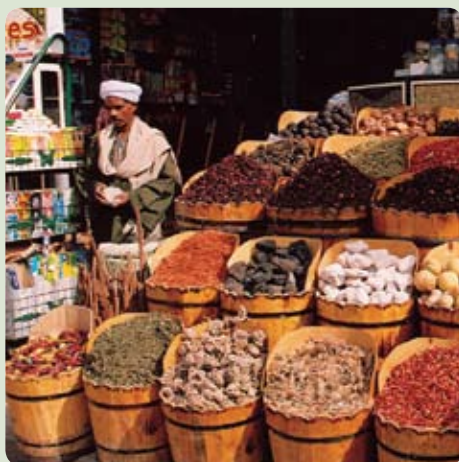
Le degré de risque a diminué. L'IFC a mis en place des procédures plus exhaustives d'examen du crédit, a adopté des taux de couverture du service de la dette plus réalistes et a eu davantage recours à des instruments de quasi-participation dans le cadre des engagements approuvés entre 2002 et 2004. Cette évolution permet également de penser que la qualité des travaux d'évaluation et de conception des projets s'est améliorée, ce qui pourrait signifier que les résultats que donneront les projets approuvés plus récemment seront encore plus satisfaisants.

L'IFC a obtenu de meilleurs résultats pour les projets d'investissements effectués dans des secteurs stratégiques que pour les autres. Elle a accru la proportion de ses engagements dans les secteurs stratégiques depuis 1998 (voir la figure 2). Globalement, les opérations d'investissement dans les secteurs stratégiques qui ont été évaluées affichent des taux de réussite plus élevés, en moyenne, au plan du développement et au niveau des investissements que les autres opérations.

La stratégie de l'IFC pour les marchés pionniers, c'est-à-dire les pays à faible revenu ou présentant des risques élevés, lancée en 1998, a mené la Société à accroître ses investissements dans les domaines dans lesquels elle pouvait avoir le plus d'impact. Il s'en suit que les risques associés au climat de l'investissement prennent de l'importance dans le portefeuille de l'IFC ; il sera donc crucial de bien gérer ce risque.



RAPPORT SUR LES RÉGIONS





Afrique subsaharienne

AFRIQUE DU SUD ANGOLA BÉNIN BOTSWANA BURKINA FASO BURUNDI CAMEROUN CAP-VERT COMORES
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO RÉPUBLIQUE DU CONGO CÔTE D'IVOIRE DJIBOUTI ÉRYTHRÉE ÉTHIOPIE GABON
GAMBIE GHANA GUINÉE GUINÉE-BISSAU GUINÉE EQUATORIALE KENYA LESOTHO LIBERIA MADAGASCAR MALAWI
MALI MAURICE MAURITANIE MOZAMBIQUE NAMIBIE NIGER NIGÉRIA OUGANDA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE RWANDA
SÉNÉGAL SEYCHELLES SIERRA LEONE SOMALIE SOUDAN SWAZILAND TANZANIE TCHAD TOGO ZAMBIE ZIMBABWE

STRATÉGIE DE L'IFC POUR L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

- Porter les engagements au titre d'investissement à environ 900 millions de dollars d'ici l'exercice 09
- Améliorer le climat de l'investissement ; renforcer l'appui aux petites et moyennes entreprises ; s'employer activement à formuler d'importants projets d'investissement
- Accorder une plus grande place aux activités transfrontières, et plus particulièrement à l'établissement d'infrastructures financières et physiques, au financement du commerce, à la compétitivité des petites entreprises et à l'appui de l'expansion dans le monde des entreprises émergentes
- Accroître sensiblement la portée des activités de l'IFC et inscrire dans la durée l'impact de la Société dans les pays pionniers en intégrant des opérations d'assistance technique et d'investissement

L'ACTIVITÉ DE L'IFC EN QUELQUES CHIFFRES

	Ex. 06	Ex. 05
Nombre total de projets d'investissement	38	30
Dépenses totales au titre de projets d'assistance technique et de services-conseil (USD millions)	27	26

PERSONNEL ET CONSULTANTS DE L'IFC

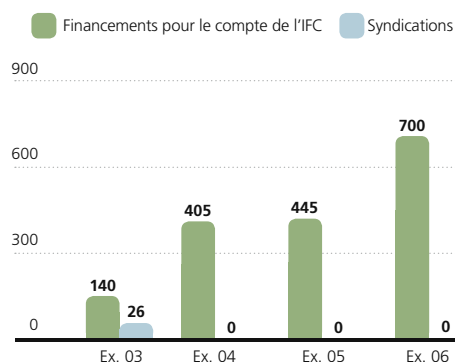
	Siège	Bureaux pays
Au 30 juin 2006	5	237

FINANCEMENT ET PORTEFEUILLE DE PROJETS

(USD millions)	Ex. 06*	Ex. 05**
Financements engagés pour le compte de l'IFC	700	445
Prêts***	393	357
Participations***	72	36
Garanties et gestion des risques	235	52
Syndications de prêts signées	0	0
TOTAL ENGAGEMENTS SIGNÉS	700	445
Portefeuille d'engagements pour le compte de l'IFC	2 033	1 698
Portefeuille d'engagements détenus pour des tiers (participations à des prêts et à des garanties)	168	194
TOTAL PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS	2 201	1 892

ENGAGEMENTS

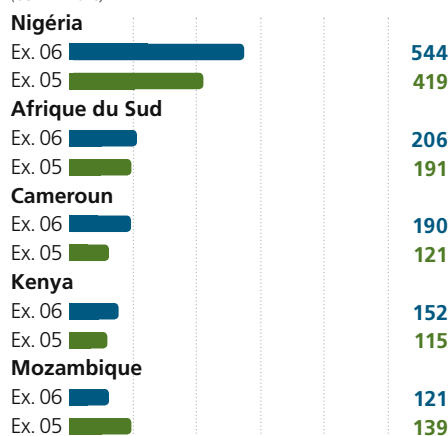
(USD millions)



PAYS BÉNÉFICIAIRES DES PLUS GROS ENGAGEMENTS DE L'IFC

Portefeuille d'engagements de l'IFC pour son propre compte au 30 juin 2006.

(USD millions)



* Y compris la part des investissements de Veolia Water AMI, officiellement considérée comme un projet mondial, qui concernent la région. Le portefeuille d'engagements pour le propre compte de l'IFC comprend la part des engagements relatifs à BAPTF, officiellement considérée comme un projet mondial, qui concernent la région.

** Y compris la part des investissements de BAPTF, officiellement considérée comme un projet mondial, qui concernent la région.

*** Les prêts comprennent les instruments de quasi-participation de type prêt. Les participations comprennent les instruments de quasi-participation de type participation.



ASHETU FATIMA KOLO

Advanced Bio-Extracts Limited collabore avec des agriculteurs kényans, tanzaniens et ougandais pour fournir des principes actifs essentiels à l'industrie pharmaceutique.

L'AMÉLIORATION DU CLIMAT DE L'INVESTISSEMENT PRIVÉ

Le PIB de l'Afrique subsaharienne dans son ensemble a augmenté pendant six années consécutives pour afficher un taux de croissance de 4,6 % durant l'année civile 2005. Les efforts déployés aux plans national et international pour accroître l'investissement direct étranger ont été relativement fructueux, surtout en ce qui concerne les ressources naturelles. En raison du niveau élevé des prix des minéraux et du pétrole et de l'augmentation de la rentabilité des investissements dans les secteurs des industries extractives et des ressources naturelles, c'est essentiellement aux nations riches en ressources qu'est imputable la récente croissance économique de la région. La gestion macroéconomique n'a cessé de s'améliorer dans plusieurs grands pays, et abstraction faite de certains points chauds, la région connaît une plus grande stabilité politique et un moins grand nombre de conflits. Les investissements infrarégionaux, émanant en premier lieu d'entreprises sud-africaines, ont augmenté de même que les investissements réalisés par des entreprises de pays en développement non africains.

Sous l'effet de l'expansion économique et de l'intérêt croissant porté par la région aux investissements privés et à une meilleure intégration des investissements de l'IFC et de son assistance technique, les activités de la Société en Afrique subsaharienne ont fortement augmenté. Ses engagements

dans la région se sont chiffrés au total à 700 millions de dollars pour l'exercice, soit presque 60 % de plus que pour l'exercice précédent, et ont essentiellement visé des projets relatifs aux marchés des capitaux et à l'infrastructure. La valeur totale du portefeuille de l'IFC dans la région a dépassé 2 milliards de dollars pour la première fois.

Vers la fin de 2005, l'IFC a lancé le Partenariat pour l'entreprise privée en Afrique (PEP-Afrique) pour en faire son principal instrument de promotion d'une croissance durable du secteur privé. Face aux obstacles opposés aux investissements dans la région, PEP-Afrique collabore avec la Banque mondiale et les gouvernements africains pour rationaliser les procédures de constitution d'entreprises et les régimes fiscaux, et pour améliorer les droits de propriété dans le secteur privé ainsi que l'accès des femmes aux capitaux.

ÉLARGISSEMENT DE L'ACCÈS À DES FINANCEMENTS

En Afrique, 80 % des entreprises sont de petite taille, et les sociétés privées y ont encore plus de difficultés à obtenir des financements que dans d'autres régions émergentes. Pour remédier à ces handicaps, l'IFC et l'Association internationale de développement, qui est l'institution de la Banque mondiale accordant des financements concessionnels, collaborent au

renforcement du contexte dans lequel opèrent les marchés des capitaux en accroissant la capacité des institutions financières à prêter de manière rentable à de petites entreprises et en formulant des moyens novateurs de fournir des capitaux-risque. Le programme IDA-IFC en faveur des PME donne lieu à des opérations pilotes dans dix pays africains : le Burkina Faso, le Ghana, le Kenya, Madagascar, le Mali, le Mozambique, le Nigéria, l'Ouganda, le Rwanda et la Tanzanie. Le programme comporte une assistance technique, des activités de renforcement des capacités, des dons sur la base des résultats et une aide dans le domaine de la réforme réglementaire. Les produits financiers disponibles comprennent les prêts sur la base des résultats, les microfinancements et les produits de garantie des portefeuilles en monnaie nationale. Ce programme complète les initiatives prises par l'IFC dans les domaines du financement du commerce et du logement, les Centres de solutions pour les PME établis dans le cadre d'opérations pilotes à Madagascar et au Kenya, et l'initiative en faveur des petites et moyennes entreprises au Mozambique.

La moitié environ des investissements de l'IFC en Afrique subsaharienne concernent des projets dans le secteur financier dont elle appuie également le développement par le biais de son assistance technique. Étant donné qu'il n'est pas possible d'établir des droits de

propriété dans certains pays africains et que les emprunteurs locaux ne peuvent pas obtenir de financement sans garantie, l'IFC a entrepris d'accroître ses investissements dans les projets de crédit-bail et de fournir son appui à des banques privées qui proposent d'autres moyens de

financement. Les engagements pris durant l'exercice comprennent des financements au titre de lignes de crédit et de mécanismes de microfinance axés sur les petites entreprises au Kenya, au Nigéria et en Ouganda.

Le Programme de financement du commerce mondial de l'IFC a pour objet d'accroître la part des échanges mondiaux revenant aux pays en développement et de promouvoir les échanges entre les marchés émergents et le reste du monde.

INVESTISSEMENTS DANS L'INFRASTRUCTURE

Durant l'exercice 06, l'IFC a engagé 185 millions de dollars au titre de projets dans les secteurs de l'électricité, des transports, de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement. Pour accroître le nombre de projets d'infrastructures viables en Afrique, elle a resserré sa collaboration avec d'autres institutions membres du Groupe de la Banque. Elle a fourni des services de conseil et d'assistance technique au titre du processus d'appel d'offres pour le réseau ferroviaire reliant le Kenya et l'Ouganda, et travaille actuellement avec le département des garanties partielles de risque de la Banque mondiale au financement de la nouvelle



RAJESH BEHAL

UN VITICULTEUR SUD-AFRICAIN DÉVELOPPE SON EXPLOITATION AU- DELÀ DES FRONTIÈRES NATIONALES

Durant l'exercice, l'IFC a consenti un prêt libellé en rand d'un montant équivalent à 7,24 millions de dollars à Karstern Farms, l'un des grands exportateurs sud-africains de raisin de table. L'entreprise utilise le prêt pour développer ses opérations en Afrique du Sud et s'implanter en Égypte pour y pratiquer la viticulture. Cette opération est un exemple des investissements directs étrangers de plus en plus nombreux effectués par des entreprises de marchés émergents, qualifiés d'investissements Sud-

Sud. Les entreprises africaines investissant dans d'autres pays de la région tirent profit de ces opérations en diversifiant leurs risques et en acquérant de l'expérience sur d'autres marchés. L'investissement de l'IFC dans Karsten appuie également la poursuite de l'expansion d'une société florissante, en lui permettant d'accroître ses capacités, de diversifier sa base de production et de se doter des moyens requis pour produire du raisin toute l'année.

En plus de ses financements, l'IFC aidera la société à mettre en œuvre des programmes communautaires de lutte contre le VIH/SIDA, d'alphabétisation des adultes, de formation professionnelle et de

soins de santé. Karsten est le partenaire technique d'un projet de démarginalisation économique de la population noire, appelé programme Thandi, dans le cadre duquel l'IFC et Capespan, premier exportateur de fruits d'Afrique du Sud, conjuguent leurs efforts pour aider les agriculteurs sud-africains noirs. Karsten collabore avec une exploitation agricole participant au programme pour transférer son savoir technique et commercial aux petits agriculteurs, améliorer la qualité du raisin cultivé pour l'exportation et former d'autres Africains pour les mettre au fait des normes internationales de contrôle de qualité et de manutention des fruits.

concession. L'appui de l'IFC recouvre un programme de PEP-Afrique qui maximise les liens économiques avec l'économie kényane. L'IFC et la Banque mondiale ont également collaboré à la fourniture d'un financement associé à des services-conseils portant sur des questions techniques et sur l'action à mener par les pouvoirs publics dans le cadre de projets d'infrastructure au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Ghana, en Ouganda, au Rwanda et au Sénégal.

Le plus gros engagement pris dans le domaine de l'infrastructure à ce jour en Afrique concerne un montage financier en faveur de AES Sonel, qui est la compagnie d'électricité intégrée

LA PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ AU SÉNÉGAL

L'IFC a contribué dans une mesure cruciale à la formulation et au financement d'un projet d'électricité indépendant d'une puissance installée de 67,5 MW au Sénégal, qui accroîtra la capacité dont dispose le secteur pour faire face aux besoins pressants d'électricité du pays. L'IDA a accordé une garantie partielle de risque pour aider une banque commerciale locale à effectuer un financement en monnaie nationale au titre du projet.

L'engagement de l'IFC, qui est de 17 millions d'euros et fait partie d'un ensemble de prêts financés par plusieurs banques de développement, servira à construire une centrale électrique au fuel lourd gérée par des intérêts privés aux environs de Dakar. Cette centrale, qui doit fournir la capacité d'une charge de base, est d'un meilleur coût-efficacité que les autres options de génération d'électricité. L'électricité produite par la centrale sera achetée par la Société nationale d'électricité du Sénégal (Senelec), dans le cadre d'un accord sur 15 ans ; un partenaire privé sera sélectionné à l'issue d'un processus d'appel d'offres.

PROMOTION DE L'EXPANSION DU FINANCEMENT DU COMMERCE

Le Programme de financement du commerce mondial mise en place par l'IFC a pour objet d'accroître mis la part des échanges mondiaux revenant au pays en développement et de promouvoir les échanges entre les marchés émergents et le reste du monde. Dans le cadre de ce programme, la Société offre aux banques confirmatrices des services de garantie partielle ou intégrale contre les risques associés aux opérations commerciales sous-jacentes et couvre le risque de paiement des banques émettrices participantes.

Au cours des neuf mois qui ont suivi le lancement du programme, l'IFC a émis plus de 380 garanties portant sur un montant de 317 millions de dollars. Le programme appuie des échanges qui peuvent porter aussi bien sur des produits de haute technicité que sur des denrées agricoles, par l'intermédiaire d'un réseau de banques émettrices et de banques confirmatrices dans plus de 40 pays. Les garanties sont accordées pour des montants inférieurs en moyenne à un million de dollars et, durant l'exercice 06, 80 % des transactions effectuées concernaient l'Afrique subsaharienne. Au nombre des opérations



L'IFC a émis une garantie partielle au titre du financement d'une opération d'exportation d'huile de palme d'une valeur de 1 million de dollars.

conclues sur le continent figurent :

- Une opération d'exportation de produits sidérurgiques d'Afrique du Sud au Kenya d'une valeur de 370 000 dollars : l'appui de l'IFC a permis de donner suite à une opération d'une valeur peu élevée mais qui a largement contribué à promouvoir les échanges entre deux marchés africains alors que la banque confirmatrice ne pouvait assumer le niveau de l'engagement envers la banque émettrice.
- Une garantie sur trois ans de 9,8 millions de dollars accordée par l'IFC au titre d'une opération de vente d'autocars par le Brésil au Nigéria a fourni des capitaux à

long terme, difficiles à obtenir sur le marché, au titre d'un investissement privé dans les transports urbains nigériens.

La couverture des risques bancaires par les garanties de l'IFC permet aux bénéficiaires d'accroître l'envergure de leurs opérations de financement du commerce extérieur à travers un vaste réseau de pays et de banques, et de fournir de meilleurs services à leurs clients. La Société espère élargir la portée des opérations de financement du commerce extérieur dans d'autres pays africains qui pourraient devenir d'importants pôles d'exportation comme l'Angola, le Cameroun, l'Éthiopie, le Rwanda, le Sénégal et le Soudan.

L'IFC a accordé un financement de 89 millions de dollars à AES Sonel, la compagnie d'électricité camerounaise, pour accroître la fiabilité de la fourniture d'électricité et pour lui permettre de raccorder de nouveaux usagers.

du Cameroun. Cet engagement, qui fait partie d'un montage de prêts émanant de plusieurs institutions de financement du développement, contribuera à améliorer la fiabilité de la fourniture en électricité et d'effectuer de nouveaux branchements au cours des cinq prochaines années. L'IFC a collaboré étroitement avec la Banque mondiale qui poursuit son dialogue sur l'infrastructure avec le gouvernement camerounais. L'IFC et l'IDA travaillent également avec le gouvernement ghanéen pour encourager l'investissement privé dans le secteur de l'électricité.

L'IFC a effectué son premier investissement au titre de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement en Afrique dans le cadre d'un montage financier de 65 millions d'euros en faveur de Veolia Water AML, société constituée pour réaliser des projets relatifs à l'eau en Afrique. L'entreprise fait partie du groupe Veolia Environnement qui assure la gestion déléguée de services d'eau et d'assainissement dans des pays industrialisés et en développement. L'investissement de l'IFC appuiera les



Centrale de l'AES Sonel au Cameroun.

améliorations apportées aux services d'eau et d'assainissement sur tout le continent.

Dans le secteur des transports, l'IFC a effectué son premier engagement au titre d'un projet de logistique en Afrique, en consentant un prêt d'un montant équivalent à 1,3 million de dollars à la société de transport de marchandises 3T-Cameroon. Ces fonds ont contribué au financement de l'expansion du parc

de camions de l'entreprise, à l'achat de matériel de surveillance des expéditions et de suivi, ainsi qu'à l'établissement de plans et à la construction d'entrepôts. Toujours au Cameroun, l'IFC a fourni des conseils au gouvernement, qui ont débouché sur la sélection de SN Bruxelles pour assumer la gestion de Cameroon Airlines, dont elle est devenue actionnaire.

INVESTISSEMENTS DANS LES RÉGIONS SORTANT D'UN CONFLIT : LE CAS DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

À la suite de la visite du Vice-président exécutif de l'IFC, Lars Thunell, en République démocratique du Congo, en février 2006, l'IFC et la Banque mondiale ont lancé une initiative pilote pour les pays sortant d'un conflit qui vise à maximiser les opportunités d'investissements privés et d'assistance technique à l'issue de la transition politique du pays. La première phase donne lieu à un effort intensif déployé par six équipes de l'IFC — en coordination avec la Banque mondiale, la MIGA et les autorités de la RDC — pour évaluer les opportunités et les obstacles que peuvent rencontrer les entreprises privées dans le secteur des télécommunications, de l'infrastructure, des industries extractives, des marchés des capitaux et de l'industrie manufacturière en

général. Des initiatives à court, moyen et longs termes ont été mises au point en vue de leur exécution après les élections nationales.

Différentes équipes IFC-Banque mondiale ont déterminé qu'il existait des opportunités pour l'investissement privé dans les secteurs de l'électricité, des télécommunications, de l'ingénierie et du bâtiment ainsi que sur les marchés des capitaux, et qu'il serait possible d'assurer des services de conseil et d'assistance technique dans un certain nombre de domaines, notamment l'infrastructure, le climat de l'investissement et l'esprit d'entreprise. L'IFC compte que les enseignements tirés de ses activités en RDC serviront de point de départ à la formulation d'un cadre global pour les opérations de reconstruction et la poursuite d'interventions du Groupe de la Banque dans les pays sortant d'un conflit.

L'IFC a collaboré avec la Banque mondiale à l'établissement de nouveaux

codes de l'investissement et des mines en RDC, et elle a engagé des financements au titre du premier projet régi par le nouveau code des mines dans ce pays. La Société a exercé son option de devenir actionnaire de Kingamyambo Musonoi Tailings SARL en prenant une participation au capital de 7,5 %, soit 5,5 millions de dollars, qui appuiera notamment la réalisation d'une étude de faisabilité du traitement des résidus des opérations d'extraction. Elle envisage également d'accorder à KMT des financements supplémentaires sous forme de prêts et de participations pour la construction d'une installation d'extraction de cuivre et de cobalt dont le coût s'établit à 400 millions de dollars et qui devrait commencer ses opérations en 2007. En investissant aux stades initiaux de l'exécution du projet, l'IFC peut contribuer aux évaluations de son impact environnemental et social et à l'établissement de plans pour s'assurer la participation des communautés.

ÉVALUATION PAR L'IEG DES ACTIVITÉS DE L'IFC EN AFRIQUE SUR LA PÉRIODE 1990-2005

L'IFC souhaitant étendre la portée de ses activités en Afrique subsaharienne, le Groupe d'évaluation indépendant a évalué durant l'exercice la manière dont l'IFC a géré les problèmes uniques qui se posent dans la région. Les risques associés au climat de l'investissement continuent d'opposer un obstacle majeur à l'investissement privé sur la plus grande partie du continent. Si l'on fait abstraction d'un petit nombre de pays, l'Afrique est la région du monde présentant le plus de risques pour les investissements. Les stratégies poursuivies par la Société en Afrique depuis 1994 font toutes de

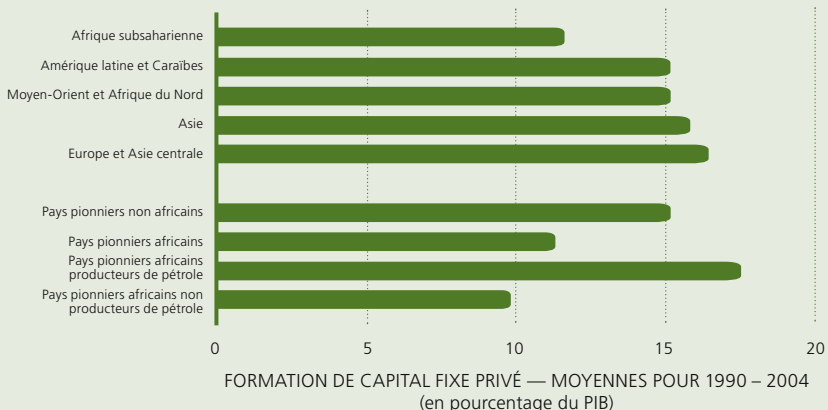
l'amélioration du climat des affaires une des hautes priorités de son action dans la région, en même temps que le développement de la petite entreprise qui est le support des économies africaines.

Toutefois, les possibilités d'investissement et les niveaux d'engagement de l'IFC dans de nombreuses parties de la région restent limités par les carences du climat des affaires et l'absence relative de projets d'investissement viables qui pourrait être poursuivies avec de solides entités parrainantes du secteur privé. Comme le montre la figure ci-dessous, les déficiences du climat des affaires ont fortement compromis les investissements dans la région, en particulier dans les pays pionniers non producteurs de pétrole.

Quelques pays africains ont toutefois réussi à améliorer le contexte de l'investissement au cours des dernières années et affichent une hausse du volume des investissements privés. Les opérations de l'IFC en Afrique subsaharienne ont en outre évolué au cours des dernières années. Depuis 1995, l'IFC a accru sa présence dans la région en ouvrant un bureau régional à Johannesburg, qui appuie six bureaux de taille plus réduite. Les programmes établis à l'appui des petites entreprises ont été réorganisés et le Partenariat pour l'entreprise privée en Afrique a été lancé. Le portefeuille africain de l'IFC n'a pas été rentable de 1990 à 2003 mais la situation s'est, depuis, sensiblement améliorée. Ce résultat est important parce que les entreprises obtenant de bons résultats financiers sont celles qui auront le plus probablement le plus d'impact sur le développement.

Selon les estimations de l'IEG, chaque dollar investi dans des projets ayant fortement contribué au développement a produit 1,50 dollar d'avantages économiques nets en valeur actuelle contre 0,10 dollar seulement pour les projets n'ayant eu qu'un faible impact au plan de développement. Globalement, 48% des projets et 64% du volume des investissements ont eu une contribution positive au développement. La stratégie d'accroissement de l'envergure des opérations proposée par l'IFC en Afrique sera plus efficace si elle peut associer des réalisations de meilleure qualité à l'augmentation des volumes.

INVESTISSEMENT PRIVÉ EN AFRIQUE ET DANS LE RESTE DU MONDE, 1990 – 2004



SOURCE : BASE DE DONNÉES STATISTIQUES DE LA BANQUE MONDIALE



RICHARD LORD



Asie de l'Est et Pacifique

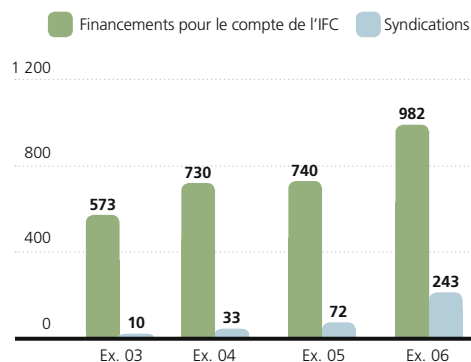
CAMBODGE CHINE ÉTATS FÉDÉRÉS DE MICRONÉSIE FIDJI ILES MARSHALL ILES SALOMON INDONÉSIE KIRIBATI
MALAISIE MONGOLIE MYANMAR PALAOS PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE PHILIPPINES RÉPUBLIQUE DE CORÉE
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO SAMOA THAÏLANDE TIMOR-LESTE TONGA VANUATU VIET NAM

STRATÉGIE DE L'IFC POUR L'ASIE DE L'EST ET LE PACIFIQUE

- Renforcer les institutions financières de la région, étendre les circuits des marchés financiers et élargir l'accès au financement des petites et moyennes entreprises
- Appuyer les entreprises chinoises s'efforçant d'adopter des normes internationales en matière de gouvernement d'entreprise et de pratiques environnementales et sociales
- Faciliter le développement d'institutions financières non bancaires et de marchés financiers et élargir l'accès aux capitaux sur les marchés mal servis
- Élaborer des projets d'infrastructures modèles pour faire face aux importants besoins d'infrastructures en Indonésie
- Développer les marchés des capitaux et investir dans l'infrastructure des pays à faible revenu et présentant des risques élevés, en donnant la priorité aux besoins des petites et moyennes entreprises

ENGAGEMENTS

(USD millions)



L'ACTIVITÉ DE L'IFC EN QUELQUES CHIFFRES

	Ex. 06	Ex. 05
Nombre total de projets d'investissement	41	40
Dépenses totales au titre de projets d'assistance technique et de services-consulting (USD millions)	26	24

PERSONNEL ET CONSULTANTS DE L'IFC

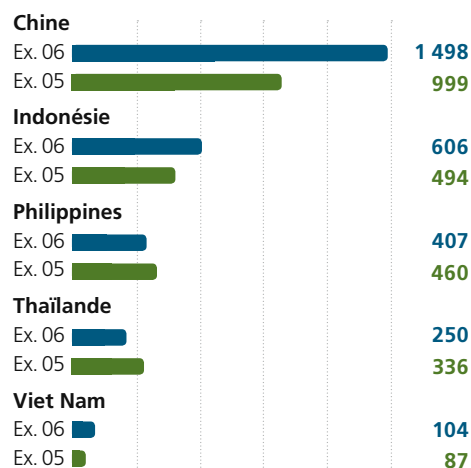
	Siège	Bureaux pays
Au 30 juin 2006	6	344

FINANCEMENT ET PORTEFEUILLE DE PROJETS

(USD millions)	Ex. 06*	Ex. 05
Financements engagés pour le compte de l'IFC	982	445
Prêts**	624	357
Participations**	310	36
Garanties et gestion des risques	48	52
Syndications de prêts signées	243	0
TOTAL ENGAGEMENTS SIGNÉS	1 225	445
Portefeuille d'engagements pour le compte de l'IFC	3 253	1 698
Portefeuille d'engagements détenus pour des tiers (participations à des prêts et à des garanties)	689	821
TOTAL PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS	3 942	3 741

PAYS BÉNÉFICIAIRES DES PLUS GROS ENGAGEMENTS DE L'IFC

Portefeuille d'engagements de l'IFC pour son propre compte au 30 juin 2006.
(USD millions)



* Y compris les parts des investissements de Soco Facility et d'Avenue Asia Investments, officiellement considérés comme des projets mondiaux, qui concernent la région.

** Les prêts comprennent les instruments de quasi-participation de type prêt. Les participations comprennent les instruments de quasi-participation de type participation.



HOANG TUAN DUNG

L'IFC aide l'Association vietnamienne Bat Trang Ceramics à accroître son chiffre d'affaires et ses exportations.

LA RECHERCHE D'UN ÉQUILIBRE ENTRE UN DÉVELOPPEMENT DURABLE DU SECTEUR PRIVÉ ET UNE CROISSANCE RAPIDE

De toutes les régions du monde, c'est l'Asie de l'Est et Pacifique qui affiche la croissance la plus rapide avec un taux d'augmentation du PIB de l'ordre de 6,8 % pour l'année civile 2005, soit un taux légèrement inférieur à celui de 7,5 % enregistré pour 2004. La croissance économique s'est accélérée au Cambodge, en Indonésie et au Viet Nam et se poursuit à un rythme très soutenu en Chine, tandis qu'elle s'est ralentie en Malaisie, aux Philippines et en Thaïlande ainsi que dans les économies de plus petite taille de la région du Pacifique. Si le renchérissement du pétrole a freiné la croissance, il n'a pas ébranlé la confiance des consommateurs et des entreprises de la région de sorte que la consommation et les investissements privés ont progressé plus rapidement. Les échanges entre les pays de la région continuent de prendre de l'ampleur grâce, notamment, aux entreprises chinoises qui sont devenues de gros investisseurs aussi bien à l'intérieur de la région qu'en dehors de celle-ci.

La rapidité de la croissance est source de tensions au niveau de l'infrastructure, de l'environnement, du tissu social et des systèmes financiers. La viabilité de la croissance économique de la région dépendra de l'expansion du système financier, de l'élargissement des bases de la croissance

grâce au développement de la petite entreprise, de la satisfaction des besoins en matière d'infrastructure et de la gestion des conséquences sociales et environnementales d'une croissance rapide. La stratégie de l'IFC pour la région Asie de l'Est et Pacifique consiste à trouver des solutions à ces problèmes en ayant recours à des montages novateurs d'opérations de financement, d'assistance technique et de partenariats public-privé.

Les engagements de l'IFC dans la région ont atteint 982 millions de dollars pour l'exercice 06 contre 740 millions de dollars pour l'exercice 05, et se sont caractérisés par une augmentation des financements au titre de projets dans les agroindustries, les technologies de l'information et les industries manufacturières. La Société a ouvert deux nouveaux centres d'assistance technique durant l'exercice, l'un dans une région rurale sous-développée des Philippines et l'autre dans une partie de l'Indonésie qui avait été ravagée par le tsunami de 2004.

DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR FINANCIER

Durant l'exercice, l'IFC a continué d'étendre et de diversifier les circuits financiers dans

la région en mettant en place des financements à long terme en monnaie nationale, notamment sous forme d'obligations en monnaie nationale, et en investissant dans des institutions financières non bancaires. L'IFC a également été la première entité multilatérale à émettre des obligations panda sur le marché intérieur non gouvernemental chinois, opération qui a marqué l'ouverture du marché obligataire en renmibi aux institutions financières internationales.

Les engagements de l'IFC dans le secteur financier de la région ont revêtu la forme d'un prêt en monnaie nationale de 1 300 milliards de rupiahs, soit l'équivalent d'environ 150 millions de dollars, à la banque indonésienne PT Bank Danamon. Ce prêt, qui constitue l'opération en monnaie nationale la plus importante jamais effectuée par l'IFC dans le monde et la transaction la plus importante à ce jour réalisée par celle-ci en Indonésie, permettra d'appuyer l'expansion de l'unité de microcrédit de la banque.

APPUI AUX PETITES ENTREPRISES ET AUX SOCIÉTÉS RÉGIONALES

Conformément à sa mission de développement, l'IFC appuie la transformation des entreprises intérieures en intervenant d'envergure régionale et mondiale. Elle a

consenti un prêt de 45 millions de dollars pour financer l'augmentation de la capacité de production de la société indonésienne Centralpertiwi Bahari, filiale du principal groupe agroindustriel d'Asie, Charoeon Pokhpand Group. Ce prêt aidera la Société à répondre à l'accroissement de la demande de ses produits d'exportation, tout en permettant de créer 5 000 emplois dans les zones rurales où l'activité économique est limitée. L'IFC a également engagé un montant de 8 millions de dollars en faveur de Paul Maitland International, qui exporte des meubles en bois du Viet Nam. Cet investissement non seulement fournira des capitaux à long terme à l'entreprise mais aussi aidera cette dernière à maintenir sa compétitivité sur les marchés mondiaux des produits ligneux certifiés.

L'assistance technique de l'IFC aux petites et moyennes entreprises revêt une importance cruciale dans les régions pionnières des économies émergentes. L'Asie de l'Est compte maintenant six partenariats pour l'assistance technique à l'entreprise privée, parmi lesquels figurent de nouvelles initiatives aux Philippines et dans la province indonésienne d'Aceh. Les six mécanismes ciblent principalement les questions relatives au climat de l'investissement, l'accès au financement et le gouvernement d'entreprise.

PROMOTION DE L'ACCÈS AU CRÉDIT EN INDONÉSIE

Les banques indonésiennes consentent généralement des prêts à court terme pour financer les fonds de roulement de grandes entreprises au lieu de financer les entreprises de plus petite taille qui se développent rapidement et apportent une contribution fondamentale à la croissance économique. Dans le but de s'attaquer aux obstacles que rencontrent les petites entreprises lorsqu'elles cherchent à obtenir des financements, le Programme d'appui aux PME en Indonésie de l'Est établi par l'IFC et son partenaire au projet, Swisscontact, a ouvert de nouveaux centres d'affaires, appelés Centres de promotion de l'accès des entreprises au crédit, pour aider les entreprises de faible taille à obtenir des prêts auprès des banques locales, et pour fournir des programmes de formation aux prestataires de services commerciaux. Plus de 150 petites et moyennes entreprises indonésiennes travaillant avec les centres d'affaires ont déjà obtenu de nouveaux prêts des banques locales pour un montant représentant l'équivalent de plus de 10,5 millions de dollars.

Le nouveau Partenariat pour l'entreprise privée mis en place pour Aceh et Nias contribue à relancer les petites entreprises opérant dans les secteurs de l'agroindustrie et de la pêche et à élargir l'accès au financement des entreprises ravagées par le tsunami de 2004. Le Service de promotion et de développement du secteur privé dans la vallée du Mékong (MPDF) a collaboré durant l'exercice avec Gap Inc. qui est le plus gros acheteur de vêtements fabriqués au Cambodge, en vue d'assurer une

formation à plus de 650 contrôleurs travaillant dans des fabriques de vêtements.

Dans le secteur du tourisme, le MPDF a fourni une assistance technique aux fins de l'établissement de portails sur le web ainsi que des bureaux de location locaux pour permettre à plus de 400 petits hôtels et chambres d'hôtes dans la région du Mékong de faire leur publicité et d'accepter des réservations en ligne. Ce projet a débouché sur la création d'une société distincte, Worldhotel-Link. Les sites web antérieurement



Le programme d'appui aux PME en Indonésie de l'Est travaille avec les fabricants de meubles locaux pour améliorer la qualité et la compétitivité de leur production.

constitués pour Fidji, Samoa et Vanuatu par Worldhotel-link continueront d'être administrés par la nouvelle société.

UNE CROISSANCE DURABLE À LONG TERME

Les entreprises comprennent l'intérêt que présente la poursuite de pratiques commerciales durables pour la réduction de leurs risques à long terme, en particulier dans les économies insulaires d'Asie de l'Est

alimentaires ainsi que les pratiques agricoles des dizaines de milliers de fermes qui font partie de la chaîne d'approvisionnement de la compagnie. Les sociétés multinationales qui achètent le jus de North Andre font cas de la santé et de la sécurité des employés et se préoccupent de l'emploi de produits agrochimiques.

Les partenariats pour l'entreprise privée forgés par l'IFC assurent une assistance technique axée sur les meilleures pratiques

Une filiale de Charoeeon Pokhpand Group, principal groupe agroindustriel d'Asie, prévoit de créer 5 000 emplois dans des zones rurales indonésiennes grâce à un prêt de 45 millions de dollars qui lui permettra d'accroître sa capacité de production.

et du Pacifique où les pressions exercées par le développement sur les ressources naturelles sont considérables. Les travaux de l'IFC en ce domaine vont de la réduction des émissions des centrales électriques en Chine à l'assurance que des opportunités de logement et de travail raisonnables sont offertes aux habitants des communautés touchées par les projets de développement.

L'IFC a fourni durant l'exercice une assistance technique à North Andre, grand producteur de jus de pomme chinois, en vue d'améliorer la traçabilité des produits

pour assurer la viabilité des activités. En Indonésie, des emplois stables et des moyens de subsistance durables sont créés dans le cadre de projets dans les domaines de la culture des algues et de la foresterie, et la Société aide les petites entreprises des communes avoisinantes à s'intégrer dans la chaîne d'approvisionnement d'un grand projet de gaz naturel. PENSA-SFI a aidé une plantation d'acacia indonésienne à devenir membre du Réseau mondial pour les forêts et le commerce du Fonds mondial pour la nature : cette certification marque une



L'IFC fournit un appui à United Family Hospitals, prestataire privé novateur de soins de santé en Chine.

étape très importante pour les plantations de forêt dans un pays où les superficies couvertes par des forêts naturelles continuent de diminuer par suite d'abattages illégaux. L'IFC collabore également avec l'Organisation internationale du travail en Asie du Sud-Est en vue de promouvoir des initiatives concernant des services de tourisme spécialisé et d'institutionnaliser les projets visant à assurer le respect des normes dans les usines. Au Viet Nam, l'IFC a mené à terme une analyse des obstacles auxquels se heurtent les femmes propriétaires ou chefs d'entreprises puis a lancé un programme de financement durable pour élargir l'accès de ces dernières à des financements.

UN PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ MODÈLE AU SAMOA

Les liaisons internationales de transport sont essentielles au développement économique du Samoa. Les services-conseil de l'IFC ont proposé un moyen unique de satisfaire aux besoins de transport aérien du pays en associant le secteur privé à cette activité.

Le gouvernement samoan n'ayant pas les moyens de financer les subventions nécessaires pour maintenir en activité la compagnie publique Polynesian Airlines, l'IFC a contribué à la formulation d'une procédure concurrentielle de sélection d'un nouveau partenaire du secteur privé. La compagnie australienne Virgin Blue a été sélectionnée sur la base de sa proposition qui permettra au gouvernement samoan de développer le tourisme, de garantir un accès aérien à Samoa et de réduire sa contribution financière à la compagnie aérienne. Virgin Blue a réussi sur ses autres marchés à accroître le nombre d'entrées de touristes de plus d'un tiers au cours de ses trois premières années d'activité. Le partenariat public-privé samoan, qui sera géré sur une base commerciale à des fins lucratives, est la première opération faisant participer un transporteur à faible coût à la privatisation d'une compagnie aérienne.

INFRASTRUCTURE ET SOINS DE SANTÉ

La réalisation d'investissements dans l'infrastructure, haute priorité de l'IFC dans la région, est essentielle au maintien des systèmes en place et à la poursuite d'une croissance suffisamment rapide pour réduire la pauvreté. L'IFC a diversifié ses activités concernant l'infrastructure en Asie de l'Est en entreprenant en Chine des opérations dans de nouveaux domaines, à savoir le dessalement de l'eau et l'hydroélectricité. La Société a accordé un financement à Dagang NewSpring aux fins de la construction d'une installation de dessalement à Tianjin, qui permettra d'atténuer les pénuries d'eau et de réduire la pollution des eaux souterraines et de surface.

L'IFC a prêté 22 millions de dollars à Zhongda Yanjin Power Generation au titre de trois centrales électriques au fil de l'eau. Ce projet, qui est le premier investissement de la Société dans la province de Yunnan, l'une des provinces occidentales chinoises les moins développées, permettra de remédier aux pénuries d'électricité et de

L'IFC a accordé un financement à Dagang NewSpring aux fins de la construction d'une installation de dessalement de l'eau de mer à Tianjin (Chine) qui permettra d'atténuer les pénuries d'eau.

réduire les émissions de gaz à effet de serre de 8 millions de tonnes en 30 ans, selon les estimations. Ce projet devrait attirer un plus grand nombre d'investisseurs dans la province de Yunnan et dans les provinces avoisinantes, où les investissements sont beaucoup moins importants que dans les régions côtières urbanisées. L'IFC fournit également des services de conseil au gouvernement philippin en vue de la privatisation de certaines parties de Small Power Utilities Group qui alimente en électricité les zones rurales non raccordées au réseau.

Les investissements de l'IFC dans le secteur chinois des technologies, qui est en pleine expansion, ont concerné cinq projets et se sont chiffrés au total à 50 millions de dollars pour l'exercice. Ces investissements ont revêtu la forme, notamment, d'une prise de participation de 15 millions de dollars au capital de ChinaSoft, fournisseur de logiciels, qui a bénéficié d'un investissement de contrepartie de Microsoft

corporation USA ; d'une participation de 20 millions de dollars au capital du fonds technologique SBCVC ; et d'un investissement de 10 millions de dollars dans NeoPhotonics, qui conçoit et produit des composants pour les réseaux de fibres optiques.

L'IFC a consenti un prêt de 8 millions de dollars pour financer l'expansion de United Family Hospitals en Chine. Le pays commence tout juste à ouvrir son secteur de la santé aux praticiens privés et à des investisseurs étrangers, et le projet élargira l'accès à des soins de santé de haute qualité. L'IFC a également effectué un montage financier de 4,6 millions de dollars pour Shanghai Aerospace Computer System Engineering Co., Ltd qui assure des services d'éducation et de formation médicales de haute qualité et d'un coût abordable par satellite dans toute la Chine, et permet aux praticiens de la santé de satisfaire aux critères de perfectionnement des connaissances dans les régions reculées.

APPUI À LA FORMULATION D'UNE POLITIQUE COMMERCIALE AU VIET NAM

En décembre 2005, l'Assemblée nationale vietnamienne a adopté deux textes de loi fondamentaux se rapportant au commerce — la Loi sur l'investissement et la Loi sur l'entreprise — dans le but d'améliorer le climat de l'investissement pour les entreprises intérieures et étrangères. Le Service de promotion et de développement du secteur privé dans la vallée du Mékong (MPDF) a fourni des services d'assistance technique de vaste portée aux comités de rédaction gouvernementaux et à l'Assemblée nationale durant le processus législatif, dont le gouvernement a fait l'éloge.

L'assistance du MPDF a commencé par la présentation de travaux de recherche et d'exposés aux deux comités de rédaction ; les thèmes abordés couvraient les meilleures pratiques internationales en matière d'incitations à l'investissement, de protection des investisseurs, de gouvernement d'entreprise et des différentes méthodes pouvant être utilisées pour procéder à la constitution juridique de groupes de sociétés. Grâce à la campagne de sensibilisation et de communication menée par le MPDF, ces questions ont fait l'objet de vastes débats dans les médias et entre les parties prenantes, qui ont généré d'importantes informations en retour sur les projets de loi.



Un projet d'assistance technique pour un tourisme durable contribue à l'ouverture de marchés d'exportation pour les produits d'artisanat.



LARRY JIANG

Un investissement dans la société indonésienne Centralpertiwi Bahari aide cette entreprise d'élevage de crevettes à développer sa production pour de nouveaux marchés d'exportation.

UN MÉCANISME DE PRÊT EN MONNAIE NATIONALE PROFITE À DE PETITES ENTREPRISES INDONÉSIENNES

L'IFC a consenti le prêt en monnaie nationale le plus élevé qu'elle ait jamais effectué (il représente l'équivalent de 150 millions de dollars) à PT Bank Danamon durant l'exercice. Cette banque est la principale source de financement des petites et moyennes entreprises et de crédits à la consommation sur le marché indonésien. Les capitaux fournis par l'IFC, que la Banque n'a pas pu se procurer sur le marché privé, aideront celle-ci à sensiblement accroître ses activités de microfinance et de prêt à la petite entreprise. Le montage du prêt en monnaie nationale prouve également que l'IFC peut fournir les financements novateurs de grande envergure dont a besoin l'Asie de l'Est.

L'appui de l'IFC à Bank Danamon s'inscrit dans le cadre de l'engagement de vaste portée prise par la Société en vue de développer ses activités en Indonésie et maintenir son appui aux petites et moyennes entreprises. L'investissement de l'IFC devrait encourager d'autres institutions à accorder de nouveaux financements, où à accroître le volume de leurs financements antérieurs, aux entrepreneurs et aux petites et moyennes entreprises.

Grâce aux financements en monnaie nationale, les emprunteurs peuvent contracter des engagements en la même monnaie que celle de leurs actifs et, partant, éviter le risque de change associé à des emprunts en devises.



Asie du Sud

BANGLADESH BHOUTAN INDE MALDIVES NÉPAL SRI LANKA

LA STRATÉGIE DE L'IFC POUR L'ASIE DU SUD

- Appuyer l'intégration de la région dans l'économie mondiale en soutenant les flux de capitaux d'investissement entre la région et le reste du monde, en partageant des informations sur les meilleures pratiques mondiales et en consentant des financements sous forme de participations et de prêts à des entreprises de taille moyenne pouvant soutenir la concurrence sur les marchés mondiaux
- Accroître l'investissement privé dans l'infrastructure par le biais de financements sur projet, appuyer les institutions financières intérieures ainsi que les sociétés de développement des infrastructures, les opérations de financement au niveau municipal et les services de conseil concernant des projets particuliers
- Promouvoir l'utilisation rationnelle de l'énergie, des modes de production propres et l'emploi de sources d'énergies renouvelables dans les industries et l'infrastructure
- Promouvoir le développement des petites et moyennes entreprises, en particulier sur les marchés pionniers, en partenariat avec des entreprises dans laquelle l'IFC a investi, des institutions financières nationales, les administrations publiques nationales et des associations commerciales
- Renforcer encore les capacités des institutions financières, en particulier dans les pays pionniers, de manière à étendre la portée des services financiers aux segments de l'économie non servis, et notamment aux petites et moyennes entreprises

L'ACTIVITÉ DE L'IFC EN QUELQUES CHIFFRES

	Ex. 06	Ex. 05
Nombre total de projets d'investissement	25	20
Dépenses totales au titre de projets d'assistance technique et de services-conseil (USD millions)	12	6

PERSONNEL ET CONSULTANTS DE L'IFC

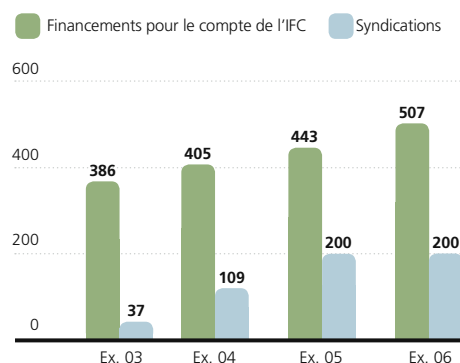
	Siège	Bureaux pays
Au 30 juin 2006	4	139

FINANCEMENT ET PORTEFEUILLE DE PROJETS

(USD millions)	Ex. 06*	Ex. 05**
Financements engagés pour le compte de l'IFC	507	443
Prêts***	367	384
Participations***	130	57
Garanties et gestion des risques	10	2
Syndications de prêts signées	200	200
TOTAL ENGAGEMENTS SIGNÉS	707	643
Portefeuille d'engagements pour le compte de l'IFC	1 800	1 634
Portefeuille d'engagements détenus pour des tiers (participations à des prêts et à des garanties)	584	416
TOTAL PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS	2 384	2 050

ENGAGEMENTS

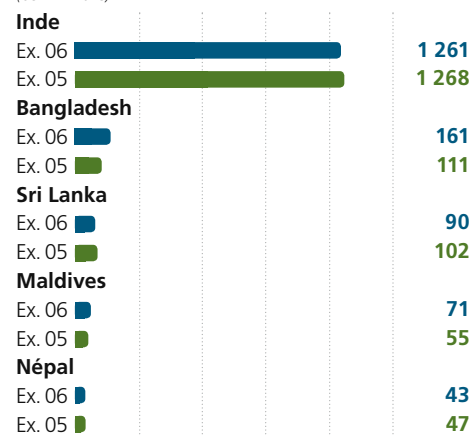
(USD millions)



PAYS BÉNÉFICIAIRES DES PLUS GROS ENGAGEMENTS DE L'IFC

Portefeuille d'engagements de l'IFC pour son propre compte au 30 juin 2006.

(USD millions)



* Y compris la part des investissements d'Avenue Asia Investments, officiellement considérée comme un projet mondial, qui concernent la région.

** Les prêts comprennent les instruments de quasi-participation de type prêt. Les participations comprennent les instruments de quasi-participation de type participation.



LE DÉVELOPPEMENT DE L'ESPRIT D'ENTREPRISE ET L'ACCROISSEMENT DE L'INVESTISSEMENT PRIVÉ DANS L'INFRASTRUCTURE

L'Asie du Sud, qui est l'une des régions du monde affichant les taux de croissance les plus élevés, a connu une autre année record en 2005 avec un taux de croissance économique moyen de 7,6 %. La croissance a été soutenue au Bangladesh, au Bhoutan, en Inde et au Sri Lanka, mais relativement lente aux Maldives et au Népal.

Dans ce contexte, durant l'exercice 06, l'IFC a engagé 507 millions de dollars pour son propre compte et mobilisé 200 millions de dollars dans le cadre de syndications. Les investissements de la Société en Asie du Sud ont essentiellement eu pour objet d'appuyer l'expansion des capacités des sociétés clientes et la conception de nombreux produits et services. Le développement de l'infrastructure, qui revêt une importance cruciale pour la croissance économique et la qualité de vie, est également un élément essentiel de la stratégie d'investissement de l'IFC dans la région.

L'assistance technique au développement des petites entreprises est la principale contribution de l'IFC à l'expansion du secteur privé dans des domaines où les possibilités d'investissement restent limitées. Au Bangladesh, au Bhoutan et au Sri Lanka, elle cible le développement des marchés des capitaux et, de manière plus générale, appuie l'amélioration du climat des investissements.

L'IFC continue d'appuyer le développement des petites et moyennes entreprises au Bangladesh, au Bhoutan, dans la région du Nord-est de l'Inde, aux Maldives, au Népal et au Sri Lanka par l'intermédiaire du Service de promotion de l'entreprise en Asie du Sud (SEDF). Le programme du SEDF ouvre la voie à de futures opportunités d'investissement en collaborant avec les banques locales en vue d'élargir l'accès à leurs financements et avec les pouvoirs publics pour améliorer le cadre des affaires. Le Service travaille en étroite collaboration avec la Banque mondiale et s'appuie sur ses analyses, notamment les évaluations du climat de l'investissement. L'IFC a ouvert de nouveaux bureaux durant l'exercice à Guwahati, dans la région Nord-est de l'Inde, et au Sri Lanka, de manière à pouvoir répondre plus efficacement aux besoins de régions à faible revenu et présentant des risques élevés.

Si les taux de croissance économique affichés par l'Inde sont impressionnants, l'amélioration des conditions de vie des pauvres l'est moins. L'IFC continue de cibler son action sur l'amélioration du climat de l'investissement dans le pays en encourageant une plus grande participation du secteur privé au développement de l'infrastructure et en

appuyant les efforts des pouvoirs publics pour accroître l'investissement et la productivité dans les zones rurales.

INVESTISSEMENTS DANS L'INFRASTRUCTURE

Il faudra apporter d'importantes améliorations à l'infrastructure pour pouvoir soutenir la croissance en Asie du Sud. De graves goulets d'étranglement, notamment dans les domaines de l'électricité, de l'eau et des services de transport, continuent de compromettre la compétitivité économique. Pour remédier à ces problèmes, l'IFC a effectué trois investissements dans des partenariats public-privé durant l'exercice 06, pour un montant total de 44 millions de dollars.

La Société a signé un accord avec une association des États-Unis, National Rural Electric Cooperative Association, et avec l'institution financière publique indienne couvrant le secteur de l'électricité, Power Finance Corporation, en vue de forger un partenariat public-privé aux fins de la distribution d'électricité dans les zones rurales et de la fourniture de services de conseil dans le cadre de programmes pilote d'électrification. Cette alliance marque un important progrès en direction de

l'objectif d'électrification de tout le pays que s'est fixée l'Inde à l'horizon 2012. Les services d'utilité collective que le programme met en place appartiendront à des organisations communautaires, seront gérés par des entités privées et recevront des microcrédits et l'appui institutionnel d'organisations non-gouvernementales. Le premier projet se déroulera dans la région du Bengale oriental où seulement 1 % de la population est actuellement alimentée en électricité par le service public.

L'IFC a prêté 15 millions de dollars à India Hydropower Development Company qui a entrepris d'installer six centrales hydroélectriques de petite taille ou de taille moyenne dans les États de Himachal Pradesh, Maharashtra, et Madhya Pradesh. Elle a monté une opération de syndication de 100 millions de dollars en faveur d'Infrastructure Development Finance Company Limited, son deuxième investissement dans cette société à laquelle elle a aussi fourni une assistance technique afin d'accroître les capacités dont elle dispose pour donner aux administrations des États et des municipalités des conseils sur la conception de projets d'infrastructure public-privé.



Au Bhoutan, L'IFC forme de petits entrepreneurs.

L'IFC a également participé à sa première opération dans le secteur de l'eau en Inde en accordant un financement de 25 millions de dollars à Chennai Water Desalination Limited aux fins de la poursuite du premier projet de fourniture d'eau dessalée par le secteur privé indien. Cet investissement est également l'un des premiers effectués par l'IFC dans le domaine du dessalement qui se développe dans le monde entier.

Au Sri Lanka, l'IFC a aidé Eco Power Private Limited, promoteur et exploitant de

petites centrales hydroélectriques, à céder des crédits d'émission de carbone. Dans le cadre du mécanisme établi par l'IFC et les Pays-Bas pour l'achat de crédits d'émission (IFC-Netherlands Carbon Facility), un accord a été signé en août 2005 en vue de l'achat à hauteur de 4,5 millions de dollars de crédits d'émission auprès de projets d'énergies renouvelables d'Eco Power. La vente de ces crédits permettra aux Pays-Bas de respecter les engagements qu'ils ont pris dans le cadre du Mécanisme de développement propre du Protocole de Kyoto.

DES ÉCHANGES PORTANT SUR LES STRATÉGIES CONCERNANT LES SOCIÉTÉS MULTINATIONALES DE MARCHÉS ÉMERGENTS

Les flux d'investissements entre marchés émergents ont triplé entre 1995 et 2003 pour atteindre 46 milliards de dollars, soit approximativement 35 % du montant total des investissements étrangers directs dans les pays en développement. Les engagements de l'IFC à l'appui de ces investissements Sud-Sud ont aussi rapidement augmenté pour s'établir à 173 millions de dollars durant l'exercice et couvrent des projets d'investissement dans chaque région.

Pour aider les sociétés des marchés émergents à tirer mutuellement profit de l'expérience qu'elles ont accumulée dans le cadre de leurs investissements transfrontières, l'IFC a organisé avec le *Financial Times* une conférence à Mumbai en novembre 2005. Les exposés présentés par des représentants des autorités nationales et des chefs de file des milieux d'affaires régionaux et mondiaux venus d'Afrique, d'Asie, d'Europe, du Moyen-Orient et d'Amérique latine ont permis à 250 participants de 35 pays de mieux comprendre l'évolution des investissements et les stratégies propices à des investissements transfrontières.

Le nombre d'emplois disponibles dans les zones rurales pour les cultivateurs de canne à sucre augmentera par suite de l'accroissement des capacités de production de sucre que l'IFC a contribué à financer.

UNE PLUS GRANDE CONNECTIVITÉ POUR UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE PLUS RAPIDE

Un prêt de 20 millions de dollars à Wataniya Telecom Maldives Private Limited, qui est une filiale de la société Wataniya Telecom basée au Koweït, encouragera la concurrence dans le secteur des télécommunications aux Maldives, et permettra d'établir des services de téléphonie mobile dans des zones non desservies, dont plus d'une centaine d'îles. La compagnie a entrepris de constituer un réseau de télécommunications mobiles couvrant l'ensemble du pays et prévoit d'installer un câble sous-marin en fibre optique qui permettra d'améliorer les liaisons avec le reste du monde.

Le projet de Wataniya Telecom permettra à toutes les îles habitées ainsi qu'aux principales pêcheries des Maldives de bénéficier de services de télécommunications mobiles. En étroite collaboration avec Horizon Fisheries, qui est une société privée locale, Wataniya aide les capitaines des bateaux de pêche à se servir des moyens de communication pour adapter leur offre à la demande des usines de traitement locales.

LE FINANCEMENT DE LA CROISSANCE DANS LES SECTEURS ÉMERGENTS

L'IFC a continué de fournir à l'Inde des financements à long terme sous forme de prêts et de participations et, durant l'exercice, elle a effectué des investissements essentiels dans les industries manufacturières, l'agroindustrie, les technologies de l'information et les services financiers.

La Société a monté une opération regroupant un prêt et une prise de participation pour un montant total de 26,5 millions de dollars en faveur de JK Paper, qui est l'un des principaux producteurs de pâte à papier et de papier du pays, afin de lui permettre d'accroître ses capacités pour satisfaire la demande intérieure et d'améliorer ses systèmes de protection de l'environnement. La Société a engagé, à l'appui du développement de l'infrastructure, un prêt et une participation d'une valeur de 20 millions de dollars en faveur de PSL Limited, qui est le plus gros producteur indien de tuyaux d'acier de large diamètre. Elle a accordé des financements à LGB et à International Auto Limited pour les aider à satisfaire la demande croissante de pièces détachées automobiles.

Dans le secteur de l'agroindustrie, Ruchi Soya, producteur indien d'huiles comestibles, a entrepris de se doter de nouvelles installations, d'assurer une formation à des employés et d'accroître ses effectifs grâce à un investissement de l'IFC. Cette dernière a également fourni un appui à une compagnie indienne diversifiée poursuivant des activités agroindustrielles et chimiques, DSCL. L'IFC,

qui avait déjà investi 30 millions de dollars dans les activités chimiques de DSCL durant l'exercice 05, a engagé 15 millions de dollars pour l'exercice 06 afin d'accroître les capacités de production sucrière de la société. Ce financement permettra à la compagnie d'abaisser ses coûts de production unitaires et d'accroître les opportunités offertes aux agriculteurs cultivant la canne à sucre dans les zones rurales.

Le secteur de la technologie, qui contribue pour 25 % aux exportations, continue d'être l'un des principaux moteurs

de la croissance économique. L'IFC a fait face aux besoins de financement à un stade précoce du secteur indien des technologies de l'information en prenant une participation de 20 millions de dollars dans le nouveau fonds technologique iLabs. Elle a également pris des participations au capital d'Indecomm, de Nevis et KPIT Cummins Infosystems.

Pour appuyer l'exploitation des réserves de gaz et de pétrole en Asie du Sud, l'IFC a consenti un deuxième prêt — de 150 millions de dollars — à Cairn



Le premier investissement de l'IFC au Bhoutan a contribué au financement de la construction d'une station de tourisme.

COLIN J. WARREN

Energy. Grâce à ce nouvel investissement de l'IFC, Cairn peut exploiter des champs pétrolifères en Inde et au Bangladesh et financer des travaux dans une zone sous-exploitée du Rajasthan. Le projet ouvre d'importantes possibilités aux

de leurs services à des segments du marché insuffisamment desservis, comme les petites entreprises. Elle a investi 31,5 millions de dollars dans Federal Bank, établissement bancaire privé de taille moyenne opérant dans le sud de l'Inde, pour l'aider à

bangladais à obtenir un plus large accès au crédit par l'intermédiaire d'un réseau mondial de banques confirmatrices.

En Inde, l'IFC a aidé plus de 2 000 entrepreneurs et artisans locaux à trouver un nouvel emploi ou à accroître leurs ventes durant l'exercice 06.

communautés proches des champs du Rajasthan, et l'IFC a forgé un partenariat avec Cairn pour appuyer une large participation des communautés et la poursuite de programmes de développement économique.

Dans le secteur financier, l'IFC investit dans des institutions financières privées auxquelles elle fournit également une assistance technique afin d'étendre la portée

s'implanter dans tout le pays et contribuer à satisfaire ses besoins croissants en capitaux. L'IFC a également pris une participation de 2 millions de dollars dans Lok Investments, fonds créé pour investir dans des institutions de microfinance indiennes (voir l'encadré). Deux banques bangladaises, Dhaka Bank et Eastern Bank, se sont associées au Programme de financement du commerce mondial de l'IFC pour aider les importateurs

APPUI AUX ENTREPRENEURS ET AMÉLIORATION DE LA COMPÉTITIVITÉ

Le Service de promotion de l'entreprise en Asie du Sud (SEDF) a collaboré avec Bangladesh Knitware Manufacturers and Exporters Association durant l'exercice pour aider les fabricants du pays à accroître leurs parts de marché et à améliorer leur connaissance des circuits commerciaux et des normes applicables. Les modifications apportées aux accords commerciaux sur les textiles, en particulier l'accord multifibres, ont accru la concurrence dans l'industrie du vêtement qui produit plus de 75 % des recettes d'exportation et emploie plus de 2 millions de personnes au Bangladesh. Le SEDF a organisé une mission commerciale

DES SOLUTIONS NOVATRICES DANS LE DOMAINE DE LA MICROFINANCE

Lok Investments utilisera les 2 millions de dollars fournis par la participation de l'IFC, conjointement aux montants produits par les participations d'autres institutions, pour investir dans une vingtaine d'institutions de microfinance réparties dans toute l'Inde. Cette société espère ainsi encourager les banques locales à faire une plus grande place à la microfinance dans leurs opérations en leur montrant que ce secteur peut être profitable. En sus de ses investissements dans des sociétés financières non bancaires, Lok a l'intention d'investir dans des sociétés de services — c'est-à-dire des sociétés à responsabilité limitée privées et indépendantes qui, moyennant une commission fixe, préparent les dossiers de prêt et gèrent les flux de trésorerie entre les clients du compartiment microfinance et les banques partenaires.

Cette approche novatrice du développement de la microfinance a donné de bons résultats dans le cadre des opérations pilotes réalisées par des banques indiennes. L'IFC compte que les investissements de Lok Investments se traduiront par l'octroi de microprêts à 1,5 million d'emprunteurs, pour l'essentiel des ruraux ne disposant que de faibles revenus.



Travaux d'agrandissement de l'usine d'Andhra Pradesh Paper Mills en Inde.

dans le cadre de laquelle des fabricants d'articles de bonneterie ont pu se rendre aux États-Unis pour prendre des contacts, trouver des débouchés et améliorer leurs compétences en matière de commercialisation. Le Service a entrepris de mettre en œuvre un programme complémentaire pour accroître la collaboration et améliorer la compétitivité dans cette branche d'activité.

Pour promouvoir l'esprit d'entreprise parmi les jeunes Indiens, l'Initiative en faveur du renforcement de l'entreprise locale (SGBI) fournit un appui à Bharatiya Yuva Shakti Trust (BYST), qui assure un encadrement et fournit des capitaux d'amorçage à des jeunes défavorisés. L'IFC aide BYST à élargir la portée de ses activités pour porter à 90 000 le nombre de jeunes entrepreneurs et à 30 000 le nombre de mentors associés à l'Initiative en Inde au cours des cinq prochaines années.

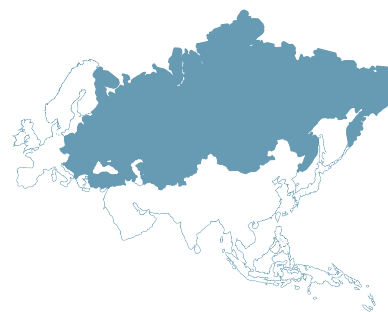
L'IFC a également versé 500 000 dollars à un Fonds de développement de l'esprit d'entreprise qui s'efforcera de remédier aux problèmes rencontrés par les entreprises privées dont les besoins dépassent les capacités des institutions de microfinance mais qui n'ont toujours pas accès à des financements du marché.



Forages de prospection de Cairn Energy au Rajasthan (Inde).

L'IFC CONTRE LE SIDA EN INDE

Le programme de l'IFC contre le sida prouve que les entreprises privées peuvent forger des partenariats avec les pouvoirs publics, des organisations non-gouvernementales et des organismes de développement internationaux pour lutter contre l'épidémie de VIH/SIDA. Durant l'exercice, le Programme a collaboré avec quatre sociétés clientes de l'IFC en Inde au lancement ou à l'élargissement de la portée des programmes de sensibilisation des employés et des communautés et de prévention des infections par le VIH. Ambuja Cement Foundation, Apollo Tyres, Ballarpur Industries Limited, et Usha Martin ont travaillé avec l'IFC à la formulation et au développement de programmes, ont renforcé les moyens cliniques dont ils disposent pour lutter contre le VIH/SIDA via le traitement des infections sexuellement transmises et ont encouragé les camionneurs, les travailleurs migrants et autres groupes de population à risque avec lesquels ces sociétés sont en contact à prendre des mesures de prévention et à modifier leur comportement.



Europe et Asie Centrale

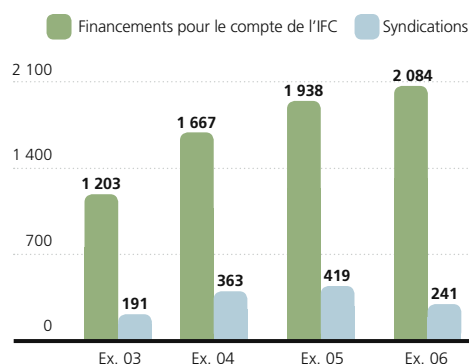
ALBANIE ARMÉNIE AZERBAÏDJAN BÉLARUS BOSNIE-HERZÉGOVINE BULGARIE CROATIE ESTONIE EX-RÉPUBLIQUE
YUGOSLAVE DE MACÉDOINE FÉDÉRATION DE RUSSIE GÉORGIE HONGRIE KAZAKHSTAN LETTONIE LITUANIE MOLDOVA
OUBÉKISTAN POLOGNE RÉPUBLIQUE KIRGHIZE RÉPUBLIQUE SLOVAQUE RÉPUBLIQUE TCHÈQUE ROUMANIE SERBIE-ET-
MONTÉNÉGRLO SLOVÉNIE TADJIKISTAN TURQUIE TURKMÉNISTAN UKRAINE

STRATÉGIE DE L'IFC POUR L'EUROPE ET ASIE CENTRALE

- Promouvoir la transparence et un bon gouvernement d'entreprise dans le cadre de projets durables sur le plan environnemental et social, en privilégiant les marchés pionniers
- Appuyer des investissements visant à diversifier les économies et moderniser les structures industrielles et l'infrastructure, et accélérer la transition à une économie de marché
- Développer les marchés des capitaux, en cherchant plus particulièrement à élargir l'accès des petites et moyennes entreprises aux capitaux, à renforcer les institutions et à offrir des produits financiers novateurs
- Promouvoir les investissements intra-régionaux et les partenariats public-privé dans l'infrastructure et les secteurs sociaux

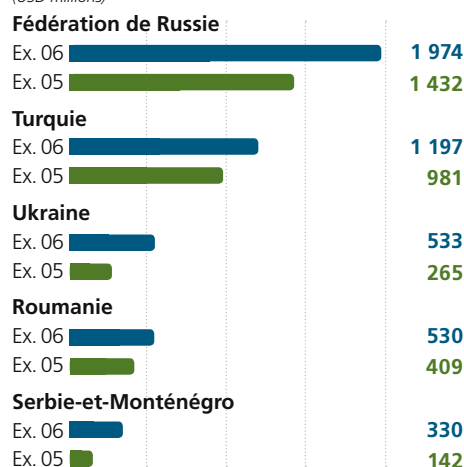
ENGAGEMENTS

(USD millions)



PAYS BÉNÉFICIAIRES DES PLUS GROS ENGAGEMENTS DE L'IFC

Portefeuille d'engagements de l'IFC pour son propre compte au 30 juin 2006.
(USD millions)



L'ACTIVITÉ DE L'IFC EN QUELQUES CHIFFRES

	Ex. 06	Ex. 05
Nombre total de projets d'investissement	80	67
Dépenses totales au titre de projets d'assistance technique et de services-consulting (USD millions)	32	38

PERSONNEL ET CONSULTANTS DE L'IFC

	Siège	Bureaux pays
Au 30 juin 2006	12	486

FINANCEMENT ET PORTEFEUILLE DE PROJETS

(USD millions)

	FY06*	FY05**
Financements engagés pour le compte de l'IFC	2 084	1 938
Prêts***	1 710	1 751
Participations***	231	187
Garanties et gestion des risques	143	0
Syndications de prêts signées	241	419
TOTAL ENGAGEMENTS SIGNÉS	2 325	2 357
Portefeuille d'engagements pour le compte de l'IFC	6 525	5 423
Portefeuille d'engagements détenus pour des tiers (participations à des prêts et à des garanties)	995	1 008
TOTAL PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS	7 519	6 431

*Le portefeuille d'engagements de l'IFC pour son propre compte et détenus pour le compte de tiers comprend la part de BTC Pipeline, qui est officiellement considéré comme un projet mondial, qui concerne la région.

** Y compris les parts des investissements de Melrose Facility, officiellement considéré comme un projet mondial, qui concernent la région. Le portefeuille d'engagements de l'IFC pour son propre compte et détenus pour le compte de tiers comprend la part de BTC Pipeline, qui est officiellement considéré comme un projet mondial, qui concerne la région.

*** Les prêts comprennent les instruments de quasi-participation de type prêt. Les participations comprennent les instruments de quasi-participation de type participation.



VLADIMIR ANDREYEVSKY

L'IFC a accordé à Sandora, grand producteur de jus de fruit, un financement pour une nouvelle usine en Ukraine. Elle a également assuré une assistance technique aux agriculteurs locaux en vue d'améliorer l'approvisionnement en fruits et légumes de l'entreprise.

L'ÉLARGISSEMENT DE L'ACCÈS À DES FINANCEMENTS ET AUX MARCHÉS LOCAUX

La région a continué d'afficher des taux de croissance soutenus en 2005, supérieurs à 5 % dans la plupart des pays. La progression du PIB a été particulièrement rapide dans le Caucase et dans les États baltes puisqu'elle a dépassé 10 % en Azerbaïdjan, en Arménie et en Lettonie. L'expansion observée dans les pays venant d'accéder à l'Union européenne a tenu à leur plus grande intégration dans les marchés mondiaux tandis que, dans un certain nombre de pays en transition riches en ressources comme le Kazakhstan et la Russie, la robuste croissance s'explique par le niveau élevé des cours des produits de base. Dans plusieurs autres pays, dont la Pologne, la République kirghize, la Roumanie et l'Ukraine, l'activité économique s'est en revanche nettement ralentie.

Les engagements de l'IFC en Europe et Asie centrale se sont chiffrés à 2,08 milliards de dollars pour l'exercice, auxquels sont venus s'ajouter 241 millions de dollars mobilisés dans le cadre de prêts syndiqués. Ces investissements ont bénéficié pour l'essentiel à la Russie, où l'IFC a investi plus de 591 millions de dollars pour son propre compte et a syndiqué un montant de 142 millions de dollars au titre de 27 projets, et à la Turquie, où l'IFC a investi 513 millions de dollars au titre de 10 projets et a

mobilisé un montant supplémentaire de 50 millions de dollars dans le cadre de syndications.

Les activités de l'IFC ont continué de se développer dans les Balkans, en particulier en Roumanie et en Serbie-et-Monténégro. Elles se sont accrues en Ukraine pour la deuxième année consécutive et se sont sensiblement intensifiées dans le Caucase et les Balkans. En Asie centrale, les opérations d'investissement de l'IFC se sont maintenues au même niveau tout en privilégiant dans une plus large mesure les micros et petites entreprises.

L'assistance technique a continué de jouer un rôle important dans les ex-Républiques soviétiques avec la poursuite des travaux consacrés au développement des institutions financières, à l'amélioration du cadre des affaires et au renforcement des pratiques de gouvernement d'entreprise. Dans les Balkans, l'IFC a recentré son assistance technique sur ces questions, en même temps qu'elle s'est efforcée de promouvoir de nouveaux mécanismes de règlement des différends, d'aider les entreprises à se conformer aux normes de l'Union européenne et à promouvoir la formation de partenariats public-privé dans l'infrastructure.

APPUI AUX MARCHÉS DES CAPITAUX

Le développement des institutions financières est demeuré un objectif prioritaire dans toute la région, où il a fait l'objet de la moitié des projets d'investissement de l'exercice et de l'essentiel de l'assistance technique.

Dans les économies de taille plus limitée de la région, l'IFC a recours à sa connaissance approfondie des meilleures pratiques en même temps qu'à ses financements pour renforcer la position des banques locales. Par exemple, durant l'exercice 06, l'IFC a travaillé avec Inecobank en Arménie, avec Azerigazbank et Microfinance Bank of Azerbaijan en Azerbaïdjan et avec TCB Bank et Mobiasbanca en Géorgie. Elle poursuit une démarche similaire dans les régions moins développées de Russie où elle a collaboré cette année avec quatre banques en dehors de la capitale, dont deux sont de nouvelles clientes.

En Ukraine, l'IFC a accordé un prêt non privilégié à Aval Bank en vue de la rétrocession de fonds de petites entreprises. En Europe du Sud-est, elle a appuyé le financement de petites entreprises en Roumanie par le biais de son financement en faveur de Banca Comerciala Romania, et en Serbie-et-Monténégro par le biais de

son prêt à Banca Intesa. La Société a collaboré avec l'organisme allemand de financement bilatéral, Kreditanstalt für Wiederaufbau, pour encourager la fourniture de prêts aux micros et petites entreprises, et a engagé 37 millions de dollars en faveur du Fonds européen pour l'Europe du Sud-est. En Bosnie-Herzégovine, elle a travaillé avec un organisme de microcrédit, MI-BOSPO, qui prête à des femmes entrepreneurs dont les revenus sont peu élevés.

L'IFC a engagé 82 millions de dollars dans des fonds de participation privés dans le but de renforcer les entreprises de la région. Ses investissements dans Emerging Europe Convergence Fund, dans Marbleton Property Fund et dans Euroventures Ukraine Fund appuieront des investissements dans l'infrastructure, l'immobilier et des entreprises privées de taille moyenne.

D'autres projets menés durant l'exercice 06 ont porté sur les activités de crédit-bail et de financement du logement. Le prêt de l'IFC à UniBank, qui est le premier investissement d'une institution financière internationale dans le secteur du crédit-bail azerbaïdjanais, représente l'aboutissement des services de conseils que la Société a antérieurement fourni en collaboration avec le gouvernement suisse en vue de développer l'industrie du crédit-bail en Azerbaïdjan. L'IFC a continué d'appuyer le développement du secteur du financement du logement russe en poursuivant les activités de conseil dans le cadre du projet de développement du marché hypothécaire primaire et en accordant un financement au titre du traitement des dossiers hypothécaires en faveur de Absolut Bank, Credit Bank

Afin de remédier à la pénurie de financement auxquelles se heurtent les petites et moyennes entreprises azerbaïdjanaises, l'IFC a assuré une assistance technique et consenti un prêt de 3 millions de dollars aux fins du développement de l'industrie du crédit-bail.

UNE RÉFORME RÉGLEMENTAIRE AIDE LES PETITES ENTREPRISES EN OUZBÉKISTAN

En Ouzbékistan, les services de conseil de l'IFC ont permis aux petites entreprises de réaliser des économies annuelles de 33 millions de dollars. Les consultations données par l'équipe de services-conseil de l'IFC basée dans le pays ont mené le gouvernement à adopter sept décrets présidentiels qui ont pour effet d'améliorer le cadre des affaires du pays en rationalisant les procédures d'imposition, d'inspection, de délivrance de licences ainsi que la présentation de l'information financière par les petites entreprises.

Les formalités que doivent remplir les entrepreneurs ouzbeks sont désormais moins lourdes et les petites entreprises pourront acquitter leurs obligations fiscales en effectuant un paiement unique égal à 13 % de leur chiffre d'affaires. Les inspecteurs ne seront plus autorisés à fermer une entreprise sans passer par le système judiciaire ni à imposer des amendes exorbitantes à des entreprises au titre d'infractions mineures ou pour un premier délit. L'abolition de l'obligation d'obtenir un permis pour poursuivre des activités de vente au détail et dix autres catégories d'activités commerciales, qui n'était délivré chaque année qu'à 20 % des entrepreneurs ouzbeks, aidera les entreprises en libéralisant leur entrée sur le marché et l'expansion de leurs opérations. L'IFC continuera de suivre les effets de ces transformations et l'impact de ses activités de services-conseil en procédant à des enquêtes annuelles auprès des entrepreneurs ouzbeks.

of Moscow et Delta Credit Bank. L'IFC a favorisé le financement du logement et de la petite entreprise par le biais d'un investissement (aux côtés d'un fond de placement situé dans la région) en faveur de Nova Banka en Bosnie-Herzégovine, qui poursuit ses activités dans la région moins développée de la République de Srpska.

L'IFC a continué de fournir une assistance technique pour encourager le développement des services d'information sur le crédit pour les entreprises de la

région, de manière à réduire les risques et le coût des opérations de financement bancaires.

UNE ACTION VISANT LES CARENCES DE L'INFRASTRUCTURE

Le secteur privé contribue à élargir l'accès au marché en éliminant les obstacles opposés par l'infrastructure à l'expansion des entreprises en Europe et en Asie centrale. Le Partenariat pour l'entreprise privée en Europe du Sud-est, constitué par l'IFC, offre des services de conseil axés sur la constitution de partenariats public-privé aux fins de la réalisation de projets d'infrastructure. Depuis sa création en octobre 2005, PEP-SE Infrastructure a joué le rôle de conseiller principal auprès du gouvernement serbe pour la réorganisation de la compagnie aérienne nationale, Jat Airways, et a aidé le gouvernement albanais à faire progresser le programme de partenariats public-privé du pays. Le Service s'emploie aussi à préparer des partenariats similaires pour les services d'approvisionnement en eau, d'évacuation des eaux usées et des déchets.

En Russie, l'IFC a appuyé l'expansion de Brunswick Rail Leasing et la construction par Eurosib Group de six terminaux de conteneurs dans différentes parties du pays. La Société a également consenti des financements à la compagnie russe Air taxi, qui a entrepris de mettre en place des services de navette aérienne pour le transport de passagers et à un client turc, Tav Holdings en vue de la réalisation de ses projets aéroportuaires en Géorgie.

DES INVESTISSEMENTS AYANT UN IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT

Depuis 2001, l'IFC aide les banques à financer des améliorations des rendements énergétiques dans de nombreux pays d'Europe de l'Est. Elle fournit aux banques et aux sociétés de crédit-bail des lignes de crédit et des services de renforcement du crédit ainsi que des conseils et des formations portant sur le montage et la commercialisation de produits financiers en vue de la poursuite de ces améliorations.

Bien que l'hiver 2006 ait été très froid et que le coût de l'énergie ait augmenté, de nombreux Hongrois ont, en fin de compte, payé moins cher qu'auparavant pour se chauffer. Au cours des deux dernières années, l'IFC a aidé une banque locale hongroise à financer des aménagements dans les logements pour assurer une utilisation plus rationnelle de l'énergie, notamment en améliorant l'isolement, en installant des fenêtres ayant un meilleur rendement thermique et de nouveaux thermostats.

Durant l'exercice, l'IFC a également commencé à travailler avec des banques

russe en vue de financer les projets d'amélioration des rendements énergétiques des entreprises modernisant leurs systèmes de chauffage et leurs lignes de production obsolètes. Près de la moitié des matériels industriels russes ont au moins 20 ans, et leur consommation d'énergie par unité de production est dix fois plus élevée que dans les pays plus riches. À Rostov sur le Don, dans le sud de la Russie, l'IFC a accordé un prêt indexé sur le rouble de 4 millions de dollars à CenterInvest Bank pour lui permettre de financer plusieurs projets de ce type, et notamment l'installation de nouveaux appareils de chauffage dans 400 logements. Ces appareils devraient réduire le coût du chauffage de 40 %.

D'autres investissements effectués durant l'exercice 06 auront un impact positif sur l'environnement en Bulgarie et en Roumanie. EPIQ NV, fabricant d'appareils électroniques et client de l'IFC depuis 2001, a reçu un prêt qu'il utilisera pour agrandir et moderniser ses installations en Bulgarie. Les capteurs qu'il produit pour les fabricants d'automobiles contrôlent l'émission de gaz polluants et permettent d'améliorer le rendement énergétique des automobiles fonctionnant au diesel en Europe. Un prêt de 14 millions d'euros consentis par l'IFC à CNFR Navrom Galati S. A., qui est la principale société de transports fluviaux privée roumaine, permettra à cette dernière de moderniser sa flotte de remorqueurs en les dotant de moteurs qui satisfont aux normes d'émission environnementales de l'Union européenne.



L'IFC contribue à l'amélioration des conditions de logement en République kirghize par le biais de ses projets de financement de logements.

LES MICROENTREPRENEURS KIRGHIZES PROFITENT DES FINANCEMENTS DE L'IFC

L'IFC a signé un accord en vue de fournir durant l'exercice un montage financier de 2,2 millions de dollars en faveur de Micro Crédit Agency Bai Tushum Financial Foundation, qui est l'une des principales

institutions de microfinancement de la République kirghize. Les ressources de l'IFC permettront de faire cet organisme sans but lucratif une institution financière à vocation commerciale plus viable qui offrira ses financements à des agriculteurs, à des entrepreneurs privés et à de petites entreprises de régions isolées. En tant que société de microfinance réglementée, Bai Tushum sera

en mesure de fournir une large gamme de produits de crédit et d'épargne auxquels n'ont pas généralement accès les microentrepreneurs locaux. Selon les estimations, 3 200 nouveaux microentrepreneurs kirghizes devraient profiter de ces services, qui auront pour effet d'accroître les ressources du secteur privé et de créer de nouveaux emplois.

Deux importants investissements de l'IFC dans le secteur sidérurgique devraient également permettre d'améliorer notablement l'environnement des communautés avoisinantes. Un prêt de 60 millions de dollars au groupe russe Vyksa Steel Works of OMK Group et un prêt de 100 millions de dollars à Industrial Union of Donbass (Ukraine) contribueront à financer le vaste programme de modernisation dans le cadre duquel les sociétés fermeront progressivement les fours Martin qui polluent l'environnement pour satisfaire aux normes environnementales internationales.

LES AUTRES SECTEURS ÉCONOMIQUES

L'accès au marché locaux est limité, dans la région, par l'insuffisance de l'infrastructure des transports, des réseaux de vente au détail et des systèmes logistiques. Les engagements de l'IFC concernent notamment un investissement dans Galnaftogaz pour permettre à celui-ci de continuer à étendre son réseau de postes à essence en Ukraine. Toujours en Ukraine, l'IFC a effectué un prêt à une petite société de bricolage, Nova Liniya, pour lui permettre de s'implanter dans des villes de province, et elle a aidé Biocon Group à développer ses activités de distribution et de vente au détail de produits pharmaceutiques. En Arménie, la Société a fourni un appui à plus de 800 petits détaillants en finançant l'amélioration et l'agrandissement du bazar d'Erevan où ils sont installés. En Russie, l'IFC a accordé un financement à Trio, qui est un centre moderne de stockage et de distribution de produits alimentaires surgelés, et elle a appuyé l'implantation de Ramstore dans les régions moins développées du pays. Parce qu'il est relié à l'infrastructure des transports et aux services de logistique dans la région de Moscou, Trio pourra imposer de nouvelles normes de manutention de haute qualité de produits périssables.

Les investissements de l'IFC dans les agroindustries en Europe permettront d'accroître les débouchés des principales sociétés de traitement des produits alimentaires. Dans les Balkans, la Société a aidé Agrokor à restructurer deux usines de traitement de viande dont les opérations n'auraient, sinon, pas pu être viables.

Elle a également accordé un financement de 10 millions de dollars à une société agroindustrielle intégrée, Rise, pour élargir l'accès des agriculteurs à d'importants approvisionnements et services en Moldova, en Russie et en Ukraine. Elle a également aidé Rise à revoir son plan d'activité et à améliorer son gouvernement d'entreprise.

L'expansion du secteur du bâtiment dans toute la région a accru la demande de matériaux de construction, autre secteur qui a bénéficié durant l'exercice d'un appui de l'IFC. Cette dernière a fourni un prêt à Zeus Ceramica pour lui permettre d'ouvrir une nouvelle fabrique de carreaux de céramique dans la région de Donetsk en Ukraine et elle a accordé un prêt à Sanko Group, en Turquie, pour l'aider à construire une nouvelle cimenterie de taille importante.

L'IFC a également procédé à son premier investissement dans le secteur du raffinage du pétrole en Europe de l'Est, en accordant un prêt et en montant une syndication à hauteur de 82 millions de dollars en faveur de la raffinerie roumaine de Petrotel-Lukoil. Cet investissement aidera la société russe non seulement à s'implanter dans un pays voisin, mais aussi à moderniser ses installations et à améliorer sa performance environnementale.

Grâce au prêt indexé sur le rouble consenti par l'IFC à CenterInvest Bank, 400 logements dans le sud de la Russie ont été équipés de nouveaux systèmes de chauffage ayant un bon rendement énergétique.

L'IFC a accordé un prêt de 120 millions de dollars à un opérateur de téléphonie mobile turc, Avea, auquel elle fournit des services de conseil depuis trois ans. Cet investissement a pour objet d'appuyer la libéralisation de l'industrie turque des télécommunications et d'intensifier la concurrence dans ce secteur afin de mettre les services de télécommunications davantage à la portée des consommateurs.



La raffinerie roumaine de Petrotel-Lukoil modernisera ses installations et améliorera son impact sur l'environnement grâce au montage financier de 82 millions de dollars réalisé par l'IFC.

DES INVESTISSEMENTS DANS LA SANTÉ ET L'ÉDUCATION EN TURQUIE

L'IFC a entrepris de fournir un appui à des projets privés menés dans le secteur de la santé et de l'éducation en Turquie. Elle a consenti son premier prêt en liras turques durant l'exercice, pour un montant équivalent à 4,5 millions de dollars, à Yuce, établissement regroupant une école primaire une école secondaire et un institut de formation en technologies de l'information à Ankara. Le prêt aidera Yuce à faire face à la demande croissante de programmes de formation professionnelle dans le secteur des technologies de l'information et de perfectionner ses logiciels pédagogiques qui sont très utilisés aussi bien dans les écoles publiques que dans les écoles privées. Il est particulièrement important de pouvoir financer des projets en monnaie nationale dans les secteurs sociaux où la majorité des institutions obtiennent leurs revenus en monnaie nationale.



L'établissement scolaire de Yuce à Ankara (Turquie).

REPRODUCTION AUTORISÉE PAR YUCE SCHOOLS

L'IFC a également prêté un montant équivalent à 40 millions de dollars à Acibadem Healthcare Group, qui exploite un réseau d'hôpitaux et de centres de soins de santé ambulatoires à Istanbul. Ce prêt, qui est le deuxième accordé par l'IFC en vue de

l'agrandissement du groupe, permettra à Acibadem d'étendre la portée de ses opérations à Istanbul et dans de petites villes de Turquie où il est plus difficile d'obtenir des soins de santé de haute qualité.



Sandora a besoin de fruits de haute qualité pour ses fabriques de jus.

VLADIMIR ANDRIEVSKY

LES AGROINDUSTRIES EN UKRAINE

Le grand producteur ukrainien de jus de fruit de marque, Sandora, a reçu des prêts de l'IFC à hauteur de 20 millions de dollars pour financer la construction d'une nouvelle usine d'embouteillage et améliorer la qualité de ses produits ainsi que leur distribution.

Dans le but de satisfaire aux besoins d'un approvisionnement stable en fruits et

légumes de haute qualité de la compagnie, le Partenariat pour l'entreprise privée de la FCI collabore avec des producteurs locaux à l'amélioration des pratiques de gestion et de commercialisation des exploitations agricoles. Le projet bénéficie d'un soutien financier de bailleurs suédois et donne lieu à la fourniture d'un appui juridique aux agriculteurs qui négocient des contrats d'approvisionnement. Sandora et les autres sociétés opérant dans ce domaine pourront

avoir accès à de meilleurs produits et les exploitants ukrainiens forgeront des partenariats commerciaux plus étroits qui accroîtront la stabilité de l'emploi dans les régions rurales. Pour la campagne 2006, Sandora a signé et des marchés d'approvisionnement de longue durée d'une valeur de 5,6 millions de dollars avec 25 exploitations qui, à elles toutes, emploient plus de 1500 personnes.



Amérique Latine et Caraïbes

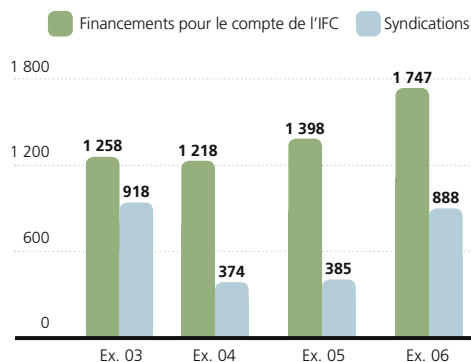
ANTIGUA-ET-BARBUDA ARGENTINE BAHAMAS BARBADE BÉLIZE BOLIVIE BRÉSIL CHILI COLOMBIE COSTA RICA
DOMINIQUE EL SALVADOR ÉQUATEUR GRENAD GUATEMALA GUYANA HAÏTI HONDURAS JAMAÏQUE MEXIQUE
NICARAGUA PANAMA PARAGUAY PÉROU RÉPUBLIQUE DOMINICAINE SAINTE-LUCIE SAINT-KITTS-ET-NEVIS
TRINITÉ-ET-TOBAGO URUGUAY VENEZUELA

LA STRATÉGIE DE L'IFC POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

- Mettre en place un cadre des affaires plus porteur et aider les petites entreprises à s'implanter dans le secteur formel
- Élargir l'accès au financement pour l'ouvrir aux microentreprises, aux petites entreprises et aux sociétés de deuxième rang et fournir des financements à long terme aux grandes sociétés
- Renforcer l'infrastructure en faisant participer le secteur privé dans une plus large mesure aux opérations dans ce secteur et fournir des conseils au titre de réformes du cadre réglementaire
- Inscrire les activités économiques dans la durée en appliquant des normes plus rigoureuses de gouvernement d'entreprise et de performance environnementale et sociale

ENGAGEMENTS

(USD millions)



L'ACTIVITÉ DE L'IFC EN QUELQUES CHIFFRES

	Ex. 06	Ex. 05
Nombre total de projets d'investissement	69	54
Dépenses totales au titre de projets d'assistance technique et de services-conseil (USD millions)	13	5

PERSONNEL ET CONSULTANTS DE L'IFC

	Siège	Bureaux pays
Au 30 juin 2006	11	95

FINANCEMENT ET PORTEFEUILLE DE PROJETS

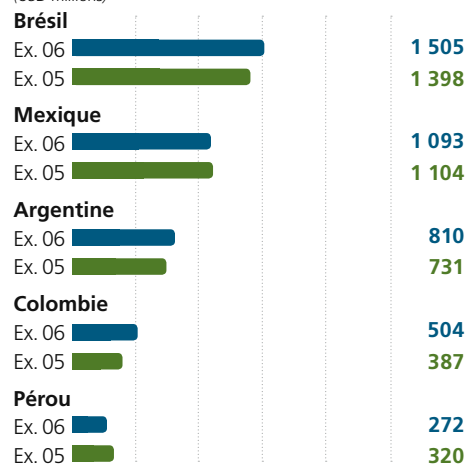
(USD millions)

	FY06	FY05
Financements engagés pour le compte de l'IFC	1 747	1 398
Prêts*	1 371	1 221
Participations*	265	75
Garanties et gestion des risques	111	103
Syndications de prêts signées	888	385
TOTAL ENGAGEMENTS SIGNÉS	2 635	1 783
Portefeuille d'engagements pour le compte de l'IFC	6 299	6 124
Portefeuille d'engagements détenus pour des tiers (participations à des prêts et à des garanties)	2 328	2 179
TOTAL PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS	8 627	8 304

PAYS BÉNÉFICIAIRES DES PLUS GROS ENGAGEMENTS DE L'IFC

Portefeuille d'engagements de l'IFC pour son propre compte au 30 juin 2006.

(USD millions)



* Les prêts comprennent les instruments de quasi-participation de type prêt. Les participations comprennent les instruments de quasi-participation de type participation.



ALEJANDRO PEREZ

Le Fonds municipal de l'IFC a accordé une garantie partielle de crédit au titre de l'acquisition et de l'exploitation de rames de métro sur la nouvelle ligne de São Paulo.

UN APPUI AUX CHEFS DE FILE DES ENTREPRISES ÉMERGENTES DANS LE CADRE DE PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ

La région Amérique latine et Caraïbes, qui affiche une croissance positive pour la quatrième année consécutive, devrait enregistrer un taux d'expansion économique de 4 % en 2006, comme en 2005. Ce taux est toutefois plus faible que ceux d'autres marchés émergents malgré les améliorations apportées aux politiques économiques intérieures et les cours élevés des produits de base de la région. La croissance du PIB par habitant pour l'ensemble des pays de la région, rapportée à la moyenne mondiale sur les 25 dernières années, est plus lente que dans toutes les autres régions à marchés émergents à l'exception de l'Afrique subsaharienne qui, toutefois, a obtenu de meilleurs résultats que l'Amérique latine et les Caraïbes en 2005.

La pauvreté et les inégalités persistantes attisent les tensions sociales et politiques dans la région, comme en témoignent les récentes élections à l'occasion desquelles les groupes de population qui n'ont pas profité de la croissance économique ont exprimé leur mécontentement. Certaines des nouvelles équipes dirigeantes cherchent à élargir le rôle de l'État dans l'économie ce qui a pour effet d'engendrer un climat d'incertitude pour les investisseurs, qui pourrait déboucher sur une baisse globale des niveaux d'investissement et être source

d'inefficacité. Une telle évolution pourrait à son tour entraîner un ralentissement de la croissance et compromettre les efforts déployés pour réduire la pauvreté. Toutefois, la plupart des gouvernements d'Amérique latine et des Caraïbes savent que le secteur privé est un facteur de plus en plus puissant du développement, et le secteur privé lui-même s'emploie plus activement à s'attaquer aux inégalités et à encourager l'esprit d'entreprise. De nombreux investisseurs de la région estiment qu'il est important sur le plan stratégique de s'assurer la participation des parties prenantes et d'inscrire leur action dans la durée en vue de créer des liens étroits avec les communautés locales, de renforcer les réputations et d'améliorer leurs résultats.

Les activités de l'IFC sont adaptées à ce contexte difficile. En prenant des participations, en effectuant des prêts et en assurant une assistance technique ainsi que des services de conseil, l'IFC maintient des partenariats de longue durée avec les entreprises qui sont ses clientes, facilite l'accès des petites entreprises au marché et appuie l'expansion internationale des grandes sociétés de la région. Durant l'exercice 06, la Société a engagé dans la région 1,75 milliard de dollars au titre de 69 projets, et elle a mobilisé un montant

supplémentaire de 888 millions de dollars auprès de banques commerciales dans le cadre de syndications.

L'IFC considère avant tous les besoins de ses clients tout en s'efforçant de promouvoir une solide croissance, propice au développement. Au niveau régional et national, sa stratégie pour la région Amérique latine et Caraïbes consiste à améliorer le climat des affaires, l'infrastructure, l'accès au financement et la viabilité des activités du secteur privé. Elle s'acquitte de sa mission auprès des sociétés qui sont ses clientes en leur présentant des solutions novatrices, en leur proposant des services financiers rationnels et efficaces, en les faisant bénéficier de son savoir mondial et en faisant preuve d'innovation.

PROMOUVOIR UN ÉLARGISSEMENT DE L'ACCÈS AUX FINANCEMENTS

L'IFC a engagé un montant record de 635 millions de dollars, dont 59 millions de dollars mobilisés auprès de banques participant à des prêts syndiqués, en faveur du secteur financier dans le cadre de 25 opérations menées dans la région. Elle a pu réaliser plus des deux tiers de ces projets à partir de ses bureaux installés dans les pays parce qu'elle a affecté un plus grand

nombre de chargés d'investissement sur le terrain. Environ 70 % des engagements de la Société dans le secteur financier, soit 410 millions de dollars, ont donné lieu à des opérations en monnaie nationale parmi lesquels figurent des projets novateurs au Brésil, en Colombie et au Pérou. La Société a mis en place un solide programme avec des banques de deuxième rang afin de mettre des crédits à la disposition des entreprises de taille moyenne.

Les engagements de l'IFC dans les secteurs financiers de la région ont donné lieu à l'affectation de 156 millions de dollars à la Colombie, à 130 millions de dollars au Mexique, à 111 millions de dollars au Brésil et à un montant nettement plus important qu'auparavant à savoir, 80 millions de dollars, en faveur de projets dans les Caraïbes. La Société a engagé 208 millions de dollars en faveur de micro, petites et moyennes entreprises, 150 millions de dollars dans le domaine du logement et près de 120 millions de dollars au titre d'opérations bancaires générales. Quatre lignes de financement du

Les transactions en monnaie nationale ont représenté 70 % des engagements de l'IFC concernant les marchés des capitaux en Amérique latine et dans les Caraïbes.

commerce ont permis de réaliser 26 transactions portant au total sur 45 millions de dollars qui, pour la plupart, visaient à fournir un appui aux petits exportateurs brésiliens. L'IFC a également investi 183 millions de dollars sous forme de participations et de quasi-participations dans des sociétés opérant dans la région.

INVESTIR DANS L'INFRASTRUCTURE, LA SANTÉ ET L'ÉDUCATION

Durant l'exercice, l'IFC a engagé 407 millions de dollars et mobilisé un montant supplémentaire de 312 millions de dollars en faveur de 14 projets d'infrastructure dans la région. Pour maximiser son impact, l'IFC

collabore avec la Banque mondiale à la constitution de partenariats public-privé et, à ce titre, fournit des services-conseil, effectue des investissements et représente les points de vue du secteur privé dans le cadre des entretiens avec les autorités nationales. Les progrès accomplis ont donné lieu notamment à l'adoption d'une nouvelle loi sur les partenariats public-privé au Brésil et à l'amélioration du cadre réglementaire dans lequel fonctionnent ces partenariats au Mexique. Au Guatemala, l'IFC a fourni une assistance dans le domaine des financements au niveau municipal et infranational.

Les investissements dans l'infrastructure réalisés par l'IFC durant l'exercice 06 comprennent un investissement de 62,5 millions de dollars et une syndication de 67,5 millions de dollars au titre d'une centrale thermique de 310 MW qui doit permettre d'assurer une alimentation fiable en électricité dans l'État de Ceara, l'un des plus pauvres du Brésil. La centrale sera construite et gérée par une société de projet constituée à cet effet, Central Geradora Termoeletrica Fortaleza.

L'IFC a accordé des financements en faveur de plusieurs aéroports et compagnies aériennes durant l'exercice, et notamment un montage financier au titre de l'expansion de Sangster International Airport, à la Jamaïque. Elle a aussi effectué un prêt en vue de l'amélioration des installations de l'aéroport Las Americas et de la construction de l'aéroport Samana en République dominicaine. Elle a enfin engagé 50 millions de dollars de financement pour contribuer à l'expansion de TAM Airlines au Brésil.

L'IFC a investi, dans toute la région, dans des projets d'éducation qui ont pour objet d'élargir l'accès à des services d'éducation de haute qualité et d'un coût abordable. Elle a consenti un prêt en monnaie nationale d'un montant équivalent à 30 millions de dollars aux fins de la construction de trois nouveaux

FINANCEMENT DU LOGEMENT ET DU COMMERCE

Durant l'exercice, l'IFC a effectué plusieurs investissements en vue d'élargir l'accès au financement du logement et du commerce. Elle a investi dans Rio Bravo Securitizadora au Brésil pour lui permettre de développer ses activités de prêt au logement et de titriser ses créances. Ce financement a été constitué par une prise de participation de 1,5 million de dollars et une ligne de crédit d'entreposage d'un montant équivalent à 22 millions de dollars. En Colombie, la Société a monté un financement à hauteur de la contre-valeur de 61 millions de dollars en faveur de Banco Davivienda, qui est la principale société de traitement des dossiers hypothécaires du pays, afin de diversifier ses sources de financement et de réduire les asymétries au niveau des échéances.

L'IFC fournit un appui aux petites entreprises agricoles travaillant pour l'exportation dans 16 pays d'Amérique latine, par le biais d'une ligne de crédit de 30 millions de dollars ouverte en faveur de Latin American Agribusiness Development Corporation qui prête ces fonds à long terme aux exploitations et aux petites et moyennes entreprises agricoles travaillant pour l'exportation pour leur permettre d'effectuer des investissements en capital. Dans le but d'élargir l'accès au crédit des petites entreprises de la région, l'IFC a accordé un financement à Banco Mercantil pour lui permettre de consentir des crédits commerciaux à de petits importateurs boliviens. Elle a également pris une participation de 3 millions de dollars pour contribuer à la création de Solidus, nouvelle société de placement qui procédera à des investissements de type quasi-participation dans des institutions de microfinance dans toute la région.

campus par Universidad Tecnológica de México qui est, de par sa taille, la troisième université privée du pays. Elle a également accordé un financement en monnaie nationale équivalant à 5 millions de dollars à un hôpital de Tampico, Centro Español, pour l'aider à se moderniser et à s'agrandir. La participation de l'IFC contribuera à l'intégration de processus de comptabilité et de gestion financière plus efficaces et au renforcement de la gestion par l'hôpital de son approvisionnement en eau, des déchets médicaux, de l'hygiène, de la lutte contre les infections et de la prévention des incendies. Au Brésil, la Société a effectué un prêt en faveur de Fundo de Educação para o Brasil pour appuyer l'expansion de l'université Anhaguera Educacional qui éduque principalement des étudiants peu fortunés.

PROMOUVOIR LA VIABILITÉ

L'IFC mène diverses initiatives concernant le gouvernement d'entreprise, notamment au Brésil et au Pérou, et assure une assistance technique à ses clients pour améliorer leur

accès au marché. Afin d'appuyer l'expansion de l'entreprise familiale Arcor, qui est un leader dans les domaines environnementaux et sociaux, la Société a monté un financement de 280 millions de dollars durant l'exercice qui permettra à cette fabrique de confiseries argentine de développer ses opérations dans plusieurs pays d'Amérique latine.

Les efforts récemment déployés par l'IFC pour établir des normes environnementales et sociales ont donné lieu à des projets dans le secteur des industries extractives au Guatemala, au Guyana et au Pérou, dans l'agroindustrie en Amazonie brésilienne, et dans la foresterie au Chili et au Nicaragua. L'IFC s'efforce, dans le cadre de la plupart de ces projets, de maximiser l'efficacité globale de ses services financiers et d'assistance technique. Au Guyana, par exemple, l'investissement de 4,6 millions de dollars dans Guyana Goldfields appuiera la poursuite d'un programme de prospection ainsi que des études de faisabilité d'un projet. En participant à l'opération à un stade précoce, l'IFC peut collaborer avec la

compagnie à la constitution de partenariats avec la communauté et la société civile, au développement de l'économie locale et à la gestion de l'environnement.

Grâce à son investissement dans Fondo de Inversión Forestal Lignum, fonds de participation privé forestier chilien, l'IFC est en mesure d'aider les propriétaires de petite et moyenne exploitations à accroître leurs niveaux de revenus en procédant à la titrisation de leurs biens fonciers. Dans les pays à faible revenu ou présentant des risques, où les possibilités d'investissement de l'IFC sont limitées, la Société assure une assistance technique dans le but d'améliorer la durabilité de l'activité économique. C'est le cas, par exemple, au Nicaragua, où elle collabore avec WWF à des initiatives forestières.

L'IFC a également accordé un appui financier aux fins de l'établissement de l'indice de viabilité commerciale qui a été récemment établi par Bovespa pour le marché boursier brésilien. Cet indice, qui est le second de ce type pour les marchés émergents, a été mis au point par Center for



Le financement de l'IFC au titre du terminal de marchandises de Tecon Salvador (Brésil) a permis à l'entreprise de doubler sa capacité de manutention de conteneurs.

LES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ DANS L'INFRASTRUCTURE

Depuis 2002, l'IFC fournit au gouvernement mexicain des conseils axés sur les partenariats public-privé qui ont récemment débouché sur l'attribution de marchés dans le cas du projet de Leon Hospital et du projet de liaison routière Irapuato-La Piedad. Au Brésil, l'IFC conseille le gouvernement fédéral dans le cadre de deux initiatives concernant une route à Bahia et un projet d'irrigation à Pontal, dans le nord-est du pays.

À Guatemala Ciudad, la Société collabore avec la Banque mondiale à l'octroi d'un financement au titre de la construction du réseau de transport en commun Transmetro. Ce financement infranational donne lieu à un renforcement partiel de crédit en faveur de Banco G&T Continental par le biais d'un mécanisme de partage des risques à hauteur de l'équivalent en monnaie nationale de 6,6 millions de dollars. Il facilitera la mobilisation de 46,2 millions de dollars en faveur du système de transports urbains. Le projet devrait profiter chaque jour à 180 000 personnes qui, pour la plupart, utilisent les transports en commun pour se rendre à leur travail.

Sustainability Studies et couvre 28 sociétés locales cotées à la bourse de São Paulo. Il permet de suivre la performance de ces dernières au plan du gouvernement d'entreprise et des normes environnementales et sociales en plus de leurs résultats financiers. Il a été présenté à l'occasion d'une conférence sur le financement durable sur les marchés émergents parrainée par l'IFC à São Paulo en décembre 2005.

RATIONALISATION DES PROCÉDURES D'INSCRIPTION DES ENTREPRISES

Les rapports Doing Business de l'IFC et de la Banque mondiale ont permis d'exposer les obstacles auxquels se heurtent les entreprises et les investissements dans la région ; l'IFC appuie des programmes de réforme en ce domaine au Brésil, en Colombie, au Mexique et au Pérou. Le Service de promotion de l'entreprise en Amérique latine et dans les Caraïbes s'efforce de simplifier les procédures d'inscription des entreprises et

aide de petites entreprises à rentrer dans le cadre de l'économie formelle.

Au Pérou, où plus de 60 % des entreprises travaillent sur une base informelle, la Société a facilité l'entrée de ces dernières dans le secteur formel en ramenant de 60 à 2 jours au plus le temps nécessaire pour établir une entreprise à Lima, la capitale. Elle a également assuré une formation aux employés municipaux et elle a modernisé l'infrastructure des technologies de l'information d'un certain nombre de municipalités boliviennes. En améliorant le processus d'inscription des entreprises et en

L'IFC a contribué à l'amélioration de l'accès à des services téléphoniques et à appuyé l'investissement étranger le plus important réalisé en Haïti depuis 30 ans en consentant un financement de 15 millions de dollars à l'opérateur de télécommunications Digicel.

POUR AJOUTER DE LA VALEUR AUX PRODUITS PÉTROCHIMIQUES BRÉSILIENS

Suzano Petroquímica, qui est l'une des plus grandes sociétés pétrochimiques brésiliennes, a demandé à l'IFC de l'aider à renforcer les capacités des petites entreprises implantées aux environs de São Paulo qui peuvent transformer ses produits pétrochimiques en produits de plastique à valeur ajoutée. L'appui de l'IFC devrait avoir des avantages à deux niveaux. Non seulement il permettra d'accroître la demande de produits de Suzano, et peut-être même les marges de cette dernière, mais il offrira aussi au Brésil, qui est encore essentiellement un exportateur de produits primaires, une possibilité de progresser le long de la chaîne de valeur, de créer de nouvelles opportunités d'investissement et des emplois et de conserver une plus grande partie de la valeur ajoutée dans le pays. Cette initiative devrait appuyer le développement d'un groupe de 20 à 30 petites et moyennes entreprises productrices de plastique comptant environ 1 200 employés.

Durant l'exercice, l'IFC a également engagé 60 millions de dollars en faveur de Suzano qui utilisera ce financement pour procéder à une acquisition et réorganiser sa structure.



Cet artisan local bénéficie du Programme de promotion de l'entreprise autochtone de l'IFC.

ramenant de six à deux en moyenne le nombre de fois où les entrepreneurs doivent se rendre dans les bureaux municipaux, la Bolivie a pu faire entrer un plus grand nombre d'entreprises dans l'économie formelle et a enregistré un accroissement de 25 % des recettes municipales tirées de l'enregistrement des entreprises.



50 ANS À L'APPUI DU SECTEUR PRIVÉ EN AMÉRIQUE LATINE

Le premier investissement de l'IFC, en 1956, était un prêt de 2 millions de dollars consenti pour 15 ans à Siemens en vue de la fabrication de matériels électrogènes au Brésil. Cinquante ans plus tard, l'IFC a investi et mobilisé 31 milliards de dollars en Amérique latines et Caraïbes, dont près de 600 millions de dollars dans 30 entreprises des deux pays les plus pauvres de la région, la Bolivie et Haïti. Dans le cadre de ces travaux, elle a forgé des partenariats de longue durée afin de promouvoir l'expansion des entreprises latino-américaines.

ARGENTINE

L'IFC a investi 6 milliards de dollars dans 112 sociétés argentines, parfois dans un climat de l'investissement difficile. Durant la crise monétaire traversée par le pays en 2001, l'IFC a maintenu son appui à l'Argentine et a été la seule institution financière internationale à fournir un appui au secteur privé. Elle a continué de prêter à des clients comme Aceitera General Deheza, important groupe agroindustriel qui est client de l'IFC depuis 1986 (voir page 17).

BRÉSIL

Les investissements de l'IFC au Brésil ont permis à 167 entreprises de bénéficier de

financements à hauteur de 8 milliards de dollars. L'économie brésilienne a connu des hauts et des bas, mais l'IFC a innové en temps de crise — par exemple en relançant des crédits commerciaux représentant 800 millions de dollars en 2002. La Société a systématiquement appuyé les entreprises en expansion au Brésil, et notamment le premier projet pétrochimique entrepris dans le pays dans les années 70, qui a ouvert la voie à la mise en place d'une industrie qui est maintenant la cinquième du Brésil en termes de sa contribution au PIB. Le secteur traverse maintenant une deuxième phase de consolidation qui lui permettra de renforcer sa compétitivité sur les marchés mondiaux ; l'IFC a investi 350 millions de dollars durant l'exercice 06 dans des entreprises pétrochimiques clés.

MEXIQUE

L'IFC a également procédé à des investissements durant les périodes de crise traversées par le Mexique, et elle contribué de manière cruciale à la réorganisation d'une société en difficulté, Grupo Visa, et à sa prospérité ultérieure. À la suite de la crise mexicaine de 1982, le groupe a procédé à une réorganisation financière supervisée par l'IFC et Visa Group. En

1988, l'IFC lui a consenti un prêt de 80 millions de dollars qui a permis de mobiliser des investissements supplémentaires de 146 millions de dollars. Le groupe, qui par la suite a changé sa raison sociale en FEMSA (Fomento Economico Mexicano, S.A.), est devenu l'une des principales sociétés de produits de consommation d'Amérique latine et a affiché un chiffre d'affaires de 9,9 milliards de dollars en 2005.

COLOMBIE

Depuis le début des années 90, l'IFC contribue de manière cruciale à aider la Colombie à mettre en place un marché financier plus efficace et un cadre réglementaire adapté. En 2001, l'IFC en collaboration avec des partenaires financiers colombiens, a parrainé la première société de reprise d'hypothèque du pays, Titularizadora Colombiana grâce à une participation de 40 millions de dollars à son capital et à un mécanisme de garantie en monnaie nationale de 100 millions de dollars. Plus récemment, en mars 2002, l'IFC a lancé une émission obligataire de 225 milliards de pesos colombien, soit environ 100 millions de dollars. L'IFC a été la première institution internationale à émettre une obligation en pesos colombiens.

L'ACTIVITÉ DU SECTEUR PRIVÉ EN HAÏTI

Malgré le quasi-effondrement de l'État haïtien dans les années 90, l'IFC a poursuivi ses activités d'investissement dans le pays. En 1998, elle a investi 500 000 dollars en vue de la création de la première institution financière au service des microentrepreneurs en Haïti. MicroCrédit National, qui est le premier projet axé sur marché financier mené par la Société en Haïti, a poursuivi ses activités sur une base commerciale pendant toute la durée de la récente période de troubles.

Durant l'exercice, l'IFC a accordé des financements d'un montant de 15 millions de dollars au titre d'un projet de télécommunications en Haïti en forgeant un partenariat de longue durée avec Digicel. Le projet est le plus important investissement étranger dans le pays réalisé depuis trois ans et devrait permettre d'accroître de plus de 50 % le nombre d'utilisateurs de téléphones mobiles d'ici 2007. L'IFC a également entrepris un audit d'Électricité d'Haïti en collaboration avec la Banque mondiale et grâce à un financement de l'Agence canadienne de développement.



Moyen-Orient et Afrique du Nord

AFGHANISTAN ALGÉRIE ARABIE SAOUDITE BAHREÏN CISJORDANIE ET GAZA ÉMIRATS ARABES UNIS IRAQ LIBYE
JORDANIE KOWEÏT LIBAN MAROC OMAN PAKISTAN RÉPUBLIQUE ARABE D'EGYPTE RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE
RÉPUBLIQUE DU YEMEN RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN TUNISIE

LA STRATÉGIE DE L'IFC POUR LE MOYEN-ORIENT ET L'AFRIQUE DU NORD

- Appuyer la réforme économique par le biais d'investissements et de conseils sur les meilleures pratiques internationales
- Cibler les investissements sur le secteur financier, l'infrastructure et les petites et moyennes entreprises
- Fournir une assistance technique ciblée ayant un fort impact sur le secteur financier, les petites et moyennes entreprises, le cadre des affaires, les partenariats public-privé et les privatisations
- Promouvoir les investissements intra et interrégionaux pour accélérer le processus d'intégration économique et le développement de l'activité économique

L'ACTIVITÉ DE L'IFC EN QUELQUES CHIFFRES

	Ex. 06	Ex. 05
Nombre total de projets d'investissement	29	21
Dépenses totales au titre de projets d'assistance technique et de services-conseil (USD millions)	20	5

PERSONNEL ET CONSULTANTS DE L'IFC

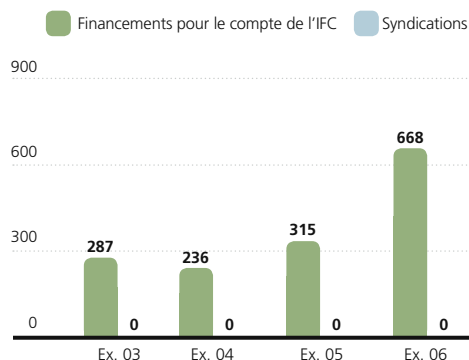
	Siège	Bureaux pays
Au 30 juin 2006	4	189

FINANCEMENT ET PORTEFEUILLE DE PROJETS

(USD millions)	FY06*	FY05**
Financements engagés pour le compte de l'IFC	668	315
Prêts***	504	257
Participations***	100	20
Garanties et gestion des risques	64	38
Syndications de prêts signées	0	0
TOTAL ENGAGEMENTS SIGNÉS	668	315
Portefeuille d'engagements pour le compte de l'IFC	1 556	1 210
Portefeuille d'engagements détenus pour des tiers (participations à des prêts et à des garanties)	314	664
TOTAL PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS	1 871	1 874

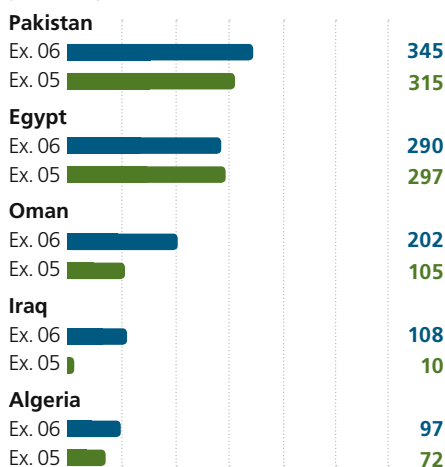
ENGAGEMENTS

(USD millions)



PAYS BÉNÉFICIAIRES DES PLUS GROS ENGAGEMENTS DE L'IFC

Portefeuille d'engagements de l'IFC pour son propre compte au 30 juin 2006.
(USD millions)



*Y compris les parts des investissements de Soco Facility et de Veolia AMI Investments, qui sont officiellement considérés comme des projets mondiaux, qui concernent la région. Le portefeuille d'engagements de l'IFC pour son propre compte comprend la part de BAPTF, qui est officiellement considéré comme un projet mondial, qui concerne la région.

** Y compris les parts des investissements de BAPTF et de Melrose Facility Investments qui sont officiellement considérés comme des projets mondiaux, qui concernent la région.

*** Les prêts comprennent les instruments de quasi-participation de type prêt. Les participations comprennent les instruments de quasi-participation de type participation.



L'APPUI À UNE EXPANSION INTERNATIONALE DES SOCIÉTÉS DES MARCHÉS ÉMERGENTS

Le PIB de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord a augmenté de 5 % en 2005 par suite de l'expansion rapide des pays exportateurs de pétrole mais de la croissance comparativement faible affichée par la Cisjordanie et Gaza, l'Iraq, le Liban, la Syrie et le Yémen. L'ampleur des taux de chômage enregistrés dans la majeure partie de la région a incité certains pays, dont l'Égypte et le Pakistan, à lancer des programmes de réforme qui ont pour objet d'attirer des investissements privés et de créer de nouveaux emplois. Dans le droit-fil de ces réformes, l'IFC a intensifié ses activités d'investissement et d'assistance technique dans la région.

Durant l'exercice 06, les engagements de la Société dans la région ont plus que doublé pour atteindre au total 668 millions de dollars au titre de 29 projets, contre 315 millions de dollars pour 21 projets durant l'exercice précédent. Afin d'élargir son portefeuille, elle a accru ses efforts pour trouver de nouvelles opportunités commerciales, et elle a recruté des responsables de haut niveau en Algérie, en Égypte, aux Émirats arabes unis et au Pakistan. Durant l'exercice 06, ses investissements ont couvert l'ensemble de la région et différents secteurs

économiques dont l'infrastructure, les industries manufacturières, les hydrocarbures et les institutions financières, cette dernière catégorie absorbant plus de 40 % de ses engagements pour la région. L'assistance technique fournie par la Société aux entreprises qui sont ses clientes, aux organismes publics et aux associations commerciales, qui a été assuré essentiellement par son Partenariat pour l'entreprise privée au Moyen-Orient, s'est également sensiblement accru durant l'exercice.

APPUI AUX INSTITUTIONS FINANCIÈRES ET AUX MARCHÉS FINANCIERS

Afin d'appuyer la privatisation de Habib Bank Limited au Pakistan, l'IFC a accordé un prêt de longue durée de 50 millions de dollars afin de diversifier les sources de financement de cette banque et de lui permettre de consentir des prêts à plus longue échéance aux entreprises locales. Ce projet est l'une des nombreuses opérations dans le cadre de laquelle l'IFC a travaillé en partenariat avec Aga Khan Fund for Economic Development. L'assistance technique de la Société contribue à renforcer les capacités opérationnelles de la banque en même temps que celle-ci s'efforce de réorganiser,

de moderniser et d'adapter ses activités pour pouvoir accorder des prêts aux particuliers et aux petites et moyennes entreprises. La Société fournit également des conseils à la banque pour lui permettre d'entreprendre des financements responsables sur le plan social et environnemental.

L'IFC, qui avait déjà pris une participation d'un million de dollars au capital de First Microfinance Bank of Afghanistan (FMBA) en 2004, a accordé à cette institution de microfinance une ligne de crédit de confirmation d'une valeur de 3,5 millions de dollars durant l'exercice. Outre cette ligne de crédit, l'IFC collabore avec d'autres bailleurs de fonds au montage d'un programme d'assistance technique qui permettra à FMBA de gérer les questions de sécurité, de servir la communauté féminine et de former son personnel, tout en visant à remédier aux obstacles liés à l'infrastructure.

Au Maroc, l'IFC a établi en faveur de Foundation for Local Development and Partnership un programme de financement et d'assistance au développement pour lui permettre d'exploiter son potentiel et de poursuivre ses plans d'expansion au cours des prochaines années. Ce client est une institution de microfinance offrant des lignes

de crédit aux microentrepreneurs, en particulier aux femmes, dans les régions urbaines et semi-urbaines du pays. L'IFC a accordé une garantie partielle de crédit à FONDEP pour lui permettre d'obtenir un accès à des financements en monnaie nationale auprès de banques commerciales locales ainsi qu'une assistance technique axée sur l'élaboration de contrôles internes et d'un système de gestion des risques. Les investissements de l'IFC dans le secteur de la microfinance de la région ont également donné lieu à une prise de participation d'un million de dollars au capital de Tameer Microfinance Bank, au Pakistan, qui constituera jusqu'à 10 % du capital initial de la banque. Cette dernière a l'intention de cibler ses activités sur les personnes ayant de faibles revenus et travaillant pour leur propre compte.

Afin d'appuyer d'autres formes de financement, l'IFC a investi dans des sociétés de crédit-bail en Afghanistan, en Arabie saoudite, en Égypte, en Jordanie, à Oman et au Pakistan, auxquelles elle a aussi assuré une assistance technique. Elle a accordé un soutien record dans le domaine du financement de logements à l'appui d'une émission de titres adossés à des hypothèques par Kingdom Installment Company en Arabie Saoudite.

L'IFC FINANCE UN RÉSEAU CELLULAIRE EN AFGHANISTAN

L'IFC a signé un accord avec Areeba Afghanistan donnant lieu à un prêt de 40 millions de dollars et à une prise de participation à hauteur de 5 millions de dollars — l'un des plus gros investissements étrangers effectués en Afghanistan durant l'exercice — afin d'appuyer la construction et l'exploitation sur l'ensemble du territoire d'un réseau cellulaire GSM numérique. Le pays a l'une des densités téléphoniques les plus faibles du monde puisqu'il comptait moins de 0,5 lignes fixes et quatre lignes mobiles pour 100 habitants en 2005. Ces taux sont sensiblement inférieurs aux taux de pénétration observés pour d'autres pays

Paktel utilisera un financement de 35 millions de dollars de l'IFC pour offrir des services de téléphonie cellulaire dans tout le Pakistan à l'horizon 2007.

INVESTISSEMENTS DANS D'AUTRES SECTEURS ESSENTIELS

Les hydrocarbures jouent un rôle prédominant dans les économies de nombreux pays de la région, et les engagements de l'IFC pour l'exercice 06 ont donné lieu à la fourniture d'un appui à des segments mal desservis de ce secteur. Red Med, société de logistiques fournissant des services de base vie aux sociétés pétrolières opérant en Algérie, a bénéficié d'un prêt de 10 millions de dollars de l'IFC faisant intervenir un élément de participation aux revenus. Toujours en Algérie, l'IFC a investi 24 millions de dollars dans Fertial, qui est la première fabrique d'engrais privatisée du pays, et elle fournira une assistance technique aux agriculteurs qui utilisent ses engrais.

L'infrastructure étant un domaine d'investissement essentiel à une époque à laquelle les pays de la région renforcent leurs liaisons commerciales avec l'économie mondiale, l'IFC continue de fournir son

appui à des investissements privés dans les domaines des transports maritimes et autres. En Jordanie, elle a engagé 15 millions de dollars au titre d'un prêt à CTI Group, compagnie de navigation spécialisée dans le transport régional de ciment. Cette compagnie a besoin d'effectuer de gros investissements pour pouvoir remplacer sa flotte vieillissante de navires spécialisés dans le transport du ciment par des navires plus neufs, mais elle n'a pas pu obtenir de financements à long terme auprès de banques locales et elle n'a pu avoir recours que dans une mesure limitée aux financements maritimes traditionnels. Le financement à long terme de l'IFC revêt donc une importance cruciale pour les plans de renouvellement et d'expansion de la flotte de CTI, et il facilitera l'accès de la compagnie aux banques maritimes internationales. L'IFC collabore également avec CTI à l'amélioration de son gouvernement d'entreprise.

voisins ou dont le contexte économique est comparable. Outre qu'il fait obstacle à l'activité économique, le manque de services compromet les communications entre l'administration centrale et les autorités régionales.

Le projet permettra d'accroître l'offre de services de télécommunications fiables et d'un coût abordable pour les consommateurs, les entreprises et les organismes publics, et il élargira la couverture géographique de ces services pour couvrir les zones rurales et mal desservies d'Afghanistan. En investissant dans Areeba, l'IFC appuie également le programme formulé par le gouvernement afghan pour libéraliser les télécommunications, promouvoir la participation du secteur privé et stimuler la concurrence.

Areeba Afghanistan appartient à Investcom, opérateur de téléphonie mobile qui a déjà réalisé des opérations de ce type sur des marchés pionniers, dont le Bénin, le Ghana, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Soudan, la Syrie et le Yémen. Le financement de l'IFC encourage les flux de capitaux entre pays en développement en aidant Investcom, qui a récemment été absorbé par MTN, à investir dans des marchés sous-développés.

En septembre 2005, Areeba a obtenu la troisième licence d'exploitation de longue durée délivrée en Afghanistan à l'issue d'un processus d'appel d'offres transparent et compétitif. Elle devrait compter 700 000 abonnés d'ici 2009.

UNE BANQUE ÉGYPTIENNE TIRE PROFIT DE SES OPÉRATIONS DE MICROFINANCE

Un programme de microfinance pilote organisé par l'IFC en Égypte en collaboration avec Banque Misr, qui est la deuxième grande banque du pays, a donné de tels résultats que cette dernière a entrepris d'en élargir la portée. Étant donné que seulement 12 % des entreprises les plus petites du pays

ont accès à des financements bancaires, ce compartiment du marché offre des possibilités exceptionnelles.

L'IFC a commencé par évaluer le marché des microentreprises, a conçu des produits puis a formulé un plan d'action. Elle a ensuite aidé la banque à préparer une politique de crédit, des procédures et des manuels opérationnels pour les opérations de microfinance, à mettre en œuvre un système de suivi des prêts, à former des

chargés de prêts et à organiser des ateliers dans les communautés ciblées. Dans les 12 mois qui ont suivi le lancement du programme dans cinq de ses succursales, Banque Mirs a dégagé 6 millions de dollars sur une base brute au titre de 13 000 microprêts qui ont été remboursés pratiquement à 100 %. Par suite du succès remporté par ce programme, d'autres banques égyptiennes et d'autres pays de la région commencent à s'intéresser à la microfinance.

Au Pakistan, la Société a consenti un prêt de 8 millions de dollars pour les postes à quai d'un terminal de conteneurs dans le port de Karachi. Le prêt sera utilisé par Pakistan International Container Terminal pour acheter du matériel de manutention de conteneurs, accroître ses capacités et améliorer ses services.

Dans le secteur manufacturier, l'IFC a consenti des prêts d'un montant global de 133 millions de dollars à des cimenteries en Iraq et au Yémen. Elle a accordé un prêt de 98 millions de dollars, le plus gros investissement qu'elle ait jamais réalisé en Iraq, au titre d'une nouvelle cimenterie qui sera construite et exploitée par la société égyptienne Orascom Constructions Industries.

L'Afghanistan est réputé de longue date pour la qualité de ses fruits frais et secs. Malgré des décennies de troubles politiques qui ont fait obstacle à l'investissement, le pays continue d'avoir d'importantes possibilités d'exporter sa production de raisins et de grenades. L'IFC aide les producteurs et les négociants à améliorer leurs technologies vieillissantes de production et de traitement, à établir leur chaîne d'approvisionnement et à accroître leur connaissance des marchés d'exportation, autant d'efforts qui devraient permettre d'améliorer la qualité des produits et d'accroître les recettes d'exportation.



Un prêt de 8 millions de dollars de l'IFC aidera Pakistan International Container Terminal à acheter des matériels de manutention de containers et à améliorer les services au port de Karachi.

REPRODUCTION AUTORISÉE PAR PAKISTAN INTERNATIONAL CONTAINER TERMINAL

LA SATISFACTION D'UN BESOIN DE CAPITAUX À LONG TERME ET D'ASSISTANCE TECHNIQUE EN ALGÉRIE

Durant l'exercice, l'IFC a investi 10 millions de dollars dans une société algérienne, Red Med, pour l'aider à faire face à la demande croissante des sociétés pétrolières et gazières étrangères qui souhaitent obtenir des services logistiques de base vie. Les gisements d'hydrocarbures algériens se trouvent dans des régions désertiques isolées où l'infrastructure est insuffisante, ce qui complique les opérations des sociétés étrangères. L'investissement de l'IFC dans Red Med, le premier qu'elle effectue dans une entreprise algérienne, contribuera au financement de l'expansion des activités principales de la compagnie pour un montant de 32 millions de dollars qui lui permettra notamment d'acheter de nouvelles grues, des camions, un avion et des trousseaux d'examen médical.

Le secteur bancaire algérien étant dominé par des banques d'État qui n'ont qu'un accès limité à des ressources à long terme, le financement à long terme de l'IFC revêt une importance cruciale pour les programmes d'expansion de la compagnie. L'IFC aide aussi Red Med à améliorer son gouvernement d'entreprise, notamment en réorganisant sa structure en holding. Ces mesures aideront Red Med à obtenir accès aux marchés financiers internationaux dans les années qui viennent.

ENCOURAGEMENT DE L'ENTREPRISE PRIVÉE PAR LE BIAIS DE SERVICES D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DE CONSEIL

Le Partenariat pour l'entreprise privée au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, qui est un mécanisme de l'IFC financé par les bailleurs de fonds, fournit une assistance technique au profit du secteur financier, des petites et moyennes entreprises, des réformes du cadre des affaires et des partenariats public-privé constitués pour réaliser des projets d'infrastructure. L'IFC a accru l'envergure de ses travaux de conseil en matière de gouvernement d'entreprise dans toute la région, et plus particulièrement au Pakistan et en Égypte. Dans ce dernier pays, elle a également entrepris d'accroître les capacités de gestion des petites et moyennes entreprises par le biais du programme de formation en gestion

Les investissements de l'IFC dans la microfinance ont donné lieu à une prise de participation au capital de la banque pakistanaise Tameer Microfinance Bank qui doit l'aider à financer ses prêts à des microentrepreneurs n'ayant que de faibles revenus.

RENFORCEMENT DU GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Durant l'exercice 06, l'IFC a assuré des formations portant sur le gouvernement d'entreprise à plus de 1 000 directeurs et gérants de 200 entreprises du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Elle a fourni des informations et a contribué à la préparation de quatre codes du gouvernement d'entreprise — deux pour l'Égypte, un pour les Émirats arabes unis et un pour le Liban. Elle a également fait prendre conscience à la presse de l'importance d'un bon gouvernement d'entreprise, en assurant une formation à des journalistes en Égypte et au Pakistan.

PEP-MENA continue de fournir un appui à Egyptian Institute of Directors, qui est le premier institut de cette nature établi dans la région. Pour améliorer le gouvernement d'entreprise dans les sociétés égyptiennes, PEP-MENA collabore avec la Banque mondiale au renforcement des capacités de l'institut à offrir des programmes de formation, et notamment le premier programme de délivrance de certificat du pays destiné à des administrateurs.



L'IFC fournit des conseils au gouvernement jordanien sur la privatisation de Queen Alia International Airport.

Business-Edge qui est géré par PEP-MENA. Les partenaires du programme reçoivent une formation et un certificat dans les domaines de la commercialisation, des ressources humaines, des finances, de la comptabilité et des méthodes d'amélioration de la productivité, et PEP-MENA suit leur performance de manière

à assurer le maintien de la qualité. Depuis octobre 2004, l'IFC a délivré un certificat à 11 partenaires de formation qui, à leur tour, ont formé plus de 2 500 gérants et propriétaires de petites entreprises. Elle a entrepris d'élargir la portée de ce programme pour l'offrir dans les Émirats arabes unis, en Jordanie, à Oman et au Yémen, et aussi de forger des partenariats avec de grosses sociétés pour fournir une formation en gestion aux petites entreprises qui font partie de leur chaîne d'approvisionnement.

L'IFC joue le rôle de conseiller principal auprès du Comité exécutif pour la privatisation constitué par le gouvernement jordanien, qui mobilise des participations privées en vue d'agrandir et de rénover Queen Alia International Airport. Elle fournit également des services-conseil à l'appui de l'opération de privatisation de l'aéroport, dont la modernisation contribuera à accroître la compétitivité de l'industrie du tourisme jordanien.

En Afghanistan, l'IFC et l'Université de Kaboul ont entrepris de formuler un programme de formation commerciale destinée aux entrepreneurs locaux qui ont besoin d'améliorer leurs connaissances dans les domaines de la commercialisation, de la comptabilité et de la planification financière. Ce programme est dispensé en deux langues autochtones et 120 étudiants et entrepreneurs se sont inscrits à la première session pilote. L'IFC aide également l'université à formuler une stratégie pour offrir cette formation de manière permanente.

SIGLES, NOTES ET DÉFINITIONS

SIGLES

BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
CAO	Conseiller/ombudsman pour l'application des directives
CIRDI	Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements
EX.	Exercice
FMI	Fonds monétaire international
IDA	Association internationale de développement
MIGA	Agence multilatérale de garantie des investissements
MPDF	Service de promotion et de développement du secteur privé dans la vallée du Mékong
IEG	Groupe indépendant d'évaluation
PENSA	Programme d'appui aux PME en Indonésie orientale
PEP	Partenariat pour l'entreprise privée
PEP-Africa	Partenariat pour l'entreprise privée en Afrique
PEP-MENA	Partenariat pour l'entreprise privée au Moyen-Orient et en Afrique
PEP-SE	Partenariat pour l'entreprise privée en Europe du Sud-Est
PIB	Produit intérieur brut
PME	Petite et moyenne entreprise
SEDF	Service de promotion de l'entreprise en Asie du Sud
IFC	Société financière internationale

NOTES ET DÉFINITIONS

L'exercice de l'IFC va du 1^{er} juillet au 30 juin. L'exercice 06 a donc commencé le 1^{er} juillet 2005 et a pris fin le 30 juin 2006.

Les montants investis sont indiqués en dollars des États-Unis sauf indication contraire.

Rétrocession de financement : Processus consistant à prêter les fonds émanant des ressources propres de l'IFC en passant par un intermédiaire, une banque du pays ou une institution de microfinance par exemple.

Les participants et l'IFC assument pleinement les risques de crédit commercial associés aux projets, mais comme l'IFC est le prêteur en titre, les participants bénéficient des mêmes avantages, sur le plan fiscal et pour le provisionnement des risques-pays, que ceux tirés par la Société de son statut particulier d'institution financière multilatérale.

Les instruments de quasi-participation présentent des caractéristiques de prêts et de participations, de manière à offrir diverses combinaisons d'éléments de risque et de rendements intermédiaires entre ceux des prêts et des participations proprement dits.

Les chiffres ayant été arrondis, les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme de leurs éléments dans certains tableaux.

La Banque mondiale se compose de la BIRD et de l'IDA.

Le Groupe de la Banque mondiale comprend la BIRD, l'IDA, l'IFC, MIGA, et le CIRDI.

POUR PLUS D'INFORMATION

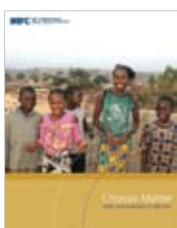
SITE WEB

Le site web de l'IFC, www.ifc.org, contient des informations détaillées sur tous les aspects des activités de la Société. Il présente des données sur les projets, les grandes orientations de l'institution en matière de développement

environnemental et social, des publications, les coordonnées des bureaux et installations de l'IFC dans les pays et une description de tous les produits et services.

AUTRES PUBLICATIONS MAJEURES

SUSTAINABILITY REPORT



Ce rapport montre comment l'IFC exploite ses ressources et la position unique dans laquelle elle se trouve pour faire face aux problèmes mondiaux, tels que les changements climatiques, la pauvreté, la corruption, le VIH/SIDA, la participation des femmes au développement du secteur privé et la préservation des ressources naturelles.

REPORT TO THE DONOR COMMUNITY



Le rapport intitulé *2006 Report to the Donor Community* décrit de manière détaillée les principaux accomplissements des partenariats constitués par l'IFC et les pays bailleurs de fonds pour réduire la pauvreté et aider les clients de la Société à atteindre les objectifs de développement pour le Millénaire par le biais de ses programmes d'assistance technique.

DOING BUSINESS



Doing Business est une série de rapports annuels de l'IFC et de la Banque mondiale consacrés à l'examen des réglementations qui facilitent l'activité économique et celles qui lui font obstacle. Le rapport de 2007 couvre l'exécution des réformes et compare des indicateurs concernant 175 pays en développement et industrialisés. Pour de plus amples informations, se rendre à l'adresse rru.worldbank.org/doingbusiness.

GOOD PRACTICE NOTES



Cette série de publications, qui est destinée aux clients du secteur privé, présente des directives et donne des exemples de bonnes pratiques dans divers domaines sociaux et environnementaux qui vont de la lutte contre le VIH/SIDA sur les lieux de travail à la promotion des principes de non-discrimination et d'égalité des chances.

CAO ANNUAL REPORT



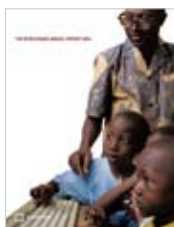
Le rapport intitulé *Compliance Advisor/Ombudsman Annual Report* expose les efforts déployés par le Bureau du conseiller/ombudsman pour l'application des directives (CAO) pour répondre aux plaintes des personnes touchées par un projet et conforter les réalisations sociales et environnementales des projets auxquels participent l'IFC et la MIGA. Pour de plus amples informations, se rendre à l'adresse www.cao-ombudsman.org.

IEG FINDINGS



La série des publications *Independent Evaluation Group Findings* a pour objet d'informer les parties prenantes des conclusions et recommandations des nouvelles évaluations concernant les projets d'investissement et d'assistance technique de l'IFC. Pour de plus amples informations, se rendre à l'adresse www.ifc.org/ieg.

RAPPORT ANNUEL DE LA BANQUE MONDIALE



Ce rapport met en relief les résultats obtenus par la Banque mondiale dans le cadre des efforts qu'elle déploie pour réduire la pauvreté dans le monde, et présente les états financiers de l'institution. Le site web de la Banque mondiale se trouve à l'adresse www.worldbank.org.

Chef de Projet et Rédacteur

Susan Blesener

Collaborateurs, Relations Extérieures

Bruce Moats, Chef,

Relations extérieures

Dana Lane, Chef des publications

Paul McClure, Responsable adjoint
des publications

Ariadne Garscadden, Assistante, Information

Neil Flanigan et Declan Heery, Consultants

Naira Abajyan et Kelly Finnegan,
Assistants, Programme

**Collaborateurs de l'IFC
et de la Banque Mondiale**

Hayat Abdo

Maxwell Aitken

Anthony Aylward

Paul A. Barbour

Paul Bravery

Yanni Chen

Julia Chiperfield

Jane Clement

Elizabeth Davis

T. Michael Dompas

Kutlay Ebiri

Sidney Edelmann

Torek Farhadi

Matthew Gamser

Dianne Garama

Louise Gardiner

Anastasia Gekis

Stella Gonzalez

Darrin Hartzler

Kate Henvey

Mariko Higashi

Brigid Holleran

Vikram Jackson

Ludwina Joseph

Rita Jupe

Lisa Kaestner

Arthur Karlin

Alzbeta Klein

David Lawrence

Elena Lee

Irina Likhacheva

Toshiya Masuoka

Roland Michelitsch

Joyce Msuya

Pierre Nadji

Oksana Nagayets

Kaikham Onedamdy

Skander Oueslati

Janine Pampolina

Henny Rahardja

Fereshteh Raissian

Usha Rao-Monari

Yasmina Sam

Ellen Schwab

Minakshi Seth

Karin Strydom

Tomoko Suzuki

William V. Todd

Hannfried von Hindenburg

Eduardo Wallentin

Wai-Keen Wong

Rob Wright

Guynara Yunusova

Goran Zaric

Site Web

Stephenie DeKouadio

Vincent Yemoh

Traduction

Édition espagnole et française :

Division de la traduction du

Groupe de la Banque mondiale

(GSDTR), Washington

Conception Graphique

Financial Communications Inc.

Impression

Colourscan

S&S Graphics



ISBN: 0-8213-6815-X
♻️ Imprimé sur papier recyclé à l'encre de soja.

SIÈGE

2121 Pennsylvania Avenue, NW
Washington, DC 20433 États-Unis
Téléphone : (202) 473-3800
Télécopie : (202) 974-4384

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

14 Fricker Road, Illovo, 2196
Johannesburg, Afrique du Sud
Téléphone : (27 11) 731 3000
Télécopie : (27 11) 268 0060

ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE

Two International Finance Centre
Suite 7903
8 Finance Street, Central
Hong Kong
Téléphone : (852) 2509 8100
Télécopie : (852) 2509 9363

ASIE DU SUD

50-M, Shanti Path, Gate No. 3
Niti Marg, Chanakyapuri
New Delhi 110 021 Inde
Téléphone : (91-11) 4111-1000
Télécopie : (91-11) 4111-1001/02

EUROPE CENTRALE ET EUROPE DE L'EST

36, Bldg. 1, Bolshaya Molchanovka Street, 3e étage
Moscow 121069, Fédération de Russie
Téléphone : (7-495) 411-7555
Télécopie : (7-495) 411-7556

EUROPE DU SUD ET ASIE CENTRALE

Buyukdere Cad. No: 185
Kanyon Ofis Blogu Kat 10
Levent 34394, Istanbul, Turquie
Téléphone : (90-212) 385-3000
Télécopie : (90-212) 385-3001

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Rua Redentor, 14-Ipanema
Rio de Janeiro 22421-030, Brésil
Téléphone : (55-21) 2525-5850
Télécopie : (55-21) 2525-5879

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

Nile City Towers
2005 Corniche El Nil, North Tower, 24th Floor
Boulac, Le Caire, Égypte
Téléphone : (20-2) 461-9161/65
Télécopie : (20-2) 461-9130/60